

مركزنا من الامم



Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Autres paroles d'évangile
■ Lire Stendhal (pages 15 à 20)



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16458 - 7,50 F

VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

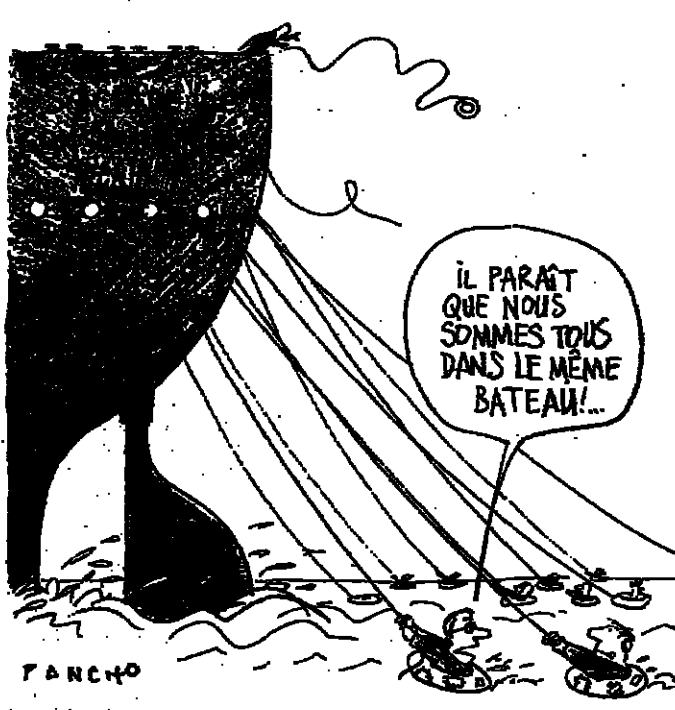
Martine Aubry répond aux chômeurs en colère

- 22 000 chômeurs et RMistes de plus de 55 ans percevront 1 500 francs supplémentaires par mois
- La ministre de l'emploi demande aux préfets de s'occuper des cas de détresse les plus graves
- Associations et syndicats entendent participer à l'élaboration de la loi contre l'exclusion

LE MINISTÈRE de l'emploi et de la solidarité, que dirige Martine Aubry, prépare une série de mesures destinées à répondre aux revendications des associations de chômeurs. Sans attendre le projet de loi contre l'exclusion, promis pour le printemps et à la préparation duquel ces organisations veulent être associées, le gouvernement entend renforcer les aides et améliorer les dispositifs d'insertion existants.

Une circulaire adressée par M^{me} Aubry aux préfets leur demande de prendre contact avec les organismes sociaux et les départements, en charge de l'aide sociale, pour trouver les moyens de subvenir aux besoins des personnes en situation de détresse. La réforme des fonds sociaux de l'Unedic, en juillet, a privé les Assedic de cette ressource, qu'elles employaient en fin d'année, dans certains départements, au bénéfice des familles en grande difficulté.

Les chômeurs de plus de 55 ans, ayant cotisé quarante ans ou plus



à la Sécurité sociale, devraient voir augmentée de quelque 1 500 francs mensuels leur allocation de solidarité spécifique, ce qui leur assurerait un revenu proche de 5 000 francs par mois. Cette mesure avait été réclamée par le Parti communiste et, notamment, par le président de son groupe à l'Assemblée nationale, Alain Bockel. Une mesure analogue serait prise pour les RMistes dans la même situation.

Les familles mal logées, réunies par droit au logement dans un immeuble appartenant au fonds de défaillance du Crédit lyonnais, le CDR, rue d'Avron, à Paris, ont reçu la visite, mercredi 24 décembre, du secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson. Celui-ci a exprimé des réserves sur les réquisitions de logements, mais reproché à Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, de ne pas avoir répondu à une demande de recensement des locaux disponibles.

■ Le Mexique sous le choc

Après le massacre de 45 villageois du Chiapas, l'Eglise et les milieux politiques appellent à une reprise du dialogue avec la guérilla zapatiste. Le « sous-commandant » Marcos accuse le président de la République. P. 2

■ Plan d'urgence pour la Corée

Les institutions financières internationales, les pays occidentaux et le Japon vont débloquer ces prochains jours 15 milliards de dollars pour tenter de sortir la Corée du Sud de la crise. P. 3

■ Après la mort de Fabrice Fernandez

Jean Carvalho, le policier qui a tué Fabrice Fernandez, a démissionné. Il reste écroué et comparaitra devant le conseil de discipline le 16 janvier prochain. p. 6 et notre éditorial p. 8

■ Entre Chine et Russie



A l'est de la Mandchourie, Harbin, ancien berceau de la dynastie des Qing, a conservé les vestiges de la pénétration russe à la fin du XIX^e siècle. p. 7

■ La filière kurde

Dans la ville-frontière de Vindimille, les autorités françaises et italiennes sont confrontées à une immigration massive et clandestine. p. 6

■ Chocolatomanie

Dans un point de vue, Henri Chavron détaille les vertus stimulantes, énergisantes et euphorisantes de cette « nourriture des dieux ». p. 8

■ New York, reine de la high-tech

Si la Californie reste le berceau de la high-tech, l'industrie la plus importante des Etats-Unis, à New York est née la « Silicon Alley », fleuron de la communication par Internet. p. 9

■ Camille Bryen s'expose à Nantes

Au-delà du peintre, l'exposition du Musée des beaux-arts fait découvrir le poète, le dessinateur, l'écrivain. p. 14

■ Le retour des « vins de fête »

Traditionnels jusqu'à la fin des années 60, les vins d'orange, de noix, de Beaufort ou de Rasteau reviennent au goût du jour. p. 11

International	2	Carnet	11
France	5	Jeux	12
Société	6	Météorologie	13
Horizons	7	Culture	14
Entreprises	9	Calé	14
Aujourd'hui	10	Radio-Télévision	14

Le mystère de la chambre d'ambre

EN 1716, Frédéric-Guillaume I^{er}, roi de Prusse, avait offert au tsar Pierre I^{er} de Russie, une « chambre d'ambre », décor baroque de plusieurs dizaines de mètres carrés fait de panneaux de mosaïque encastrés dans des lambris d'ambre. Ce chef-d'œuvre, volé par les nazis en 1941, avait disparu. Un fragment - une mosaïque de 55x70 cm - vient d'être retrouvé en Allemagne chez un notaire de Brême. Des experts appointés par l'hédomadaire Der Spiegel assurent qu'il est authentique. Cette découverte relance la controverse entre Bonn et Moscou sur la propriété des œuvres d'art pillées pendant la guerre.

Lire page 13

Satellites en grappes

LE CIEL sera bientôt quadrillé par une multitude de petits satellites, afin de répondre aux besoins, supposés énormes, des télécommunications : télévision directe, multimédia et téléphone. Le lancement de 560 de ces petits engins, en orbite basse ou moyenne, est prévu pour les prochaines années. Le projet Iridium, le plus avancé, est développé par les firmes Motorola et Raytheon. Ses 66 satellites, lancés par grappes de 5, devraient être opérationnels à la fin de 1998. Suivront les réseaux de GlobalStar (56 satellites), d'ICO (12), de Teledesic (288) et de Celestri (72). Ces nuées de petits engins concurrenceront les très gros satellites de télécommunication géostationnaires.

Lire page 10

Fin de mandat à la BERD



LE MANDAT de Jacques de Larosière à la présidence de la Banque européenne de reconstruction et de développement s'achève. Le président de la BERD a le sentiment d'avoir redressé l'institution, qui accompagnait la mutation des économies en Europe de l'Est.

Lire page 3

Abonnements : 3 DM : Annonces-Guyane, 9 F : Antilles, 28 F : Belgique, 46 F : Canada, 2,25 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 850 F : CFA : Danemark, 18 KRD : Espagne, 225 Ptas : Grèce, Belgique, 12 F : Grèce, 450 DR : Islande, 140 F : Italie, 200 L : Luxembourg, 48 F : Maroc, 10 DH : Norvège, 14 NOK : Pays-Bas, 9 F : Portugal, CFA, 350 Ptas : Roumanie, 3 F : Suède, 800 F : CFA : Suisse, 16 KRS : Suisse, 2,10 F : Turquie, 12 Lira : USA (NY), 2 F : USA (autres), 2,50 F.



Woody Allen convoque à Venise et s'envole pour Paris

UN CINÉASTE de réputation mondiale en gondole, à Venise, avec la jeune femme (vingt-sept ans) qu'il a épousée la veille... Woody Allen passe sa lune de miel sur le Grand Canal. C'est d'un commun ! Et on en parle à la une des journaux ! Quelle époque ! Vous n'y êtes pas du tout. Le plus new-yorkais, le plus juif, le plus ironiquement névrosé des sexagénaires, marié à Venise le 23 décembre, est en voyage de noces, depuis mercredi soir 24 décembre... à Paris où, chacun le sait depuis son dernier film, « tout le monde dit I love you ». Il loge au Ritz, comme tout le monde.

Philip Roth, magnifique romancier, qui déteste qu'on compare son humour, très juif new-yorkais pourtant, à celui de Woody Allen, n'aurait écrit que la première partie du roman d'Allen et de sa jeune femme. Il n'aurait pas su traiter l'épilogue vénitien. Trop gal. Trop européen. Mais il aurait fait merveille sur le dur chapitre américain. A défaut de pouvoir lire le roman qu'il aurait pu écrire, résumons : en 1992, Woody Allen, après douze ans de liaison, rompt avec Mia Farrow, avec laquelle il a eu un enfant et en a adopté trois autres (Mia Farrow a désormais quatorze enfants). Rupture ton-

trante. Mia Farrow a découvert que son compagnon avait une passion pour Soon-Yi, l'une de ses filles aînées, adoptée en Corée à l'âge de huit ans. Allen déclare qu'il aime Soon-Yi et veut l'épouser. Scènes de ménage relayées par les médias. Avocats. Argent. Ragots. Confidences. Livre de Mia Farrow, « Confessions », déchaînement d'une certaine Amérique, familialiste et puritaine, contre un homme trop peu conforme, dont on avait cru qu'il se rangeait enfin, en devenant père de la grande famille construite par sa compagne. Certes, Woody Allen aurait pu trouver une *love affair* plus simple. Cette histoire-là est tordue, disent certains, mais elle dirait d'autres, difficile à admettre. De là à condamner sans nuances, à relayer les accusations faites à Allen par Mia Farrow de mauvais traitements à enfants - en particulier son propre fils, Satchel...

Comme il l'avait promis, Allen a épousé Soon-Yi. Mais seulement le 23 décembre 1997. Et à Venise. Au Palazzo Cavalli, devant un maire philosophe, Massimo Cacciari. Woody le spécialiste des pied de nez aux convenances, des dialogues à triple sens, du second degré généralisé, n'a pas lésiné sur le symbole. L'au-

teur de la plus belle déclaration d'amour à une ville, *Manhattan*, a dédaigné Central Park et un air de Gertrude Stein pour son troisième mariage (après Harlan Rosen en 1956 et Louise Lasser en 1966). Il a voulu la ville qui révèle à chacun ce qu'il est, joyeux ou mélancolique. On peut penser qu'il n'a pas choisi le versant romantico-tragique de la Cité des doges, le côté *Mort à Venise* de Thomas Mann. Il a élu ce lieu pour son allégresse et son maître intellectuel. Quand Woody Allen fait la fête à Venise en plein mois de décembre à la fin du XX^e siècle, c'est sans doute aussi pour dire au monde, et surtout à l'Amérique, qu'il serait temps de sortir du XIX^e siècle, pour retourner - pourquoi pas ? - vers l'Europe du XVIII^e, du côté de la liberté et de la séduction, de Voltaire ou de Casanova.

Et maintenant, musique ! Un peu de Vivaldi peut-être. Un bémol, toutefois : le prochain film de Woody Allen sort en France à la mi-janvier, s'appelle *Harry dans tous ses états* et les femmes y rient très fort. On n'en a jamais fini, Woody ! Les femmes, les amours, les conflits... la vie.

Josyane Savigneau

La voie étroite de l'OTAN en Bosnie

C'EST DÉCIDIÉ : la communauté internationale maintiendra des forces armées en Bosnie au-delà du 30 juin 1998, terme fixé au mandat de la SFOR (Force de stabilisation de l'OTAN). Le président Clinton a avoué s'être « trompé » en estimant que, au bout de dix-huit mois, la mise en œuvre des accords de Dayton aurait suffisamment progressé pour que les boys puissent rentrer à la maison. Il vient de recueillir à Sarajevo un accueil populaire à la mesure du soulagement éprouvé par les habitants de la cité martyre à l'annonce de cette décision.

Pour l'OTAN, à qui revient pour l'essentiel la charge de faire appliquer sur le terrain les décisions de la communauté internationale, est venu le temps de décisions importantes. D'ici à la fin du premier trimestre 1998, l'état-major de l'alliance, en concertation avec la Russie, devra avoir « reformulé » la force multinationale et redéfini ses missions en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, avait précédé de peu le président américain en Bosnie pour évaluer l'état des lieux en rencontrant les dirigeants politiques des parties belligères, les

responsables militaires et les représentants des organisations internationales présentes sur place, dont l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés).

Cette visite intervenait au lendemain de l'opération commando des sections spéciales néerlandaises ayant abouti à l'arrestation de deux présumés criminels de guerre croates recherchés par le Tribunal pénal international de La Haye. Une opération dont le bilan politique et militaire est plus que mitigé. Javier Solana a dû esquisser une violente diatribe de Kresimir Zubak, le représentant des Croates à la présidence tournante de la Bosnie, qui a qualifié la SFOR d'« organisation terroriste ne respectant même pas la trêve de Noël », des propos approuvés très forts par le représentant de la République serbe. D'autre part, en dépit du fait que les personnes recherchées ne faisaient pas partie de celles disposant d'une importante garde personnelle, des coups de feu ont été échangés.

Luc Rosenzweig

Lire la suite page 8

Georges Buhayoun - Philippe Carasso pour le film

Sandrine KIBERLAIN Vincent LINDON

le couple, l'inconscient le plaisir, la jouissance

le septième ciel

Un film de Benoît Jacquot

RTL2

AMÉRIQUES Deux jours après le massacre qui, au Chiapas, a coûté la vie à 45 indiens Tzotzils, dont une majorité de femmes et d'enfants, les autorités mexicaines annoncent

l'interpellation de neuf personnes. ● LE MASSACRE d'Acteal a suscité une grande émotion dans tout le pays dont les habitants, quelques heures avant Noël, ont décou-

vert à la télévision les images du village dévasté par des assaillants masqués. ● LE CHEF de la guérilla zapatiste, le « sous-commandant » Marcos, accuse le président mexi-

cain, Ernesto Zedillo, d'être responsable de la tuerie ; de son côté, le maire de Mexico, leader de l'opposition de gauche, Cuauhtémoc Cárdenas, met en cause le pouvoir qui

protège « les caducques qui ont assassiné les indiens ». ● LES ÉTATS-UNIS, l'Union européenne et les Nations unies ont vigoureusement condamné le massacre.

Le Mexique en état de choc après le massacre du Chiapas

Le chef de la guérilla zapatiste accuse le président Zedillo d'avoir « une responsabilité directe » dans l'assassinat de quarante-cinq paysans, lundi 22 décembre, près de Chenalhó. L'Eglise et tous les milieux politiques, y compris le chef de l'Etat, appellent à une reprise du dialogue

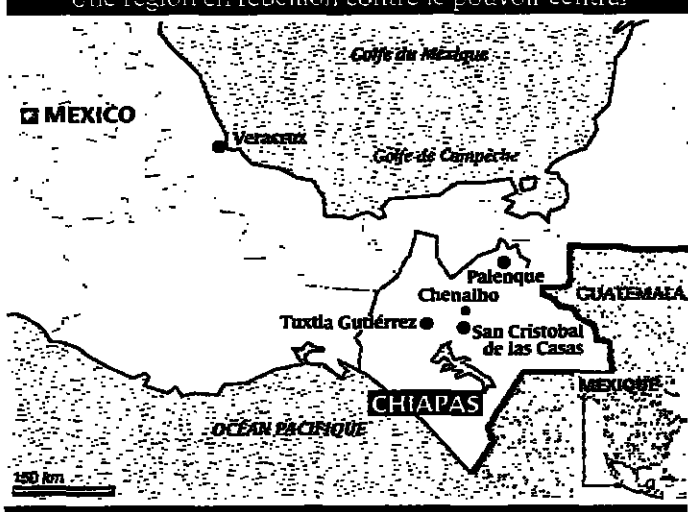
MEXICO

de notre correspondant
Quarante-huit heures après le massacre qui a coûté la vie à quarante-cinq paysans indigènes, dont quinze enfants (Le Monde du 25 décembre), les autorités mexicaines ont annoncé l'arrestation de neuf personnes soupçonnées d'avoir participé aux assassinats. Simultanément, l'armée et la police ont considérablement renforcé leurs positions dans la région du Chiapas, où s'est déroulée la tragédie, tandis que le chef de la guérilla zapatiste, le « sous-commandant » Marcos, a accusé dans un communiqué le président mexicain, Ernesto Zedillo, d'avoir une « responsabilité directe » dans les événements sanglants survenus, lundi 22 décembre, dans le petit village d'Acteal, où s'étaient réfugiés quelque 200 sympathisants de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

INCREDULITÉ ET HORREUR

Les images terribles diffusées par la télévision, quelques heures avant le réveillon de Noël, ont suscité une vive émotion dans tous les secteurs de la société mexicaine. Incrédulité et horreur : tels sont les sentiments éprouvés par les Mexicains, qui ont peine à reconnaître leur propre pays dans ces images insoutenables de corps d'enfants déshabillés à la machette ou par des balles de gros calibre. On se croirait soudain transporté au Guatemala, où, jusqu'à la signature de la paix, en décembre 1996, les tueries de pay-

Une région en rébellion contre le pouvoir central



sans indigènes faisaient partie de l'ordinaire.

La population de Mexico, qui vit à mille kilomètres du Chiapas et ignore souvent les conditions de vie des indigènes (environ 10 % de la population totale), a découvert que le Mexique avait, lui aussi, des enfants terrorisés s'accrochant aux huppiés (blouses brodées multicolores) de femmes en pleurs, réunies pour enterrer leurs proches victimes de commandos anonymes.

« Pourquoi ? Combien d'autres ? Jusqu'à quand ? » Telles sont les questions que pose le « sous-commandant » Marcos, qui a fait parvenir à la presse un communi-

qué dans lequel il accuse directement le président Zedillo, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929) et l'armée d'avoir contribué à la création d'« escadrons de la mort, tout en faisant semblant de négocier » avec l'EZLN.

POURRISEMENT

Selon le chef de l'EZLN, qui, à la tête d'un mouvement de guérilla indigène, s'est fait connaître le 1^{er} janvier 1994 en s'emparant de plusieurs bourgades du Chiapas, les responsables du massacre appartiennent à une organisation paramilitaire du PRI, Mascara Roja (masque rouge). La tuerie, ajoute-

t-il, a pour objectif d'en « finir avec la semence zapatiste » et d'éviter la mise en œuvre des accords signés, en février 1996, entre le gouvernement et la guérilla. Les négociations entre les autorités et l'EZLN sont suspendues depuis seize mois à cause d'un différend sur la portée de l'autonomie administrative accordée aux indigènes.

L'Eglise catholique et l'ensemble de la classe politique, y compris le président Zedillo, ont lancé un appel à la reprise du dialogue. Selon le ministre de l'Intérieur, Emilio Chuayffet, les divergences sont « minimes » et portent sur des questions de « nuances » à propos de l'autonomie indigène, laquelle doit cependant s'inscrire, a-t-il précisé, dans les limites fixées par une Constitution qui ne reconnaît pas de statut spécial à un secteur de la population. C'est précisément cet argument qui avait fait capoter les négociations, l'EZLN voulant donner aux indigènes des pouvoirs beaucoup plus étendus que ne le prévoit l'interprétation restrictive de la Constitution préconisée par les autorités.

La plupart des commentateurs de la presse mexicaine renvoient dos à dos les deux parties, estimant que la tragédie d'Acteal et les nombreuses tueries qui l'ont précédée prouvent que le pourrissement du conflit au Chiapas menace la stabilité de l'ensemble du pays. « Le défi militaire lancé par l'Armée zapatiste, écrit l'éditorialiste du quotidien La Cronica, a déclenché une spirale de tensions et de provocations [qui] ont donné un

prétexte à ses adversaires pour s'armer à leur tour, tandis que les autorités ont adopté la pire des stratégies : la passivité. »

Plus sévère encore, La Jornada, qui sympathise avec le mouvement zapatiste, reproche aux dirigeants politiques du Chiapas et à « l'oligarchie locale » d'avoir « toléré, et peut-être même encouragé, la formation de groupes paramilitaires dans le cadre d'une guerre d'extermination ». Tous appellent à une reprise du dialogue dans les plus brefs délais et invitent les parties à faire preuve de souplesse.

DES GENS DE LA RÉGION

En attendant une éventuelle relance des négociations, l'armée et la police ont envoyé d'importants renforts dans la région des hautes terres qui dominent la ville de San Cristóbal de las Casas, située à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Acteal.

Des barrières routières ont été établies et, selon Jorge Madrazo, procureur général de la République (ministre de la justice), neuf personnes ont été interpellées au cours des dernières heures sans que les autorités aient pu établir, pour l'instant, leur participation au commando d'hommes masqués qui ont massacré la population d'Acteal.

Selon les témoignages recueillis auprès des survivants, qui ont reconnu certains de leurs agresseurs, ces derniers « sont des gens de la région », a précisé M. Madrazo.

Bertrand de la Grange

Indignation unanime dans le monde

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dénonce « un crime odieux »

DES ÉTATS-UNIS à l'Union européenne, en passant par le secrétaire général de l'ONU, la condamnation du massacre d'au moins 45 indiens mexicains dans un village du Chiapas, lundi 22 décembre, a été unanime. Une des réactions les plus vives est venue de Washington où le président Bill Clinton « a condamné l'agression comme une violation des valeurs humaines les plus fondamentales et, au nom du peuple américain, a présenté ses condoléances aux familles des victimes ». Le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, a déclaré que M. Clinton « soutenait la décision du président [mexicain] Ernesto Zedillo de traduire en justice les auteurs du massacre ». « Le président a également exprimé son ferme soutien à l'appel du président Zedillo en faveur d'un redoublement des efforts pour parvenir à la paix au Chiapas par le dialogue et la réconciliation », a poursuivi M. McCurry.

L'Union européenne – par la voix du Luxembourg qui en assure la présidence jusqu'au 31 décembre – condamne le massacre « de la façon la plus vigoureuse » et « demande au gouvernement du Mexique qu'une enquête soit menée sans délai pour que toute la lumière soit faite (...) et que les coupables soient traduits en justice ».

La déclaration de l'UE rappelle que l'accord de coopération récemment conclu avec le Mexique contient « l'engagement sans réserve » des deux parties « à respecter les principes démocratiques et les droits de l'homme fondamentaux ainsi que les principes de l'Etat de droit ». Préoccupé par la situation

des droits de l'homme au Chiapas, la présidence de l'UE demande aux autorités mexicaines « de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la population civile ».

A New York, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, a dénoncé « un crime odieux » et s'est déclaré « profondément choqué ». A Londres, Amnesty International réclame « une enquête véritablement indépendante » sur le rôle qu'auraient joué des unités paramilitaires dans la tuerie. L'organisation privée de défense des droits de l'homme souligne l'importance « d'une enquête publique rapide, complète et indépendante sur l'augmentation du nombre de groupes paramilitaires qui opèrent avec le soutien des forces de sécurité et autorités locales et de responsables politiques du Parti révolutionnaire institutionnel » (PRI, le parti au pouvoir).

PÉTITION À PARIS

A Paris, une cinquantaine de personnalités – artistes, intellectuels, médecins, écrivains – ont signé une pétition demandant la « constitution d'une commission d'enquête indépendante », réclamant « la dissolution des groupes paramilitaires, le retrait de l'armée des territoires indigènes et l'application immédiate des accords de San Andrés, signés il y a bientôt deux ans entre le gouvernement et l'Armée zapatiste ». Le texte est notamment signé par Danielle Mitterrand, Ariane Mnouchkine, Edgar Morin, Léon Schwartzenberg, Alain Krivine et Régine Desforges. – (AFP, Reuters.)

COMMENTAIRE

UNE STRATÉGIE IRRESPONSABLE

Le massacre qui vient d'endeuiller le Chiapas est le plus grave de ceux qui ont frappé cette région du sud du Mexique en proie aux affrontements depuis maintenant quatre ans. Comme on pouvait s'y attendre, les accusations fusent, notamment en direction du pouvoir mexicain et du président Ernesto Zedillo, représentant d'une formation politique, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui gouverne le pays depuis 1929 sans interruption. L'enquête dira – peut-être – qui se cachait sous les gogolles des assassins et qui sont ceux qui les ont envoyés.

Mais quelle que soit l'identité des tueurs, et sans porter d'accusation a priori, le gouvernement mexicain ne peut échapper à ses responsabilités. On ne peut être à la tête d'un pays depuis si longtemps sans avoir à rendre des comptes ; on ne peut boucher militairement une région – quelque quarante mille soldats veillent aux portes du Chiapas – sans être redevable de ce qui s'y passe. Or, en choisissant la stratégie du pourris-

sement, le gouvernement mexicain a joué à l'apprenti sorcier.

Boucher Marcos dans la montagne ; traîner les pieds sous la table des négociations en invoquant des obstacles constitutionnels pour ne pas aborder les questions qui font problème ; attendre que la curiosité internationale se lasse et spéculer sur l'isolement d'un mouvement aux contours inhabituels : tout cela pouvait tactiquement être utile.

Mais c'était oublier qu'au-delà du folklore zapatiste, il y a aussi une région, le Chiapas, transformée en chaudron par quatre années de combats qui ne se réduisent pas à l'affrontement des « bons » contre les « méchants », comme l'a fait le gouvernement mexicain : milices antidzapatistes contre paysans soupçonnés de sympathies interdites ; catholiques contre protestants ; militants du PRI contre activistes de l'opposition ; toutes sortes de conflits explosent derrière l'affrontement médiatisé par l'entrée en scène du « sous-commandant » Marcos. Laisser s'enliser les négociations, comme l'a fait le gouvernement mexicain, était la plus sûre façon d'exacerber les conflits.

Georges Marion

Haïti s'enfonce dans la crise politique

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional
« Haïti arrive à un carrefour où se joue sa survie comme nation », peut-on lire sous la plume de Gérard Pierre-Charles, dans son dernier ouvrage *Haïti, malgré tout*. L'opinion. Dirigant de l'Organisation politique Lavalas (OPL), l'auteur de cet avertissement est aussi l'un des principaux protagonistes de l'interminable crise dans laquelle s'enfonce la République haïtienne.

Majoritaire au Parlement, l'OPL vient à nouveau de bloquer la nomination d'un premier ministre, alors que le gouvernement est démissionnaire depuis plus de six mois. Ce vide de pouvoir bloque une part importante de l'aide internationale et menace la fragile démocratie restaurée par les troupes américaines en septembre 1994

dans ce pays, le plus misérable du continent.

Depuis la démission du premier ministre Rosny Smarth, le 9 juin dernier, c'est la deuxième fois que le Parlement rejette le choix proposé par le président René Préval. En août, les parlementaires avaient voté contre Eric Pierre, un haut fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Cette fois ils ont refusé de ratifier la nomination d'Hervé Denis, économiste et homme de théâtre. Cet ancien ministre de la culture et de l'Information de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide n'a obtenu que 34 voix à la Chambre des députés, alors qu'il lui en fallait 37 pour être confirmé comme premier ministre. Ce nouveau blocage est l'ultime épisode de la guerre que se livrent l'OPL et la Famille Lavalas,

l'organisation concurrente créée par l'ex-président Aristide. Le conflit est apparu au grand jour lors du premier tour des élections législatives partielles et municipales en avril 1997. Selon l'OPL, cette consultation a été dénaturée par la fraude et la partialité du Conseil électoral, qui aurait favorisé les candidats de la Famille Lavalas.

« SOMALISATION »

Les porte-parole de l'OPL exigent la démission des membres du Conseil électoral et l'organisation de nouvelles élections comme préalable à la solution de la crise gouvernementale. « Jean-Bertrand Aristide considère que personne d'autre que lui n'a le droit d'avoir la majorité au Parlement, et il peut compter sur l'appui du président Préval », affirme l'ancien premier ministre Rosny

Smarth, un dirigeant de l'OPL. « L'absence d'un gouvernement régulier empêche les autorités de négocier avec les bailleurs de fonds internationaux », a déclaré René Préval lors de l'inauguration d'une petite centrale électrique à Bas-Boen, dans la plaine de Cul-de-Sac, proche de la capitale. Selon le chef de l'Etat, Haïti vient ainsi de perdre 162 millions de dollars (970 millions de francs) de crédits en provenance de la Banque interaméricaine de développement (BID).

Alors que plus de la moitié de la population n'a pas d'emploi fixe, les investissements sont gelés et l'infrastructure du pays continue de se détériorer. En dépit du maintien d'une force internationale de 300 policiers, pour moitié argentins, la criminalité progresse de manière inquiétante.

« En raison de la faiblesse de la police haïtienne, Haïti s'est converti ces derniers mois en un vaste entrepôt de drogue utilisé par les bandes de « narco » colombiens et dominicains », nous a déclaré Sandro Cavani, responsable pour la région caraïbe du programme des Nations Unies de lutte contre le trafic de drogue.

Certains craignent un processus de « somalisation » d'Haïti, avec l'émergence de factions armées rivales. « L'irresponsabilité des dirigeants politiques a développé la conscience que Lavalas a échoué et qu'une course contre la montre est engagée pour sauver ce pays », souligne Guy Alexandre, un ancien diplomate qui tente d'organiser la société civile face aux ambitions des « hommes providentiels ».

Jean-Michel Caroit

Quatre années d'affrontements et d'enlèvement

1994

– 1^{er} janvier : début de la rébellion de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), menée par le « sous-commandant » Marcos dans l'Etat du Chiapas. Le mouvement, qui réclame l'amélioration des droits et des conditions de vie des paysans indigènes, occupe plusieurs localités, parmi lesquelles la capitale, San Cristóbal de las Casas.

– 2 janvier : les rebelles abandonnent San Cristóbal, mais s'en prennent à des postes militaires dans les environs. L'ancien gouverneur Absalon Castellano est enlevé.

– 6-7 janvier : des attentats sont commis dans d'autres Etats : des pylônes électriques sont détruits aux abords de Mexico, une bombe explose dans la capitale et une autre à Acapulco, où une femme est blessée.

– 12 janvier : le président Carlos Salinas propose un cessez-le-feu. Les insurgés rejettent sa proposition.

– 21 août : des élections ont lieu au niveau national et dans l'Etat du Chiapas. Le mouvement zapatiste dénonce des fraudes.

– 19 décembre : des rebelles masqués font des incursions dans plusieurs villes du Chiapas et dressent des barrières sur les routes.

– 24 décembre : le gouvernement accepte la demande des zapatistes de mettre sur pied une commission de médiation dirigée par l'évêque de San Cristóbal, Samuel Ruiz.

– 27 décembre : le gouvernement promet de retirer les troupes fédérales des abords des zones rebelles. Les zapatistes s'engagent à retirer leurs combattants et à démanteler les barrières routières en dehors de leurs fiefs.

1995

– 17 janvier : le président Ernesto Zedillo ordonne le retrait de l'armée de deux zones de conflit au Chiapas et annonce une réforme électorale. Les zapatistes s'engagent à un cessez-le-feu d'une durée indéterminée.

– 8 février : la police fédérale découvre des dépôts d'armes clandestins à Mexico et à Veracruz. Elle divulgue l'identité du « sous-commandant » Marcos et de cinq autres chefs de la guérilla.

– 10 février : Marcos est identifié comme étant Rafael Sebastián Guillén, ancien professeur d'université. Un mandat d'arrêt est lancé contre lui.

– 9 février : des milliers de soldats pénètrent dans la zone rebelle, pour la première fois depuis le début du mouvement d'insurrection.

– 10 avril : des représentants des rebelles et du gouvernement décident la reprise des négociations de paix.

– 22 avril : première session des négociations à San Andrés Larrainzer (Chiapas).

1996

– 16 février : un début d'accord est trouvé, puis les pourparlers sont rompus quelques semaines plus tard. Le différend porte sur la portée des aménagements constitutionnels qui devraient reconnaître les droits des indiens.

1997

– 15 octobre : la presse mexicaine fait état d'une forte concentration de troupes en bordure du Chiapas (40 000 soldats).

– 4 novembre : des hommes armés ouvrent le feu sur un convoi transportant l'évêque Samuel Ruiz.

– 28 novembre : le « sous-commandant » Marcos appelle les autorités à mettre en application l'accord préliminaire de paix signé en février 1996. – (AP)

مركزاً من راحل

Jacques de Larosière quitte la BERD satisfait

La Banque, qui opère dans vingt-six pays, a acquis « une culture, un esprit d'entreprise », déclare son président

LONDRES

de notre correspondant

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est une institution financière internationale dont on parle peu. Ce qui n'est pas pour déplaire à son président sortant, le Français Jacques de Larosière, qui quitte son poste le 31 janvier prochain au terme d'un mandat de quatre ans. Il est en effet arrivé fin septembre 1993 à la tête de cette banque chargée de promouvoir l'entrée dans l'économie de marché des anciens pays du bloc soviétique au lendemain du départ controversé de son prédécesseur, Jacques Attali. Le but qu'il s'était fixé était de s'effacer derrière l'institution et de redonner à celle-ci, et à ses actionnaires, la confiance indispensable à une tâche aussi difficile.

Mission accomplie ? M. de Larosière se dit « satisfait des résultats ». Il a « adoré ces années », le défi, a « beaucoup appris ». Ce sexagénaire élégant qui, de prime abord, paraît un peu froid — au point d'avoir été qualifié de « moine » — exprime son « enthousiasme » : « Il faut y croire, aller sur place, comprendre, avoir de la sympathie pour ce qui se passe ; c'est un peu une vocation (...). Il faut être extrêmement prudent et accepter de prendre des risques les yeux ouverts, de les quantifier ; un mariage peu facile ».

En tout cas, M. de Larosière n'entend pas s'incruster, même si les États actionnaires ne lui ont toujours pas trouvé de successeur : il a accepté en septembre une prolongation de quelques mois « et c'est tout » ; en ce qui concerne son remplacement, « c'est leur affaire ». On cite le ministre belge des finances, Philippe Maystadt, ou Philippe Lagayette, directeur général sortant de la Caisse des dépôts (CDC) et candidat de Paris ; mais aussi l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky. En tout cas, l'équipe dirigeante de la BERD sera renouvelée puisque son numéro deux, l'Américain Ron Freeman, a été remplacé par Charles Frank, et que les numéros trois et quatre, le Néerlandais Bart Le Blanc et le Belge Guy de Selliers, s'en vont à la fin de l'année.

M. de Larosière est fier d'avoir rendu la BERD plus efficace et de lui avoir donné « une culture, un esprit d'entreprise ». Il a tout d'abord réuni un département bancaire artificiellement divisé en sections d'affaires privées et publiques, et recentré la stratégie de la Banque selon quatre axes : « Mise en avant du secteur privé, présence dans tous les États d'opération, forte présence locale et souci de l'environnement ». Son chiffre d'affaires dans le secteur privé approche les 75 % pour un minimum statutaire de 60 % ; la BERD a des projets dans ses vingt-six pays d'opérations et des bureaux dans vingt-cinq d'entre eux.

CREDIBILITÉ

En même temps, on a ressenti les bouillons. Le budget administratif de la Banque a baissé en chiffres absolus (133 millions d'euros en 1996 contre 137 en 1995), alors que le chiffre d'affaires est passé de 2 à 10 milliards d'euros. « Nous faisons plus avec moins d'argent. La crédibilité de la Banque en dépendait. Plusieurs gouvernements, comme les États-Unis, ne voulaient plus nous soutenir » à la fin de l'ère Attali. « C'était la condition de notre survie ». Aujourd'hui, les réserves atteignent 500 millions — « des provisions pour les mauvais jours » — et les profits avant provision devraient dépasser 170 millions en 1997. « L'extraordinaire motivation d'un personnel très jeune — 35 ans de moyenne — et qui travaille en équipes qui ne s'encombrent pas de hiérarchie » y est pour beaucoup.

Mais la BERD doit regarder vers l'avenir, pour lequel M. de Larosière veut tracer les jalons. En particulier avec le renforcement de la présence locale. « Nous avons recruté sur place une nouvelle génération de banquiers russes, ukrainiens, bulgares... formés un an à Londres.

Notre grande idée est que l'on ne peut atteindre depuis Londres un tissu économique local composé de PME. Si nous avions gardé notre attitude centralisatrice, nous n'aurions coopéré qu'avec des compagnies connues. Il faut s'appuyer sur les institutions financières locales afin de servir leur clientèle. Cela a nécessité une action systématique au moyen de prises de participation ou de lignes de crédit. Nous avons aussi participé à la création d'une trentaine de fonds d'investissement. Notre intervention à travers ces opérations de gros représente 25 % à 30 % de notre chiffre d'affaires ».

« Il est très important qu'il existe de bonnes banques locales qui attirent l'épargne locale vers l'investissement ». Comme ce projet qui lui tient à cœur pour les PME en Russie, avec l'appui financier du G7 : « Il s'agit d'accorder des lignes de crédit à de petites banques russes et de fournir des consultants pour aider les emprunteurs à présenter leurs dossiers. Nous avons déjà accordé environ 15 000 prêts, avec un taux de remboursement de 99,7 % ».

L'ÉPREUVE DU FEU

L'environnement lui tient aussi à cœur, ce que se sentent les économies d'énergie ou les projets municipaux d'infrastructure (traitement des eaux ou des déchets...). « Ces projets ne pourront que se développer avec l'adhésion d'une dizaine de pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne. Ces adhésions vont susciter un grand nombre de dossiers d'investissement dans l'environnement » pour atteindre les normes minimales fixées par Bruxelles. « Le travail préparatoire sera énorme et nous commençons à être sollicités ».

Car, en dépit d'un développement de ses activités dans l'ex-URSS — Russie et pays dits intermédiaires —, la BERD reste très active dans les pays d'Europe centrale. Si le montant annuel de ses opérations dans ces derniers est passé de près de 50 % à un peu moins de 30 % en 1996-1997, il a augmenté en valeur absolue. L'UE souhaite que les crédits de la Banque assistent les pays d'adhésion à se préparer au plus vite à l'épreuve du feu. M. de Larosière n'en envisage pas moins « un redéploiement géographique vers les pays moins avancés. Certains pays avancés ont déjà de très bons accès au marché financier ».

Mais la Banque n'est pas seulement prêteuse, elle prend des participations dans des sociétés : ses investissements en capital représentent désormais près de 20 % de ses opérations, « en réponse aux demandes d'un grand nombre d'entreprises qui veulent renforcer leur capital et qui n'ont pas de facilités pour émettre des titres sur le marché international ». Un aspect moins connu du travail de terrain des experts de la BERD, c'est « cet aspect invisible d'accumulation d'expertise et de connaissances » acquises sur le terrain. « Nos actionnaires ont accès » à cette banque de données exceptionnelles.

Pour conclure, Jacques de Larosière s'étend, comme avec gourmandise, sur ce que ses quatre années à la tête de la BERD ont eu d'original, pour un homme qui a auparavant dirigé le FMI, la Banque de France et le Trésor. Les autres institutions financières internationales « sont des banques de développement. Nous, nous faisons du public et du privé, des prêts et des prises de participation. Cela a une valeur transitionnelle formidable ! Vous commencez, par exemple, à financer un ministère des télécommunications, comme le fait la Banque mondiale, et vous y glissez une semence : si jamais vous privatisez le téléphone, nous pourrions accepter de transformer notre crédit en participation en capital. Et cela, nous sommes les seuls à le faire. C'est un ferment de changement ».

Après cette expérience, que lui reste-t-il à faire ? « Rien pendant six mois ! » Et après ?

Propos recueillis par
Patrice de Beer

La communauté internationale est déterminée à sortir la Corée du Sud de sa crise financière

Séoul va disposer immédiatement de 15 milliards de dollars

Quinze milliards de dollars d'aide ont été octroyés mercredi 24 décembre à la Corée du Sud pour subvenir aux besoins de liquidité de ses

institutions financières et tenter de sortir le pays de la crise qui menace de le mettre en état de cessation de paiement. Ce montant a été réuni

par les principales institutions financières internationales, les pays occidentaux et le Japon sous réserve de nouvelles réformes.

La CORÉE DU SUD va pouvoir tabler dans les jours à venir sur le versement d'une première tranche substantielle des 57 milliards de dollars d'aide promise par la Communauté internationale pour lui permettre de surmonter sa crise financière et éviter un effet d'entraînement catastrophique.

Dans un geste destiné à montrer leur volonté d'agir avec rapidité pour redonner confiance aux marchés et encourager les banques internationales à ne pas fermer leurs portes à Séoul, les pays occidentaux et les trois grandes institutions financières internationales concernées — Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et Banque asiatique de développement — ont annoncé mercredi 24 décembre le déblocage de 15 milliards de dollars.

Cinq milliards de dollars seront versés cette semaine par la Banque mondiale et la Banque asiatique en soutien des réformes structurelles et de la reconstruction du secteur bancaire coréen. Le conseil des gouverneurs du FMI a donné son feu vert pour le déboursement avant le 30 décembre, en avance sur ses plans, d'une deuxième tranche de 2 milliards de dollars.

Sur les 57 milliards de dollars du plan de sauvetage, ces trois institutions doivent au total intervenir pour 35 milliards, les 21 milliards restants étant à la charge des grands pays occidentaux. A la suite d'intenses consultations menées sous la houlette du FMI, avec la participation active des États-Unis et du Japon, treize pays, comprenant sept pays de l'Union européenne (dont la France), la Suisse, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont décidé mercredi à leur tour de déblocquer début janvier le tiers de leur contribution, soit 6 milliards de dollars. Le Japon y contribuera à lui tout seul pour 3,3 milliards et les États-Unis pour 1,7 milliard.

Dans une déclaration rendue publique mercredi soir, les ministres

des finances et les gouverneurs des Banques centrales de ces pays indiquent qu'il a été convenu « des conditions opérationnelles pour la mise à disposition de ces fonds aux autorités coréennes ». « Selon cette approche commune, précèdent-ils, le versement des fonds sera conditionné par une mise en place vigoureuse du programme économique et structurel sur lequel se sont engagés les Coréens dans le cadre du plan de soutien (...) et de toutes mesures supplémentaires qui apparaîtront nécessaires ».

L'annonce, mardi, à Séoul, par le ministre coréen des finances, que

sous l'égide du FMI, de nouvelles négociations ont eu lieu avec les autorités coréennes pour obtenir d'elles des engagements précis sur les réformes à prendre. Celui-ci ont accepté de prendre « des mesures supplémentaires visant à renforcer leur politique d'ajustement macroéconomique et à accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment dans le secteur financier », indique la déclaration des pays donateurs.

Le ministre des finances coréen, qui a rendu public le plan de sauvetage international, a confirmé que son gouvernement s'était engagé

sible le remboursement de leurs créances à court terme. Le gouverneur de la Banque centrale coréenne, Lee Kyung-shik, a entamé à ce propos, mercredi à Tokyo, des négociations avec les établissements financiers japonais. Il devait rencontrer jeudi son homologue de la Banque centrale japonaise pour obtenir son soutien. Selon des sources bancaires japonaises, le total des créances détenues par ces banques s'élevait à elles seules, fin 1996, à 24 milliards de dollars.

Réagissant à l'annonce des mesures de soutien internationales, le vice-ministre japonais des Finances, Eisuke Sakakibara, connu sous son surnom de « Monsieur Yen » en raison de l'influence qu'il exerce sur les marchés des changes, a estimé qu'elles permettraient à la Corée du Sud « de maintenir un niveau suffisant de réserves en devises jusqu'à la fin mars ». Il a précisé qu'il recevrait lui-même jeudi le gouverneur de la Banque de Corée.

A Washington, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a défendu la décision de l'administration de soutenir l'effort de la communauté internationale en soulignant que « cet effort est d'une importance primordiale pour les intérêts économiques et la sécurité nationale des États-Unis ». L'accélération des versements des prêts « vise à aider la Corée, pas les investisseurs privés », a affirmé M. Rubin. « Les banques privées, a-t-il ajouté, devront négocier leurs propres arrangements ». Il s'est félicité « des mesures annoncées mercredi par le gouvernement coréen afin de renforcer et d'accélérer son programme de réforme », qui montrent « l'engagement de la Corée à poursuivre des réformes essentielles à la réussite du programme visant à restaurer la confiance et à assurer le retour du pays sur la chemin de la croissance et de la stabilité ».

Henri de Bresson

La crise en Asie pourrait être profitable aux États-Unis

Le risque d'une aggravation au Japon préoccupe cependant les responsables américains

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce serait, pour l'économie américaine, le scénario idéal : l'onde de choc de la crise asiatique, qui se traduit surtout par une baisse des exportations, pourrait être partiellement compensée par un regain de consommation intérieure, elle-même dopée par des produits asiatiques devenus bon marché. Le reste se résumerait à une légère décelération du rythme de la croissance, soit presque une divine surprise pour la Réserve fédérale (Fed), qui reste prête à relever les taux d'intérêt afin d'éviter toute « surchauffe » de l'économie.

Le plus étonnant dans ce cas d'école, c'est qu'il correspond peu ou prou aux prévisions des économistes : le fâcheux retournement de conjoncture venu d'Asie, redouté par nombre de pays européens, pourrait se révéler une aubaine pour les États-Unis.

Ces prévisions optimistes sont cependant assombries de quelques incertitudes, dont la moindre n'est pas l'éventualité d'un échec du plan de sauvetage mis en place par la communauté internationale, via le Fonds monétaire international (FMI). Si l'économie japonaise devait à son tour plonger dans la récession, Wall Street pourrait connaître un nouveau choc que l'économie américaine, en dépit de sa vitalité, aurait du mal à amortir. Cette perspective, ainsi que celle d'une forte progression du déficit commercial, préoccupe les responsables de l'administration.

Dans l'immédiat, leur crainte est que les États-Unis ne soient pas en mesure d'honorer leurs engagements internationaux. Robert Rubin et William Cohen, secrétaires, respectivement, au Trésor et à la Défense, ainsi qu'Alan Greenspan, président de la Fed, s'efforcent de convaincre les républicains d'ap-

prover une augmentation de la participation américaine au FMI, sans laquelle l'organisation internationale sera incapable de remplir ses missions. Le Congrès a refusé, le mois dernier, d'accorder une « rallonge » de 3,5 milliards de dollars au Fonds, et il ne s'est pas encore prononcé sur une nouvelle tranche de 15 milliards de dollars, à laquelle l'administration Clinton a donné son accord.

CONSENSUS BIPARTISAN

Les critiques du Parti républicain à l'égard du FMI sont souvent contradictoires, mais le sentiment selon lequel les contribuables américains n'ont pas à sponger des dettes provoquées par la mauvaise gestion des gouvernements asiatiques fait l'objet d'un consensus bipartisan. Le FMI est en outre accusé d'inciter les pays concernés à dévaluer leurs monnaies, ce qui procure à leurs exportations un avantage compétitif sur les biens américains. M. Cohen a rappelé à ses interlocuteurs qu'une aggravation de la crise économique asiatique pouvait dégénérer en crises politiques nationales, provoquant une déstabilisation régionale qui ne saurait laisser les États-Unis indifférents.

M. Rubin, de son côté, a souligné l'effet de contagion sur l'économie américaine que ne manqueraient pas de provoquer la faillite du plan de sauvetage piloté par le FMI. Le paradoxe veut que les républicains paraissent enclins à exiger de l'administration et du Fonds l'imposition de conditions encore plus draconiennes aux pays secourus, au risque d'accroître l'effet ricochet en Asie. 30 % des exportations américaines se dirigent en effet vers l'Asie, et 31 % de la consommation intérieure de produits non énergétiques est représentée par des importations

provenant de cette partie du monde.

Sous l'effet conjugué du marasme économique et des dévaluations compétitives asiatiques, le déficit commercial américain devrait enregistrer une forte augmentation, pour atteindre quelque 230 milliards de dollars en 1998, contre 178 milliards de dollars en 1997, selon les chiffres du FMI. Une telle progression est à la fois importante et relative, au regard de la taille de l'économie américaine : en 1996, le déficit était de l'ordre de 111 milliards de dollars, soit environ 1,5 % du PNB. Dans l'immédiat, ce flot soudain de biens à bon marché d'origine asiatique va profiter aux consommateurs américains, tout en ayant l'avantage de juguler la menace inflationniste.

A terme cependant, un fléchissement de la production intérieure risque de se traduire par une diminution des bénéfices des entreprises, et par une accélération de la pratique du *downsizing* (l'adaptation des moyens de production à la situation du marché). Une détérioration de la situation de l'emploi, en particulier pour les industries aéronautique et automobile, est donc probable.

« ATTERRISSAGE EN DOUCEUR »

Selon l'analyse du Fonds monétaire — qui recoupe les résultats d'un sondage effectué auprès de cinquante économistes par le magazine *Business Week* —, l'économie américaine devrait progresser de 2,4 % en 1998, contre environ 3,7 % cette année, sans que l'on sache très bien quelle part de ce ralentissement attribuer à la contagion asiatique et à la fin d'un cycle de croissance exceptionnellement long.

Le résultat pourrait cependant être identique : un « atterrissage en douceur » de l'économie améri-

caine. Celle-ci connaît aujourd'hui une situation exemplaire : chômage limité à 4,6 % (taux le plus bas depuis vingt-quatre ans), inflation inférieure à 2 %, profits records pour les entreprises et pour Wall Street, faibles taux d'intérêt, etc. Les derniers chiffres officiels confirment une tendance fondamentalement saine. En novembre, les dépenses de consommation ont progressé de 0,4 %, et les revenus de 0,8 %. Le nombre des demandes d'emploi avait, d'autre part, chuté de 4,1 % à la mi-décembre. La plupart des experts insistent cependant sur le caractère très instantané de ces indices.

L'administration a en effet révisé à la baisse ses estimations du rythme de la croissance : au troisième trimestre, celui-ci n'a pas été de 3,5 % (comme prévu initialement), mais seulement de 3,1 %, contre 3,3 % au deuxième trimestre et 4,9 % au premier trimestre. Dans quelle mesure cette tendance à la baisse va-t-elle s'accroître ? Les économistes en sont convaincus : la réponse à cette question sera apportée par l'évolution de la crise asiatique.

Laurent Zecchini

Mignon, Lépine, H.P.,
Spirit of St Louis...
Chez DURIEZ.

Depuis plus de 200 ans, il y a une seule boutique Duriez 1783 au quartier latin où vous trouverez les agendas et les organisateurs Mignon, les derniers télescopes Hewlett-Packard, les stylos Jean-Pierre Lépine, les téléphones et les radios délicieusement rétro Spirit of St Louis et toujours aux prix Duriez.

Duriez 1783
132 bd St Germain - 75006 Paris

La poursuite du processus de paix en Irlande du Nord divise les partis protestants

Les extrémistes unionistes menacent de rompre le cessez-le-feu

Les congrès sur parole accordés pour la trêve de Noël à des détenus catholiques et protestants en Irlande du Nord suscitent des réactions vio-

lentes dans les organisations loyalistes. Les plus extrémistes reprochent au gouvernement britannique de faire trop de concessions aux na-

tionistes catholiques de l'IRA. Pour la première, le cessez-le-feu qu'ils observent depuis 1994 semble pouvoir être remis en cause.

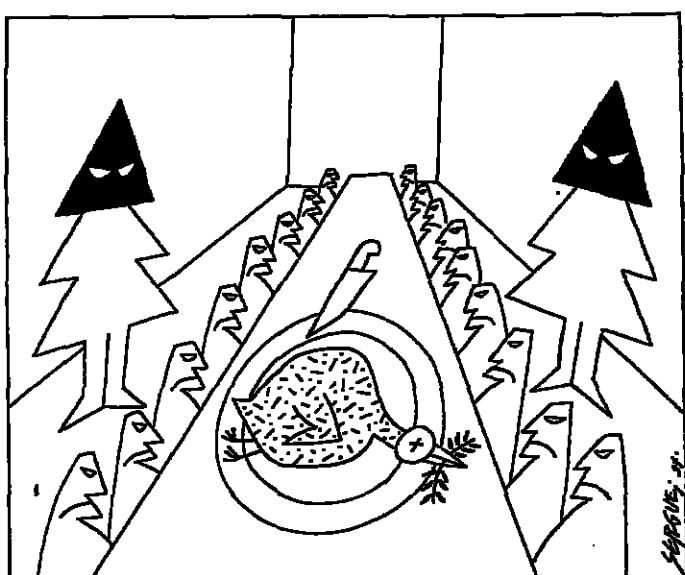
LONDRES

de notre correspondant

Au lieu de calmer les esprits, la trêve de Noël suscite, cette année, un renouveau de tension en Irlande du Nord. La décision du gouvernement britannique d'accorder un congé sur parole de dix jours pour permettre à un grand nombre de terroristes internés de passer en famille les fêtes de fin d'année - 86 républicains et 74 loyalistes protestants - est mal ressentie dans les milieux protestants, qui y voient un signe de partialité de Londres envers l'IRA.

Pour Tony Blair et son ministre des affaires nord-irlandaises, Mo Mowlam, il s'agit avant tout d'un geste de bonne volonté destiné à encourager la négociation qui se poursuit depuis plusieurs mois à Belfast entre les parties au conflit. Parmi les bénéficiaires de cette mesure, qui touche des responsables d'attentats spectaculaires et sanguinaires de l'IRA. Par exemple Patrick Magee, condamné à trente-cinq ans de détention pour avoir posé la bombe qui tua cinq personnes à Brighton en 1984 lors de la conférence du Parti conservateur ; M^{re} Thatcher y avait échappé par miracle. Ou aussi Thomas McMahon, condamné à perpétuité pour l'assassinat de lord Mountbatten en 1979. Londres a également prévu de poursuivre le rapatriement de détenus républicains vers l'Ulster, et certains devraient même pouvoir finir de purger leur peine en Irlande du Sud.

A entendre les loyalistes, le gouvernement ne cesse de faire des concessions à l'IRA. Pour tenter de les rassurer, M^{re} Mowlam a longuement reçu, mardi 23 décembre,



les dirigeants des deux petites formations loyalistes proches des paramilitaires protestants, le Parti unioniste progressiste (PUP) de David Ervine et le Parti démocratique d'Ulster (UDP) de Gary McMichael. Elle ne semble pas les avoir convaincus et tous deux réservent leur participation aux négociations qui doivent reprendre au début de l'année.

« SENTIMENT D'ISOLEMENT »

« Il est nécessaire que M^{re} Mowlam agisse rapidement pour tenter de rétablir la situation », a déclaré M. McMichael. Un grave sentiment d'isolement s'est répandu au sein de la communauté loyaliste et les gens commencent à s'interroger sur la valeur de ce processus de paix. Parlant au nom des paramilitaires de l'Association de défense de l'Ulster

(UDA) détenus, l'un d'eux a affirmé que ceux-ci réexamineraient leur soutien à un processus « qui bat de l'aile » et s'est plaint de la « politique d'apaisement et de concessions permanentes [du gouvernement britannique] envers le Sinn Féin et l'IRA ».

Le cessez-le-feu loyaliste, en vigueur depuis octobre 1994 et qui, contrairement à celui de l'IRA, n'a jamais été officiellement interrompu, semble donc menacé. Certes il est loin d'avoir toujours été respecté et le nombre des victimes catholiques depuis 1994 est sensible- ment supérieur à celui des protestants. Rien que cette année, onze personnes ont trouvé la mort, parfois dans des conditions atroces, sous les coups des loyalistes, contre « seulement » trois dans le camp unioniste.

Les unionistes modérés sont eux aussi de plus en plus divisés. Leur principal parti, l'UUP (Parti unioniste d'Ulster), participe certes aux négociations. Mais quatre de ses dix députés y sont de plus en plus hostiles et un cinquième s'interroge. Seule la volonté de son chef, David Trimble, qui semble destiné à prendre la tête d'un futur exécutif nord-irlandais en cas d'accord, a permis jusqu'à présent de maintenir un cap apparemment approuvé par bon nombre de protestants.

Curieusement, les politiciens et les militants unionistes ont de la peine à accepter que des gestes de clémence puissent s'appliquer également aux deux camps. Ils ne cessent de réclamer la libération des paramilitaires de leur obédience mais continuent de s'opposer à celle des terroristes de l'IRA. Pour leur part, les républicains réclament l'élargissement de tous les détenus politiques.

Le gouvernement de Dublin, impliqué dans la négociation aux côtés de celui de Londres, doit recevoir les dirigeants loyalistes après le Nouvel An pour tenter de calmer leurs inquiétudes. C'est en effet la première fois que le cessez-le-feu loyaliste semble sérieusement menacé. Le processus de paix demeure fragile, plein de risques pour ceux qui l'embrassent, en premier lieu pour M. Blair, qui s'y est personnellement engagé tout en sachant le prix politique que lui coûterait un échec. Mais, dans la lutte intestine que se livrent les irlandais du Nord, il est souvent difficile de démêler ce qui tient de la provocation ou de la bravade des menaces plus sérieuses.

Patrice de Beer

Des massacres en série à nouveau perpétrés en Algérie

ALGER. Alors qu'un Conseil de la nation (Sénat) doit être élu, jeudi 25 décembre, complétant ainsi l'édifice institutionnel mis sur pied depuis l'élection du président Liamine Zerroual en novembre 1995, de nouveaux massacres ont été perpétrés dans la nuit du 23 au 24 décembre. Quarante-huit personnes ont été tuées et trente autres grièvement blessées dans les villages de M'Ghila et Sidi Lantri, situés entre les villages de Taret et Tissemsilt, au sud d'Oran. Deux familles de cinq et six personnes ont d'autre part été tuées dans la périphérie d'Alger. Ces nouveaux massacres portent à plus de cent le nombre de personnes tuées en Algérie entre dimanche et mercredi, à quelques jours du début du mois de jeûne de ramadan, selon des bilans officiels et la presse. Fait rare mais significatif, ces massacres ont été annoncés par les services de sécurité algériens - qui les ont imputés à des islamistes armés. L'initiative des services de sécurité pourrait viser à minimiser un bilan qui serait beaucoup plus grave. Selon le journal *El Watan*, qui cite des sources hospitalières, le bilan serait en effet de cent vingt morts.

Des experts enquêtent au Kenya sur une mystérieuse maladie

NAIROBI. Des experts du ministère kenyan de la santé, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'institut de recherche médicale kenyane (KenRI) et de la Fondation pour la recherche médicale africaine (Amref), se sont rendus dans le nord-est du Kenya afin d'enquêter sur une mystérieuse maladie qui a fait près de 200 morts en quatre jours, a rapporté mercredi 24 décembre la presse de Nairobi. Cette maladie qui entraîne des diarrhées, des vomissements et des saignements a provoqué peur et panique parmi les habitants de la région, déjà touchée par des inondations. D'après James Mwanza, un responsable du ministère de la santé, les experts ont établi une liste de douze maladies possibles, dont le virus Ebola. Mais M. Mwanza exclut qu'il s'agisse de ce dernier virus, en raison de la représentation et du mode de transmission de la maladie. Un mélange de malaria et de dysenterie, la fièvre jaune, la fièvre de la vallée du Rift, la fièvre Marburg et la malaria chronique ont été évoqués. - (AFP)

L'Ethiopie rejette l'accord de paix inter-somalien

ADDIS ABEBA. Le gouvernement éthiopien a rejeté, mercredi 24 décembre, l'accord de paix signé lundi au Caire par des factions somaliennes et l'a qualifié de « menace pour la sécurité en Somalie ». Cet accord, qui n'inclut pas toutes les factions somaliennes, marque le début d'une situation dangereuse en Somalie, a déclaré un diplomate éthiopien de haut rang cité par l'agence officielle ENA. Il peut conduire à des affrontements entre les principaux clans, Hawiye et Darod, dans le sud de la Somalie. - (AFP)

A Paris, la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Anne Gazeau-Secret, a déclaré que la France « se réjouit » de l'accord inter-somalien et qu'elle souhaitait le voir approuvé en février par la conférence nationale de réconciliation. - (AFP)

L'instabilité s'étend au Rwanda

KIGALI. La rébellion hutue ne « gagnera pas » la guerre civile au Rwanda, malgré la détérioration de la situation dans le nord et l'ouest du pays, a affirmé Paul Kagame, le vice-président et ministre de la défense. Au cours d'une conférence de presse de trois heures et demie, mercredi 24 décembre, l'homme fort du Rwanda a estimé que l'objectif des rebelles hutus a été, depuis 1994, « de reprendre le pays et continuer le génocide ». Le général Kagame a critiqué les populations des régions instables qui « semblent comprendre un jour, mais changent d'attitude le lendemain », soulignant qu'autrefois sensibles à la politique et aux discours du gouvernement, elles étaient devenues confuses « quand les rebelles sont venus du Congo » (l'ex-Zaïre voisin). La guerre civile, longtemps confinée dans le nord-ouest du Rwanda, a récemment gagné l'ouest et le centre du pays, notamment les préfectures de Gitarama et de Kibuye. M. Kagame a refusé tout alarmisme, répétant que l'armée contrôlait la situation. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ARGENTINE : cinquante personnes - 22 prisonniers et 28 gardiens de prison - ont été blessées mardi 23 décembre lors d'une mutinerie dans un établissement pénitentiaire de la province de Mendoza, à 1 000 km à l'ouest de Buenos Aires, a annoncé la police. La mutinerie a été déclenchée après le refus des responsables de la prison d'autoriser deux détenus, sur le point d'être libérés, à quitter leurs cellules pour passer les fêtes de Noël avec leurs proches. - (AFP)

■ CANADA : la croissance de l'économie s'est poursuivie en octobre, à un rythme annuel de 4,2 %, le PIB restant inchangé par rapport au mois de septembre, a indiqué mercredi 24 décembre Statistique Canada. L'agence fédérale a relevé que la production avait augmenté en octobre dans 19 des 22 grands secteurs industriels, dont l'équipement de transport, les matériels électriques et électroniques ou les métaux. Pour la première fois depuis quatre mois, le secteur de l'automobile a connu une hausse de 3 % en octobre. - (AFP)

■ PANAMA : au terme de plusieurs mois de négociations, les Etats-Unis et Panama sont convenus de créer un centre international de lutte contre les stupéfiants, qui sera installé à la base aérienne Howard de Panama, a annoncé mercredi 24 décembre le président Ernesto Balladères. Selon lui, le centre aurait une durée de vie de douze ans, renouvelable tous les cinq ans. Cette durée de vie pourrait impliquer le maintien d'une certaine présence militaire américaine à la base Howard. - (Reuters)

EUROPE

■ RUSSIE : le groupe franco-allemand Eurocopter a annoncé, mercredi 24 décembre, qu'il projetait, en accord avec la société russe Rusbair, d'installer à Saint-Petersbourg une chaîne de production de l'hélicoptère Eurocopter AS-530. L'accord prévoit la participation d'entreprises locales à la mise en place d'une station-service d'entretien et d'un centre de formation de pilotes et de mécaniciens de ce type d'hélicoptère. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : Bagdad a approuvé le plan de distribution de vivres et de médicaments pour la troisième phase de l'accord « pétrole contre nourriture », a annoncé mercredi 24 décembre le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard. Ce plan doit toutefois faire encore l'objet de « nouvelles discussions avec le gouvernement irakien avant d'être transmis au secrétaire général de l'ONU », a précisé M. Eckhard. - (AFP)

■ IRAN : le journal Salam, proche du gouvernement du président Mohammad Khatami, a préconisé, mercredi 24 décembre, l'organisation d'un « référendum en Iran sur une reprise des relations avec les Etats-Unis ». Cette question est « tellement importante qu'elle nécessiterait » l'organisation d'un référendum, estime Salam. « A ce moment là, nous expliquerons notre position et dirons pourquoi la reprise des relations avec les Etats-Unis n'est pas dans notre intérêt », ajoute-t-il. - (AFP)

Les Nations unies s'interrogent sur l'embargo imposé au Burundi

Selon leur rapporteur, la population civile est otage du conflit entre rebelles hutus et armée tutsie

GÉNÈVE

de notre correspondant

Le professeur de droit Paolo Sergio Pinheiro a déclaré à Genève, au terme d'une mission effectuée du 7 au 20 décembre au Burundi, en qualité de rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme, que si l'on ne se trouvait plus comme l'an passé en face d'un « génocide au compte-gouttes », la situation restait préoccupante : la violence est omniprésente ; les séquelles de la guerre civile sont toujours visibles ; les sanctions économiques, imposées par neuf pays à la suite du coup d'Etat de Pierre Buyoya, le 25 juillet 1996, ont un effet désastreux pour la population.

Outre les 600 000 personnes déplacées, qui en sont les principales victimes, les paysans souffrent de sous-alimentation et de la propagation des épidémies. La pénurie de vivres et de médicaments provoquée par les hausses des prix - notamment des carburants - aggrave une situation déjà précaire. Le blocage des routes entrave la libre circulation des cultivateurs qui ont du mal à vendre leur production de thé et de café. Seules les couches sociales favorisées de la population ont les possibilités de contourner l'embargo.

Selon M. Pinheiro, il faut maintenant s'interroger sur la portée de ces sanctions économiques dont le peuple burundais est la première victime. Une évaluation de la situation est, selon lui, d'autant plus nécessaire que les mesures restrictives s'accompagnent d'une sorte de blocus imposé par les pays voisins. Le rapporteur spécial des Nations unies estime que l'interdiction des Etats de la région a pour principal effet d'entretenir les souffrances de la population en l'absence d'un cessez-le-feu effectif entre les parties en conflit : l'armée de la minorité tutsie au pouvoir et les rebelles hutus. M. Pinheiro s'est entretenu à Bujumbura avec les responsables politiques, civils, militaires et religieux ainsi qu'avec les diplomates accrédités à Bujumbura et des fonctionnaires internationaux.

RAPTS ET RACKET

Au cours de son séjour au Burundi, il a constaté les destructions causées par les rebelles hutus. Entre autres, une école fréquentée par 650 enfants de même qu'un hôpital de la province de Buzaza où sont soignés pêle-mêle blessés de guerre, civils mutilés par les mines, malades du paludisme et personnes épuisées

par la malnutrition. Mais le plus dramatique est ce qu'il a vu au cours de la visite de la prison centrale de Mpitanga, où cent onze condamnés à mort sont enfermés dans deux cellules.

M. Pinheiro a noté à Bujumbura une amélioration sensible de la sécurité, essentiellement due à la présence renforcée et ininterrompue de la police aux principaux carrefours. Il a remarqué que des civils participaient au contrôle des pistes menant aux collines et étaient aussi affectés aux opérations de déminage et de maintien de l'ordre. Une partie de la population est employée aux travaux de reconstruction : une occupation moins ambiguë, selon M. Pinheiro, que les opérations paramilitaires.

Le rapporteur de l'ONU a vivement déploré les rapt d'enfants et d'adolescents, ainsi que le racket de la population civile contraint de payer une « redevance » à la rébellion hutue. D'autant que ceux qui refusent de rejoindre les rangs des rebelles s'exposent à des représailles. La population civile est donc, selon lui, belle et bien otage du conflit qui oppose les rebelles hutus à l'armée monoethnique du major Buyoya.

Isabelle Vichniac

Le Congo-Kinshasa choisit la Chine comme modèle

LE GOUVERNEMENT de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) a annoncé, mercredi 24 décembre, avoir choisi la Chine populaire comme « modèle pour le pays ». Dans un rapport lu en préambule à une conférence de presse du président Laurent-Désiré Kabila, le gouvernement a également indiqué « avoir jugé opportun de privilégier sa coopération avec Pékin ».

Le président Kabila vient d'effectuer un voyage officiel d'une semaine en Chine, son premier déplacement hors du continent africain depuis son installation au pouvoir à Kinshasa en mai. Dans les années 60, M. Kabila, alors jeune rebelle, avait suivi une formation militaire de plusieurs mois en Chine. Son dernier voyage à Pékin a permis au chef de l'Etat de « voir un pays en développement rapide et en transformation constante par ses propres efforts. Compte tenu des vertus ren-

trouées sur le plan moral, nous avons décidé de prendre la République populaire de Chine comme modèle de développement pour notre pays », souligne le rapport du gouvernement de RDC.

Laurent-Désiré Kabila a affirmé au cours de sa conférence de presse, retransmise en direct à la télévision et à la radio officielles, que la nouvelle monnaie nationale, le franc congolais, ne « sera pas au rendez-vous » le 31 décembre comme prévu. Il a demandé à ses compatriotes de continuer « à se servir du zaïre », une monnaie à l'effigie de feu Mobutu Sese Seko. Selon M. Kabila, les banques locales doivent être assainies avant la mise en circulation de la nouvelle monnaie.

PAS D'EXTRADITION

M. Kabila a souhaité que le maréchal Mobutu soit inhumé au Congo. « Qu'on ramène le corps de M. Mobutu ici, chez lui », a-t-il dit. Chassé du pouvoir en mai par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, le maré-

chal Mobutu, atteint d'un cancer de la prostate, s'était installé au Maroc en attendant de trouver un autre pays d'exil. Il est mort le 5 septembre et a été inhumé dans un cimetière chrétien de Rabat.

Le président Kabila a également annoncé mercredi qu'il ne demanderait pas l'extradition de trois officiers généraux de l'ex-Zaïre arrêtés récemment en Afrique du Sud, où ils ont des biens. Le grand-amiral Mavua Mudima, ancien ministre de la défense, le général Nzimbiri, patron de la toute-puissante division spéciale présidentielle (DSP), et le général Baramoto, commandant de la garde civile, comptent parmi les plus proches collaborateurs du maréchal Mobutu. Il « appartient à l'Afrique du Sud de décider de ce qu'elle veut faire d'eux », a estimé M. Kabila. Au lendemain de leur arrestation, le ministre congolais de la justice, Célestin Lwanga, avait annoncé que son pays allait demander leur extradition. - (AFP)

Le Monde

A LA TELEVISION

ET A LA RADIO

Autour du Monde

LCI

Le samedi à 12h10 et à 16h10

Le dimanche à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire

La chaîne HISTOIRE

Les vendredis à 21 h, samedi à 13 h

mardi à 23 h, mercredi à 19 h

et jeudi à 17 heures.

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE

Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois

à 21 heures.

A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi

à 12h45 (heure de Paris)

مركز الدراسات والبحوث

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997

SOCIAL Face aux associations de défense des chômeurs, soutenues par la CGT et la minorité de la CFTC, le gouvernement fait savoir qu'il prépare des mesures d'application

rapide contre l'exclusion, sans attendre le projet de loi, en mars ou avril, sera déposé sur cette question. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, invite les

préfets à ne pas laisser sans réponse la revendication d'une « prime » de fin d'année. **RECLAMÉ PAR LE PCF**, l'octroi d'une aide aux chômeurs et RMIstes de cinquante-cinq ans et

plus qui, s'ils avaient un emploi, pourraient prétendre au bénéfice de la préretraite, devrait permettre à 22 000 personnes de percevoir, au total, près de 5 000 francs par mois.

LA SITUATION des sans-logis ou des mal-logés a été évoquée par Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, à l'occasion d'une visite dans un immeuble occupé à Paris.

Des mesures immédiates contre l'exclusion en attendant une loi

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a décidé de répondre rapidement aux revendications mises en avant par les mouvements de chômeurs. Les préfets sont invités à rechercher des réponses aux situations individuelles d'urgence

LE GOUVERNEMENT est confronté à une double difficulté. En premier lieu, il ne veut pas donner le sentiment qu'en attendant la mise au point du projet de loi contre l'exclusion - qui, après concertation, devrait être rédigé fin mars ou début avril 1998 - il ne fait rien dans ce domaine ; il souhaite, au contraire, montrer que la lutte contre l'exclusion n'est pour lui un souci quotidien. En second lieu, il ne veut pas, non plus, paraître répondre aux problèmes au coup par coup, ni céder aux pressions de la rue ou, en l'occurrence, à la mobilisation des associations de chômeurs, qui continuent de protester contre les effets de la réforme des fonds sociaux de l'Unedic.

C'est ce qui a convaincu Martine Aubry de prendre des dispositions qui aillent au-delà de cette question. La ministre de l'emploi et de la solidarité - qui a visité, dans la soirée du mercredi 24 décembre, à Paris, les enfants malades de l'hôpital Necker, puis le centre d'accueil de sans-abri La mie de pain - se prépare à annoncer des mesures nouvelles pour lutter contre l'exclusion. Ces dispositions, auxquelles travaillent actuellement son ministère, devraient prendre plusieurs formes : certaines d'urgence seront d'ordre réglementaire ou feront l'objet de circulaires ; d'autres s'inscriront dans un projet de loi.

● Les fonds sociaux. Créés en

1959, à la fondation de l'Unedic, les fonds sociaux, qui fournissent des aides individuelles aux chômeurs en situation de détresse, ont fait l'objet, en juillet, d'une réforme approuvée par la CFTC (qui préside l'Unedic), FO, la CFTC, la CGC et le CNPF (Le Monde du 19 décembre). Appliquée par la loi, cette réforme est au centre de la mobilisation des associations de chômeurs et des syndicats qui les appellent.

Le gouvernement considère qu'il n'est pas de son ressort d'intervenir directement dans ce dossier, qui relève des partenaires sociaux. Annonçant, il estime qu'il n'aurait pas la possibilité budgétaire de satisfaire la revendication d'une « prime de Noël » de 1 500 francs à 2 000 francs - sorte de « treizième mois » des chômeurs - qui, dans certains départements, a parfois été assurée sur ces fonds sociaux. Dans ces conditions, le gouvernement ne souhaite pas donner suite à l'idée d'une « table ronde » réunissant toutes les parties, et, d'autre part, qui présenterait le risque de créer une attente impossible à satisfaire.

En revanche, M^{me} Aubry souhaite que l'on puisse tenir compte localement des situations d'urgence les plus graves. C'est la raison pour laquelle elle a décidé d'écrire aux préfets dans les régions et départements les plus

concernés, de sorte qu'ils organisent avec tous les organismes « financeurs » - Assedic, caisses d'allocation familiale et conseils généraux, ces derniers étant chargés de gérer les fonds du revenu minimum d'insertion (RMI) - des réunions destinées à étudier les moyens de mobiliser les fonds nécessaires à ces interventions d'urgence.

● L'allocation de solidarité spécifique (ASS). Le ministère de l'emploi et de la solidarité a annoncé que cette allocation, dont bénéficient quelque 500 000 chômeurs en fin de droits, sera revalorisée rétroactivement de 2 % au 1^{er} juillet 1997 (soit une majoration de 300 francs) et de 1 % au 1^{er} juillet 1998 (Le Monde du 20 décembre).

Des « cas de détresse sociale »

Dans une circulaire adressée, mercredi 24 décembre, aux préfets concernés, Martine Aubry évoque les « actions de comités de chômeurs ou d'organisations syndicales qui réclament l'attribution d'une allocation forfaitaire de fin d'année aux demandeurs d'emploi ». « Dans un certain nombre de cas, rappelle la ministre de l'emploi et de la solidarité, des occupations de locaux des Assedic ou des CAF ont été opérées. Au-delà de la revendication générale, à laquelle nul n'est en mesure d'apporter une réponse positive, l'existence de cas de détresse sociale doit nous amener à réagir. » M^{me} Aubry invite ces préfets, « en relation avec les Assedic, l'ANPE et les associations concernées », à « faire un point des dossiers particulièrement difficiles ». « Ensuite, indique-t-elle, si vous le jugez nécessaire, vous pourrez réunir les organismes disposant de fonds dédiés à l'aide sociale (CAF Assedic, département, etc.) afin de coordonner leurs interventions pour déterminer les réponses d'urgence les plus adaptées à chacun des cas. »

à 1 500 francs -, de sorte que leur allocation, au total, avoisine 5 000 francs par mois. La majoration sera même élargie aux quelque 2 000 bénéficiaires du RMI qui répondent aux mêmes critères.

● Les contrats emploi-solidarité (CES). Alors qu'à l'origine ces contrats étaient destinés aux publics les plus en difficulté, incapables d'accéder sans préparation à un travail ou à une formation, ils ont été élargis à d'autres catégories de chômeurs, les préfets recevant parfois la consigne de « faire du chiffre ».

Par une circulaire qui devrait être rendue publique début janvier, M^{me} Aubry devrait donc donner la consigne inverse : pour lutter contre l'exclusion, les CES vont être recentrés sur leur mission d'origine. Les directeurs du travail vont se voir assigner des objectifs draconiens pour réserver ces CES aux « vrais » chômeurs de longue durée.

Dans la même logique, la ministre a récemment adressé une note aux préfets, leur demandant de veiller à ce que les emplois jeunes soient accessibles aux jeunes les plus en difficulté, de sorte que l'effort public aille au-delà de l'action sociale dans les quartiers.

● Le RMI. Le gouvernement relève que la moitié seulement des bénéficiaires du RMI ont signé un contrat d'accompagnement. En clair, le volet « insertion » du RMI

doit être relancé. Par une autre circulaire, déjà évoquée par Le Monde (nos éditions du 10 décembre), M^{me} Aubry va demander aux préfets, début janvier, de réactiver les dispositifs de formation et d'utiliser davantage les formules d'emplois aidés.

● Les entreprises d'insertion. M^{me} Aubry prépare une troisième circulaire, qui devrait être rendue publique à la même échéance, afin de stimuler ce qu'il est convenu d'appeler l'insertion par l'économie.

● La loi contre l'exclusion. Dans l'esprit du gouvernement, il faut d'abord agir contre l'exclusion et, secondairement, légiférer quand cela se révèle nécessaire. Dans le prolongement de ces premières dispositions, d'autres réflexions sont donc engagées, associant dix-huit ministères. Certaines de ces réflexions viendront alimenter le futur projet de loi de programmation contre l'exclusion. D'autres déboucheront dans des projets de loi spécifiques. La lutte contre le surendettement fera ainsi l'objet d'un texte présenté par Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat. Une réflexion est également engagée, sous la conduite du ministère de la justice, sur l'accès au droit de certaines personnes en situation d'exclusion.

Laurent Mauduit

Les associations veulent participer à la préparation du texte promis pour le printemps

POUR LES ASSOCIATIONS de chômeurs (ACI-Agrir ensemble contre le chômage, Apes, proche du Parti communiste, et MNCP - Mouvement national des chômeurs et précaires), présentes, avec le Comité national des privés d'emplois CGT, mercredi 24 décembre, pour une manifestation de protestation. Leur action de harcèlement systématique et d'occupation tournante de bureaux des Assedic (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) ou d'autres lieux trouve un écho certain parmi la population. Face à leur pression, les pouvoirs publics hésitent, localement, entre fermeté et patience. Une quinzaine d'Assedic, dont huit dans les Bouches-du-Rhône, sont toujours occupées par les comités de chômeurs. A Aras, les chômeurs, qui occupent le centre départemental d'inscription des Assedic, ont réoccupé son place.

Parties sur une revendication d'une prime exceptionnelle de l'ordre de 3 000 à 5 000 francs par

chômeur, elles ont obtenu un soutien aux personnes en fin de droits qui ont des difficultés pour passer la fin de l'année, les associations de chômeurs ont étendu le champ de leurs demandes à l'ensemble des politiques menées par le ministère de l'emploi et le régime d'assurance-chômage. Elles réclament « une augmentation immédiate des minimums sociaux de 1 500 francs par mois, avant une réforme qui instaure un revenu garanti pour tous, au niveau du SMIC mensuel » et « l'attribution du RMI à tous ceux qui en sont privés, en particulier les moins de vingt-cinq ans ». Elles exigent, aussi, que les pouvoirs publics organisent des « tables rondes » avec des représentants des organismes sociaux, des collectivités locales et des mouvements de chômeurs.

Pour la première fois, le comité CGT, très bien implanté dans les Bouches-du-Rhône, et les collectifs de chômeurs proches de SUD et de l'opposition interne de la CFTC, font cause commune. Avec en ligne de mire deux projets du gouvernement - le projet de loi sur la réduction du temps de travail, qui doit être discuté au Parlement dès le mois de janvier ; le projet de loi sur l'exclusion, en cours de préparation pour le printemps - ces porte-voix des exclus et des précaires entendent intensifier leur mobilisation.

Louis Besson rend visite aux « occupants » de la rue d'Avron

AU 61 de la rue d'Avron, dans le 20^e arrondissement de Paris, entre couscous et marchands de moquette, une grille, devant laquelle se pressent des Africains sous une pluie torréfiante. Un premier bâtiment de onze étages, avec environ 120 mètres carrés par étage, donne sur la rue. Derrière, un long bâtiment de sept étages comprend 11 000 mètres carrés de bureaux, des locaux sains et secs où, depuis le 21 décembre, sont installées cinquante familles africaines ou maghrébines qui, jusque-là, vivaient dans des conditions misérables en attendant un logement en HLM.

C'est à l'initiative de l'association DAL (Droit au logement) que ces locaux, ainsi que ceux de la cité Falguère, appartenant à une filiale du Crédit lyonnais, la Société de banque occidentale (SBO), ont été discrètement repérés et investis (Le Monde du 23 décembre). Depuis, la police est venue rejeter les noms des familles occupantes et a laissé faire. Le président de DAL, Jean-Baptiste Eyraud, dit « Babar », s'estime satisfait. Dans le premier immeuble, on installera des associations de chômeurs et des organisations culturelles pour le quartier. Dans l'autre, le plus grand, on loge les familles.

Il s'agit de familles du 20^e arrondissement, sans logis, mal logées ou menacées d'expulsion. « Des familles, explique M. Eyraud, qui ont fait des demandes de HLM depuis dix, quinze, dix-huit ans, vivant dans des taudis, avec quatre ou cinq enfants sur 15 ou 20 mètres carrés, dans des conditions insalubres puisqu'on a pas mal de cas de saturnisme, dus au plomb contenu dans les vieilles peintures. » Le président de DAL précise que « la plupart des familles reléguées ici sont originaires d'Afrique noire, à 60 %, et du Maghreb, à 40 % ». « Le but, dit-il, c'est d'obtenir leur rélogement dans de bonnes conditions et dans l'arrondissement. Et que cet immeuble soit transformé en logements sociaux. Pour l'instant, il est en vente, mais trop cher. »

● UNE PETITE OPÉRATION DRAGON. L'opération de la rue du Dragon, lancée en 1994, avait duré quinze mois et, selon M. Eyraud, avait été un succès : elle avait eu un impact sur l'élection présidentielle, avait posé la question de l'exclusion, avait fait connaître DAL, et toutes les familles qui y avaient participé avaient été reléguées. « Ici c'est une petite opération Dragon, dit-il, mais avec la volonté de l'inscrire dans ce quartier, où le DAL est né, en 1990,

avec une première expulsion. »

M. Eyraud, charpentier de profession, quarante-trois ans, a deux enfants. Cette année, il commence à enseigner : « Le bois ? - Non, le droit au logement. J'anime un TD dans une fac d'architecture, à La Villette. C'est important d'apprendre le droit social aux architectes. » Les politiciens, il les connaît, surtout les écologistes, les communistes et les socialistes. « Le maire PS du 20^e, Michel Charzat, était un peu inquiet, c'est normal. Puis il a vu qu'on reléguait des gens de son arrondissement. Alors, il a apporté un sapin et des cadeaux. Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, est passé. Il a reconnu que ce genre d'actions est utile pour faire avancer les choses. »

Accompagné par M. Charzat et par la déportée Véronique Carrión-Bastok (PS), M. Besson avait déclaré : « Les réquisitions ne sont pas un sujet tabou, et je ne dis pas qu'il faut les exclure, mais, plutôt, de s'engager des travaux dans ce cadre, je préfère, en termes de bon usage des fonds publics et en termes d'insertion sociale, utiliser ces fonds à des projets durables. » Après avoir reproché au maire de Paris, Jean Tiéber (RPR), de ne pas avoir répondu à une demande de recensement des locaux dispo-

nibles, le secrétaire d'Etat a indiqué que les familles de la rue d'Avron devraient pouvoir être reléguées, mais « pas avant trois mois ».

En attendant, des bénévoles rétablissent le courant électrique, la chaudière. Il faut trouver un accord avec EDF. Puis installer des douches et des cuisines. Les familles paieront entre 150 francs et 200 francs, par pièce et par mois, pour les frais et la gestion. « Il faut de l'argent. On n'a pas de salaires, que des bénévoles, mais il y a des travaux. Agnès B et la fondation de Pabbé Pierre nous ont déjà aidés. » A l'entrée de l'immeuble, un bureau d'accueil prend les dossiers des candidats. Pour l'instant, on refuse du monde, les locaux sont remplis, dans une première étape du moins.

Une Africaine en a visiblement assez d'attendre derrière la grille. Elle explose, force le passage en vociférant. Le ton monte entre les bénévoles de l'accueil et les derniers arrivés. « - Tu ne me touches pas, dis donc ! - Et toi, tu n'entends pas de force ici ! - Ah mais ! N'oublie pas que tu n'es pas chez toi non plus, toi ! » Mal logée, mais pas sans répartie.

Michel Braudeau

DÉPÊCHES

■ DÉFENSE : la France et l'Italie ont notifié à un consortium d'industriels des deux pays un marché global de six cents torilles MU-90 qui seront produites à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) et à Livourne (Italie), puis assemblées à l'arsenal de Saint-Tropez (Var). Grâce à cette procédure de commande groupée plurianuelle en plusieurs lots de production, qui est un mécanisme financier nouveau pour la France, les deux gouvernements escomptent des réductions de prix entre 10 % et 20 % selon les composants de l'arme.

■ COMMERCE EXTÉRIEUR : avec un excédent de 8,9 milliards de francs en octobre, le commerce extérieur agro-alimentaire établit un nouveau record, améliorant de 2,1 milliards son précédent niveau maximum d'octobre 1996 (Le Monde du 24 décembre). Champagne et cognac ont réalisé des exportations en très forte croissance, alors que celles de blé reculent de 30 %. Les importations de cigarettes ont progressé de 24 %.

■ 35 HEURES : le conseil confédéral de la CFTC a désapprouvé, vendredi 19 décembre, le projet de loi Aubry sur les 35 heures. Pour la centrale chrétienne, ce projet ne répond pas à ses priorités qui sont : « l'emploi » comme « objectif », « la négociation » comme « méthode » et « la réduction du temps de travail, qui suppose la réorganisation du travail pour l'harmonisation des temps de vie, prioritairement par la semaine des quatre jours », comme « outil ».

■ ENCADREMENT : la CPE-CGC, qui a « essayé un revers » lors des élections prud'homales, a « un devoir de débat » sur son « évolution », et notamment sur l'avenir d'une organisation spécifique pour les cadres, a estimé, lundi 23 décembre, son président Marc Villenot. Dans sa lettre confédérale hebdomadaire, M. Villenot juge en revanche qu'une démarche en termes de « DPA d'appareils, de fusion-absorption, est par avance condamnée ». « Nos contacts notamment avec l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), demain avec ceux qui voudront s'associer à cette recherche, ont pour but de coordonner des initiatives, de fédérer des imaginations, des intelligences, des idées. Pas des structures », souligne-t-il.

هكذا من لاصل

6

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997

IMMIGRATION Des milliers de réfugiés kurdes ayant fui l'Irak tentent de trouver asile en Europe. A Vintimille, ils sont des centaines, pris en charge par la Croix-Rouge.

qui essaient de passer la frontière française. 4 500 d'entre eux ont été arrêtés par la police depuis le début de l'année. ● AMNESTY INTERNATIONAL a, début décembre, aler-

té le gouvernement sur l'arrivée massive de ces réfugiés et la partialité de leur situation. Plusieurs associations demandent que les instances européennes se saisissent

de cette question et prennent des mesures exceptionnelles. ● CET AFFLUX révèle la complexité et les absurdités des procédures de demande de droit d'asile en France.

Interceptés, de nombreux réfugiés sont aussitôt reconduits à la frontière italienne, et certaines demandes sont enregistrées tandis que d'autres ne le sont pas.

Des milliers de réfugiés kurdes demandent à la France un droit de passage

4 500 d'entre eux ont été interceptés par la police depuis le début de l'année. A Vintimille, installés dans des centres d'urgence débordés, ils tentent de passer la frontière. Des associations souhaitent que l'Europe convienne d'un programme d'action face à cet afflux de personnes ayant fui l'Irak

VINTIMILLE
de notre envoyé spécial
Ils errent entre la gare et les bistrot de la vieille ville. Ils s'abandonnent avec méfiance, verbe

REPORTAGE

« Nous avons poussé les meubles pour accueillir 50 personnes chaque nuit »

bas, geste économe : ici, les immigrés clandestins négocient le prix de leur transfert avec les passeurs, souvent des Algériens ou des Albanais. Les petits groupes se forment, s'éclipsent dans le couloir d'une maison ou à l'intérieur d'un bar. Depuis deux mois, Vintimille, ville italienne frontalière avec la France, fait face à un afflux massif de Kurdes ayant, pour la plupart, fui l'Irak. Ces arrivées ont valu à la cité d'être surnommée par l'hebdomadaire italien *Panorama* « la capitale du Kurdistan ». Mairie et associations sont débordées. Surtout, pour ces réfugiés dont bon nombre tentent par la France de gagner d'autres pays européens, Vintimille est devenue une impasse.

Ibrahim, vingt-quatre ans, était étudiant en littérature avant de fuir, en 1995, les persécutions dont son peuple est victime en Irak. Il ne tient pas en place, parle en alternant arabe et anglais. « J'ai été arrêté deux fois par la police française, dit-il. La première fois à Nice. La seconde fois, j'avais dépassé Strasbourg, j'allais à pied vers l'Alle-

magne et j'ai été pris. A quelques kilomètres près, ma vie changeait. »

A Vintimille, Ibrahim a rencontré Simco, technicien supérieur, trente-neuf ans. Simco vient d'arriver après quarante-cinq jours de voyage à travers la Turquie, la Grèce et l'Italie. Il a laissé sa femme et deux de ses enfants à Kirkuk pour tenter avec l'un de ses fils, Amam, douze ans, l'aventure. « Quand je serai arrivé en Norvège, ou j'ai de la famille, je ferai venir ma femme et mes enfants », dit-il. Après des milliers de kilomètres, la communauté kurde se ressource à Vintimille. Les anciens accueillent les nouveaux arrivants avec des réticences peu encourageantes : certains ont été pris cinq fois par la police française et aussitôt reconduits à la frontière. Pourtant, l'espoir demeure intact. « Quelle autre victoire peut-on avoir sur le dictateur Saddam Hussein que celle de vivre libres ? », demande ainsi Aka.

Dans le hall de l'immeuble de la Croix-Rouge italienne, un infirmier kurde a tiré de son baluchon son ancienne blouse blanche. Il l'a revêtue pour tenir à jour la liste de ses compatriotes qui attendent une aide – un repas, un lit – de l'association caritative. D'autres Kurdes ont commencé à s'installer sous le pont de la Roya, le fleuve frontalier, ou campent sur la plage, faute d'hébergement. « Nous distribuons entre 50 et 160 repas tous les midis, constate le président de la Croix-Rouge, Carlo Leone, un médecin. Nous avons poussé les meubles pour accueillir cinquante personnes chaque nuit. Nous en recevons

soixante. » La Croix-Rouge manque de personnel et de matériel. Il a fallu battre le rappel des bénévoles, aller chercher à Gènes un architecte capable de faire l'interprète. « Nous avons l'impression d'être les seuls à nous occuper de ce problème alors que c'est toute l'Europe qui devrait chercher une solution, engage le docteur Leone. C'est un devoir moral de ne pas renvoyer ces gens

ciatrice qui lui barre verticalement le corps, séquelle d'une rafale d'arme automatique.

A l'écart de ce groupe, Anna, quarante-deux ans, habillée de noir, vient d'arriver avec son frère d'Érbil. « Mon mari doit commercer. Ils l'ont étranglé devant moi », se contente-t-elle de dire. Elle a fui il y a deux mois. D'abord à pied, puis en camion, en ferryboat, ca-

celle de beaucoup d'autres kurdes qui ont utilisé une filière très structurée pour quitter leur pays. Leur détresse est l'objet en Italie d'un véritable business pour une partie de la criminalité organisée, la Mafia. La police italienne en a du moins la certitude, après le démantèlement, la semaine dernière, dans le cadre d'une opération menée avec la police française, d'un réseau spécialisé dans l'immigration clandestine.

Depuis un an, les policiers français de la Dirclec (ex-police de l'air et des frontières) avaient été alertés par l'augmentation du flux migratoire venu d'Irak. Sur les dix premiers mois de 1997, 4 497 clandestins kurdes ont été interceptés en France. L'opération de police franco-italienne « Orient Express » a permis l'interpellation de seize personnes, algériennes, turques, iraniennes, dix en Italie, six en France.

Le trésorier de ce réseau vivait à Paris, où il centralisait les sommes payées avant leur départ par les candidats à l'exil : 50 000 F à 60 000 F par personne. Une partie était reversée aux deux organisateurs, français et italien, qui rémunéraient les passeurs. « Ils sont organisés comme une filière de trafiquants de drogue, compartimentés de manière identique », raconte un policier d'une brigade mobile régionale de l'Occident (Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre). « Les types se sont rendus compte qu'avec les clandestins, ils pouvaient

gagner autant d'argent qu'avec la drogue en prenant cent fois moins de risques », ajoute-t-il. A Vintimille, un passeur individuel réclame 10 000 F à 20 000 F par clandestin.

En Italie, le chef de la police de la province d'Imperia, Nicola Cavaliere, est plus précis dans la description de ces nouveaux clients. « Ce sont des criminels intelligents, pas des petits voyous, dit-il, qui ont organisé une filière internationale très ramifiée et qui disposent de très importants moyens financiers. » Les Mafias siciliennes ne semblent pas s'intéresser aux clandestins. En revanche, la Mafia des Pouilles a trouvé là une nouvelle source d'enrichissement. La « sacra colonna unita » avait en effet commencé à intervenir au moment de l'exode d'Albanais. Elle s'est organisée autour de ce nouveau marché jusqu'à racheter de vieux bateaux et des camions fatigués pour assurer le transport des réfugiés.

« ILS SONT RUINÉS »

« Quand ils échouent à Vintimille, certains Kurdes ont perdu tout ce qu'ils possédaient, ils sont ruinés », raconte Fiorella Cotugno, de la Croix-Rouge. Après avoir été rejetés, escroqués, certains d'entre eux veulent encore garder un peu d'espoir dans la communauté européenne. « Danielle Mitterrand était la mère des Kurdes. Et maintenant, que fait la France ? », s'énervent Ibrahim. Si votre pays ne s'intéresse pas à nous, qu'il nous laisse au moins la possibilité de passer pour atteindre l'Allemagne. « Je ne veux pas rester en France, assure Simco, je ne demande qu'à le droit de passage en cadeau de Noël. »

Le problème dépasse les simples relations franco-italiennes. « La situation des Kurdes relève de procédures exceptionnelles au niveau européen, estime par exemple Jean-Claude Guibal, maire RPR de Menton. Faut-il laisser dériver ces populations ou chercher un moyen de les accueillir tout en sachant garder la maîtrise des flux migratoires ? »

Chaque jour, pourtant, des Kurdes continuent à tenter à pied le passage de la frontière, soit le long de la voie de chemin de fer, soit sur une colline surplombant l'autoroute, soit encore plus loin, dans la montagne. Quand ils sont pris dans cette zone de dix kilomètres entre les deux pays, ils sont reconduits sans procédure de l'autre côté des Alpes (lire ci-dessous). Après quelques jours à Vintimille, ils tentent à nouveau leur chance. Une situation qui dure depuis des semaines et à laquelle les autorités françaises et italiennes n'ont toujours pas trouvé d'issue.

Expulsés un jour, libérés le lendemain : les errements du droit d'asile

LES DÉBATS parlementaires récents à propos de l'extension du droit d'asile, tel que prévu par le projet de loi Chevènement, masquent une réalité moins glorieuse : celle du roulement aux frontières des demandeurs d'asile avant même l'examen de leur situation. Cette situation est illustrée par l'itinéraire de cinq kurdes irakiens interpellés, le 13 novembre, à la gare de Nice-Ville en provenance d'Italie.

Le préfet des Alpes-Maritimes prend immédiatement des arrêtés de reconduite à la frontière à leur encontre et les place au centre de rétention. Cela sans que les policiers enregistrent la demande d'asile que ces cinq Kurdes diront plus tard avoir formulée. Au centre de rétention, une permanence de la Cimade, association d'assistance aux étrangers, met les cinq réfugiés en contact avec des avocats. Des recours sont déposés dès le lendemain devant le tribunal administratif qui, très vite, les rejette.

Les juges estiment que le préfet, en prenant un arrêté de reconduite, a fait application de la loi Pasqua qui lui permet de ne pas admettre en France une personne qui demande « abusivement » l'asile, seule-

ment « pour faire échec à une mesure d'éloignement ». La décision considère aussi que les intéressés n'ont pas fourni de documents « établissant la réalité des risques de persécution », ceci en dépit de la situation de violence décrite par Amnesty International (lire ci-dessus). « Les demandeurs d'asile irakiens ne parlent pas un mot de français et pour se faire comprendre répètent : « Asile, Saddam », en faisant le geste de se trancher la tête », explique Michèle Droullin, membre de la Cimade à Nice. Ainsi, le tribunal de Nice n'a pas appliqué la « jurisprudence Sospel » : le conseil d'Etat a récemment annulé dix-huit reconduites à la frontière concernant la famille tsigane de l'enfant tué par un policier de la Dirclec (ex-police de l'air et des frontières), près de Sospel, en août 1995. La haute juridiction avait estimé que la loi obligeait la police à transmettre au préfet et ce dernier à enregistrer, « une demande d'admission au séjour au titre de l'asile formulée par un étranger à l'occasion de son interpellation pour entrée irrégulière sur le territoire » (Le Monde du 18 juin 1997).

L'affaire aurait pu en rester là, reflétant une situation ubuesque : la « réadmis-

sion » des irakiens en Italie n'était pas possible faute des preuves matérielles de leur passage par ce pays ; la France n'expulse jamais vers l'Irak ; enfin les cinq irakiens étaient porteurs d'un billet de train pour l'Allemagne, pays où ils disaient vouloir rejoindre leur famille.

CONVOCATION À L'OPRA

En dépit de cette situation, ils furent réplacés en centre de rétention, où ils renouvelèrent officiellement leur demande d'asile. Celle-ci fut cette fois transmise au siège de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Surprise, le dossier ne fut pas rejeté par simple retour de fax, comme cela arrive souvent.

Les cinq irakiens furent convoqués au siège de l'Ofpra et, pour cela, remis en liberté sur le champ. Traqués la veille comme de vulgaires clandestins, ils ont donc le lendemain vu l'Ofpra prendre au sérieux leurs craintes de persécution. Lâchés dans la nature au centre de rétention de Nice, l'administration a donné 48 heures à ces non-francophones pour se présenter à Fontenay-sous-Bois sans la moindre assis-

tance. Tout porte à croire qu'ils se sont évanouis dans la nature et ont tenté de rejoindre l'Allemagne.

« Des agents de l'Ofpra devraient être en permanence aux frontières, au lieu de tout faire remonter à Paris », dénonce Elisabeth Grimanelli, responsable de la Cimade à Nice. « Au nom des grands principes, on va aller chercher les « combattants de la liberté », renchérit M^{re} Joseph Ciccolini, avocat de l'un des irakiens, en faisant allusion à l'une des dispositions du projet Chevènement. « Mais pour l'instant l'Etat les fait à la porte ou s'en désintéresse. Quel jésuitisme ! »

Ce type de situations risque en effet de se compliquer avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, qui ouvre deux nouvelles voies vers l'asile : l'asile constitutionnel et l'asile territorial. Les demandeurs d'asile devront alors être admis provisoirement sur le territoire en attendant l'examen de leur dossier, sans que leur roulement vers un autre pays de l'espace Schengen soit possible. Personne ne sait précisément dans quelles conditions.

Philippe Bernard

Jean-Pierre Laborde

L'ilotier qui a tué Fabrice Fernandez démissionne de la police

LE GARDIEN de la paix qui a tué, jeudi 18 décembre, Fabrice Fernandez dans les locaux du commissariat du 1^{er} arrondissement de Lyon a démissionné de la police nationale. Jean Carvalho a fait parvenir au ministre de l'Intérieur une lettre de démission, mercredi 24 décembre, sur les conseils de son avocat, M^{re} Marie-Thérèse Barlatier.

Cette démission ne dispenserait pourtant pas le policier de comparaître devant le conseil de discipline. Cette instance se réunira, le 16 janvier 1998, pour proposer une sanction administrative à son encontre. Mis en examen pour homicide volontaire, Jean Carvalho reste écroué à la prison de Villefranche-sur-Saône, au nord de Lyon.

Son dernier passage devant le conseil de discipline, en avril 1995, pour avoir reproduit à l'aide d'une photocopieuse laser sa carte de police (Le Monde du 23 décembre), suscite encore des interrogations. Cette instance paritaire, composée d'un nombre égal de représentants du

personnel et de représentants de la hiérarchie, est chargée de rendre un avis que le ministère est libre de suivre ou non.

Dans cette précédente affaire concernant Jean Carvalho, le vote pour une révocation avait obtenu quatre voix favorables, quatre voix s'opposant à cette sanction. Le procès-verbal ne précise pas l'origine des votes, tout comme il maintient secrètes les délibérations des membres du conseil. Il rend compte de l'audition du policier fautif, ainsi que de celle d'éventuels témoins. Est également consignée par écrit la plaidoirie du défendeur. Celui-ci peut être un avocat professionnel, un délégué syndical, voire un simple collègue. En avril 1995, M^{re} Barlatier avait déjà défendu Jean Carvalho.

Le procès-verbal de ce conseil indique toutefois clairement que l'administration avait proposé la révocation. L'usage veut que, dans ce cas, ses représentants s'alignent unanimement sur sa position. « J'avais voté pour la révocation », a, par

exemple, indiqué au Monde Loïc Morinaux, directeur départemental de la sécurité publique dans le Rhône du 4 octobre 1995 au 31 mars 1997. Devant l'impossibilité de se départager, le conseil de discipline avait alors mis au vote, comme l'exige la procédure, la sanction immédiatement inférieure : la mise à la

retraite d'office. L'instance disciplinaire avait unanimement voté contre, pour finir par tomber d'accord sur une suspension de douze mois. Elle avait été portée à quatorze mois par l'administration centrale.

Jean-Paul Nadal, délégué de la région Rhône-Alpes du Syndicat na-

Obsèques dignes à Lyon et à Melun

Les obsèques de Fabrice Fernandez se sont déroulées dans la dignité mercredi 24 décembre, à Lyon. Quelque deux cents personnes, dont la mère, la compagne et des membres de la famille, se sont rassemblées dans l'église du plateau de la Duchère. « Nous croyons à un avenir de paix dans la justice pour notre quartier », a déclaré le père Jean-Luc Darode, prêtre de la paroisse. Des jeunes ont demandé aux rares photographes et caméraman qui se trouvaient sur place de s'abstenir de toute image du fourgon mortuaire.

Mercrédie également, au cimetière musulman du cimetière de Melun (Seine-et-Marne), une centaine de personnes ont assisté dans le recueillement aux obsèques d'Abdelkader Bouziane, seize ans, tué par un policier mercredi 17 décembre à Fontainebleau. Le consul d'Algérie de Vitry (Val-de-Marne) était présent. « Je suis venu ici pour réaffirmer notre solidarité à la famille du défunt. Nous demandons à ce que justice soit rendue pour cette mort », a-t-il déclaré.

tional des policiers en tenue (SNPT), reconnaît que son organisation avait défendu Jean Carvalho, un ancien adhérent, lors de sa première comparution en conseil de discipline. Il s'agissait alors d'une fausse certification de carte grise. « Mais la deuxième fois, insiste-t-il, nous l'avons laissé tomber. » L'affaire était plus délicate. Le gardien de la paix avait alors remis un fac-similé de sa carte de police à l'une de ses connaissances.

« BOUCS ÉMISSAIRES »

Séjant à ce conseil, aux côtés de Jean-Paul Nadal, au titre de représentants du personnel, deux autres membres du SNPT, ainsi qu'un représentant du SGP, syndicat de droite modérée. M. Nadal conteste aujourd'hui que le résultat négatif du vote sur la révocation soit imputable aux représentants du personnel. « Il ne faut pas que l'administration nous prenne pour des boucs émissaires, explique le délégué du SNPT, c'est elle qui a le dernier mot

Elle aurait pu décider, contre l'avis du conseil, de révoquer ce policier. »

Jean Carvalho avait été affecté, le 1^{er} septembre 1997, à l'ilotage dans le quartier de La Duchère. Une erreur, estime Loïc Morinaux. A cette époque, ce responsable avait déjà quitté ses fonctions. « C'était un policier capable d'accepter une mission difficile, dit-il en dressant un portrait contrasté du gardien de la paix meurtrier, en même temps, c'était le prototype du fonctionnaire qu'il ne faut pas mettre à l'ilotage. Il n'avait pas le profil du poste. »

Le SNPT se montre beaucoup plus sévère dans sa description du comportement et des propos tenus durant le service par le meurtrier de Fabrice Fernandez. Au nom de son client, M^{re} Barlatier a déposé contre le syndicat une plainte pour « affirmations mensongères » et « atteintes à la vie privée ».

Pascal Ceaux

Lire aussi notre éditorial page 8

Harbin, l'a
aux confins

HORIZONS

ENQUÊTE

L'ancien berceau de la dynastie manchoue des Qing a conservé des vestiges architecturaux de la Russie tsariste. Un contraste saisissant entre le charme suranné d'un riche passé et l'effervescence des rues livrées à 3 millions de Chinois

FRISES de pierre, balcons de fer forgé, coupes majestueuses... Les yeux au ciel, on pourrait être à Saint-Petersbourg ou à Moscou. Lorsque le regard s'abaisse, c'est l'effervescence confuse d'une rue chinoise. Les enseignes rouges aux idéogrammes dorés du rez-de-chaussée des immeubles de style européen occupé par des échoppes semblent anachroniques. Tout comme l'activité bruyante du marché qui se tient aux pieds de ce ravissant petit bâtiment baroque d'un étage avec son portail flanqué de deux imposantes colonnes doriques. Dans la lumière rasante d'une fin de journée, sa façade décrépie, parsemée de linges qui séchent et surmontée de la dentelle de pierre d'une corniche, a conservé toute son élégance. Ce fut un grand magasin où les élégants d'autrefois se procuraient les dernières nouveautés venues de Paris. Son grand escalier envahi de marmaille conduit aujourd'hui à des logements pauvres.

Au sommet du bâtiment, un macaron est frappé de l'étoile de la Chine communiste. Autrefois, le cartouche représentait un visage de femme : en 1966, les gardes rouges le remplacèrent par l'emblème de la révolution. Ailleurs, ils furent plus dévastateurs, incendiant la superbe église orthodoxe Nicolaï, construite en bois et dont on disait qu'elle était la plus belle d'Asie du Nord-Est, sous prétexte que des « réactionnaires » y trouvaient refuge.

La-bas, au-delà de la plaine, au fin fond de la Manchourie, Harbin a le charme suranné d'une ville au passé cosmopolite. Un charme discret, à goûter par lam্পées comme on déguste une liqueur à une terrasse en regardant passer le temps. Un charme en archipel qui ne s'impose pas d'emblée dans une ville qui a grandi trop vite et est « anonymement » chinoise par ailleurs. Mais il gagne le visiteur subitement, au fil de la découverte de ces édifices fin de siècle. Ils sont parfois en bon état, comme cet autre ancien grand magasin devenu un hôpital avec ses façades jaune pâle ornées de moulures blanches. Mais ils sont le plus souvent à l'abandon. Tous racontent d'événements historiques oubliés.

Dans ces demeures où vivait une famille russe au temps de sa splendeur s'entassent aujourd'hui une douzaine de familles chinoises. La

peinture des murs n'a plus d'âge, les vitres sont parfois cassées et il manque des lattes aux parquets. La majestueuse cathédrale orthodoxe Sovietskaya, en briques rouges avec sa coupole bleutée coiffant une tour orthogonale, qui pouvait recevoir mille cinq cents fidèles, est devenue un entrepôt à bois si perdu au milieu des immeubles qu'on ne la trouve qu'à grand-peine. Il reste à imaginer cette ville du tsar en terre chinoise si brillante qu'on l'avait surnommée le « Petit Paris » : elle fut le refuge des Russes blancs et des Juifs d'Europe, connut la fin de la dynastie des Qing, la saga des seigneurs de la guerre, la domination japonaise, l'arrivée des soviets, puis la révolution culturelle. Harbin offre bien des ancrages à une remontée du temps.

C'est à la fin du XIX^e siècle que ce village de pêcheurs oublié sur la rive droite de la Sungari sortit de sa torpeur : la Russie tsariste, en quête d'un débouché maritime, avait obtenu en 1896 de la dynastie Qing le droit de construire un chemin de fer à travers la Manchourie afin de relier Port Arthur (actuel Luxun) à Vladivostok. La bourgade allait devenir la ville-carrefour de la pénétration russe de la Chine du



Harbin, l'âme russe aux confins de la Chine

Nord-Est. Tout commençait avec ce pont de fer lancé au-dessus de la Sungari sur lequel passe toujours la voie ferrée. Elle amena architectes russes et polonais qui allaient faire surgir une ville planifiée sur le modèle de Saint-Petersbourg. Ils bâtirent l'église Nicolaï, la gare et un hôtel. Ce dernier ne figure pas parmi les palais légendaires associés à l'histoire moderne de l'Asie (du Peace Hotel de Shanghai, au Raffles de Singapour en passant par le Peninsula de Hongkong et bien d'autres...). Et pourtant le Modern Hotel de Harbin ne déparerait pas sur la liste. Sans avoir leur luxe, il ne démentait rien par sa prodigieuse histoire. Juif russe excentrique, le violoniste Joseph Kaspe avait parié que Harbin deviendrait une ville internationale et, en 1906, il y fit construire un hôtel qu'il baptisa Macie Er. Par la suite, il prendra le nom de Modern Hotel puis d'Hôtel Moderne, pour revenir aujourd'hui à la formulation anglo-saxonne.

Avec ses longs couloirs dont le parquet grince sous la moquette, ses grandes chambres aux portes à double battant, ses tableaux de nus et ses lambris dorés, il a conservé, en dépit d'une rénovation, le charme d'un palais d'un autre âge. L'imagination vagabonde sur ses boiseries, ses collections d'argenterie et de vaisselle ou ses albums de vieilles photographies : s'y côtoient sur le trottoir de la rue pavée Kitashaya des élégantes coiffées à la Marie Lauren-

cin et portant ombrelle, des hommes à canotier et des Chinois en longue robe ; sur d'autres, datant de 1903, des timousines en barette attendent devant la gare. On menait grande vie au tournant du siècle à l'Hôtel Moderne. On l'avait surnommé le « petit palais » d'Harbin pour ses bals, et Joseph Kaspe, qui avait ouvert une bijouterie, faisait venir orchestres et films d'Europe. Séjournèrent dans cet hôtel à l'architecture néo-classique les grands noms de la Russie blanche, Pu Yi, l'empereur

aussi des Arméniens, des Polonais et des Allemands. La ville avait quinze consulats, soixante restaurants et cinq théâtres, plusieurs églises orthodoxes, une synagogue et une mosquée. Aujourd'hui, assis sur les bancs de la promenade le long de la majestueuse Sungari bordée d'une double rangée de saules et de peupliers, on se laisse aller à la rêverie : dans la lumière du couchant se superposent aux canots à rames qui évoluent sur le fleuve ceux des photos jaunies des albums de l'Hôtel Moderne ;

Et pourtant Harbin des années 20 commençait à ne plus être ce petit bout de paradis qu'elle avait été - pour certains du moins. Sur les 250 000 Russes qui furent les Bolcheviques entre 1918 et 1922, plus de la moitié émigrèrent en Chine. Ceux qui en avaient les moyens émigrèrent aux Etats-Unis ou en Australie, mais la majorité s'arrêta en Manchourie. Cet afflux des Russes blancs allait faire de Harbin le repaire de la contre-révolution, écrit l'historien américain John J. Stephan (*The Russian Fascists, Tragedy and Farce in Exile*). Mais les exilés étaient divisés : les légitimistes et les extrémistes, les Cosaques, les libéraux et les socialistes y côtoyaient les « radis » (rouge à l'extérieur et blanc à l'intérieur), c'est-à-dire les Russes blancs qui avaient opté pour un passeport soviétique par commodité sans pour autant avoir épousé l'idéologie bolchevique.

Harbin était devenu un nid d'agents soviétiques surveillant les partisans auteurs d'actions terroristes en URSS, d'espions du Japon qui était en train de faire main basse sur la Manchourie et de trafiquants d'opium nippons et

coréens... Une criminalité devenue galopante allait faire de Harbin une cité anarchique.

Beaucoup d'émigrés étaient contraints à accepter les travaux les plus vils et vivaient dans la plus grande pauvreté. Nombre de jeunes femmes russes de bonne famille finirent dans les bordels de la ville. Même les plus nantis, ceux qui étaient arrivés avant la révolution, n'étaient pas épargnés. Ce fut le cas de Joseph Kaspe : pour éviter la réquisition japonaise, il avait pris la nationalité française et, pendant quelques années, les trois couleurs flottèrent sur son hôtel. Mais, en août 1933, son fils Siméon, pianiste sorti du Conservatoire de Paris, revint à Harbin pour y donner des concerts, fut enlevé par des voyous russes à la solde, semble-t-il, des japonais.

JOSEPH KASPE refusa de payer l'énorme rançon sans preuve que son fils était en vie. Il reçut en réponse ses deux oreilles coupées. Cinq mois plus tard, le corps de Siméon, atrocement mutilé, fut retrouvé aux abords de la ville : l'intervention du consul de France et celle d'un aventurier d'origine italienne, Amleto Vespa, avaient été vaines. Petit homme à l'allure mussolinienne, agent à la solde des japonais et détenteur d'un passeport chinois, Vespa était une de ces figures interlopes qui abondaient à Harbin. Il a laissé un récit, *Secret Agent of Japan*, si passionnant qu'on crut qu'il l'avait inventé, mais dont Edgar Snow n'a jamais mis en doute la véracité. Harbin, l'insouciance, entraînait dans le cauchemar.

A une table du Café Mars, seule devant son borch, elle revêtait un verre de brandy à la main, ses yeux perçants perdus dans les caissons du plafond. Des boucles blondes s'échappaient de son feutre. Actrice d'une troupe de théâtre de Vladivostok, elle était venue à Harbin pour exaucer le vœu de sa mère, actrice également : au soir de sa vie, celle-ci voulait que sa fille aille voir pour elle le théâtre sur la scène duquel elle s'est produite autrefois. A la suite de l'arrivée des Soviétiques à Harbin en 1945, les acteurs furent envoyés dans les camps de Magadan, en Sibérie. Seule la mère de la jeune femme avait réussi à fuir. Le théâtre n'existait plus. La page était tournée. L'inconnue rentrait à Vladivostok, mais pour dire à sa mère que son théâtre « était bien comme elle le lui avait décrit... »

Une belle histoire racontée dans un anglais approximatif au milieu du brouhaha de la salle du Huamei, seul restaurant russe qui reste à Harbin. Avec ses lambris dorés, ses tableaux champêtres, ses épaïs rideaux de velours cramoisis, ses lustres et ses statues démodées, le Huamei, ouvert en 1925, semble indifférent au temps. Les familles chinoises y boivent de la vodka, et mordent à belles dents dans d'énormes tranches de pain beurrées couvertes de caviar rouge.

Les Russes ont laissé à Harbin des bâtiments, le pain consommé au petit déjeuner avec de la confiture et le saucisson. Mais il n'y a plus de Russes pour raconter le vieil Harbin : les derniers sont morts, souvent dans le dénuement, il y a une dizaine d'années et le consulat a fermé.

« La ville était plus petite et n'avait guère souffert de la guerre », se souvient Mgr Liu Huan-bo, évêque d'Harbin où il arriva dans les années 40. « Le plus beau monument était la cathédrale Nicolaï et il y avait encore des Russes blancs qui peindraient les portraits de Staline », se souvient-il. Agé de quatre-vingt-cinq ans, formé par les Pères des missions étrangères de Paris à Jilin, Mgr Liu a oublié le français, - sinon pour cette question inopinée, laborieusement formulée dans notre langue au milieu de la conversation, tel un mot de passe pour un homme qui endura quinze ans de camp de rééducation : « Est-ce que vous croyez en mon Dieu ? »

Ville de trois millions d'habitants souffrant de pollution et paralysée par les embouteillages, Harbin ne serait aujourd'hui qu'une cité chinoise comme une autre s'il n'y avait ce métissage de la rue, des mœurs et des mentalités. « Par son passé cosmopolite, Harbin a le cœur plus large que d'autres villes de Chine », dit un habitant.

Philippe Pons
Dessin : Daniel Maja

A l'est de la Mandchourie



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Une autre banlieue

QUATRE manifestations en trois jours. Deux marches, puis deux enterrements. A la mémoire d'Abdelkader Bouziane, seize ans, tué d'une balle tirée, dans des circonstances non encore élucidées, par un policier lors d'un contrôle routier près de Fontainebleau (Seine-et-Marne). En souvenir de Fabrice Fernandez, vingt-quatre ans, mort dans un commissariat de Lyon d'un coup de fusil à pompe tiré par un flic de la Duchère. Chaque fois, à la demande des proches de la victime, plusieurs centaines de personnes, jeunes, parents, voisins, se sont réunies. Avec la même demande : « Justice égale pour tous », la même amertume : « On ne nous écoute pas ».

Les incidents violents qui suivent immédiatement le décès des deux jeunes gens avaient renvoyé - via les médias - une image tristement banale, et donc commune, de ce qu'il est devenu d'appeler les « quartiers difficiles ». Insécurité, délinquance des jeunes, difficulté d'intervention de la police, bavures, mort d'homme... et voilà la chronique à grand spectacle des violences urbaines qui gagnait un nouvel épisode.

Les deux marches organisées à Lyon et à Melun, comme les obsèques, mercredi 24 décembre, d'Abdelkader Bouziane et de Fabrice Fernandez, ont mis à bas ces caricatures. Faut-il passer d'une version noire des banlieues, développée à l'envi par certains responsables politiques, à une version rose - « angélique », disent ces mêmes res-

ponsables ? Absurde alternative. Les habitants de la cité des Lys, ceux du quartier de la Duchère, qui sont, les premiers, victimes de la violence sociale, ont opportunément exprimé quelques demandes simples que tout citoyen est en droit de revendiquer.

La justice d'abord, c'est-à-dire la garantie que les procédures engagées iront à leur terme. La sécurité ensuite, qui dépend aussi du comportement de la police. C'est l'officier Jean Carvalho, qui, déjà sanctionné à trois reprises, n'avait pas pour autant été révoqué ni même éloigné du terrain. C'est le procureur d'Evry, Laurent Davenas, qui s'inquiète du comportement provocateur de certaines brigades anti-criminalité. C'est Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil, qui, interrogé par le cinéaste Bertrand Tavernier, s'inquiète de ces « policiers qui n'ont pas toujours un comportement républicain », décrivant le harcèlement parfois de mise vis-à-vis des jeunes. C'est Nabil Bouguerra, vingt ans, habitant de la Duchère, qui constate : « Il faut que ces événements arrivent pour que l'on s'intéresse à nous ».

Lundi 22, à Lyon, le préfet du Rhône, Jean Paraf, a reçu une délégation d'habitants de la Duchère. Après les avoir entendus, il « s'est engagé, rapporte l'AFP, à passer une soirée avec les jeunes, à leur demande, une fois que l'émotion sera retombée ». Au-delà de cette audace préfectorale, les pouvoirs publics auraient tout intérêt à écouter attentivement les demandes exprimées à l'occasion de ces deux drames.

Le chocolat comme drogue douce

par Henri Chaveron

Le chocolat est un aliment singulier. Ses composantes psychosensorielle et pharmacologique sont hypertrophiées comparées à son contenu nutritionnel qui ne se distingue de celui des autres aliments que par une exceptionnelle richesse calorifique. La saveur (arôme et goût) apparaît, dans un premier temps, comme ce qui caractérise le mieux le chocolat et motive sa consommation. Mais le comportement « pseudo compulsif », le « besoin » qu'il semble créer chez certains consommateurs ainsi que les diverses manifestations psychophysiologiques qui paraissent suivre son ingestion amènent à accorder à sa composition pharmacologique une importance croissante.

L'histoire du chocolat est émaillée d'allégations relatives à ses effets stimulants, euphorisants, « antistress » (comme anxiété-sérénité), aphrodisiaques... Les allégations de ce genre ne résistent généralement pas au développement des connaissances scientifiques. Avec le chocolat, au contraire, elles semblent progressivement s'étayer. L'action stimulante a été, dès la seconde moitié du siècle dernier, corrélée avec la présence d'alcaloïdes comme la théobromine et la caféine dans le cacao. La théobromine agit sur le cœur, le cerveau et les muscles, à la manière de la caféine, mais d'une façon plus nuancée. Ce sont par contre des travaux relativement récents qui ont apporté quelque crédit scientifique aux effets de la consommation du chocolat sur le couple anxiété/sérénité et sur le comportement sexuel.

Le rôle joué, dans ces deux cas, par les amines biogènes ou amines de réveil, substances psychoactives présentes dans le chocolat, et

en particulier l'une d'entre elles, la phényléthylamine (PEA), a été évoqué, sous forme d'hypothèses, par certains chercheurs dont les travaux ont été largement diffusés par les médias. Ce succès, important autant que surprenant, est sans doute à la mesure du degré de frustration atteint par ceux qui, persuadés de la réalité des effets du chocolat, n'avaient aucun élément scientifique pour les justifier.

Là où le scientifique ne voit qu'une analogie de comportement de la PEA avec les amphétamines (les récepteurs de l'hypothalamus sont identiques dans les deux cas), d'autres croient trouver une explication aux boulimies de chocolat quelquefois observées chez les

médias. Cet alcaloïde présent en quantité importante dans le chocolat est pourtant intéressant à plusieurs titres. En particulier son profil antidépresseur marqué peut, à lui seul, s'approprier les effets attribués à la PEA. Il favorise aussi l'élévation du taux de cette amine biogène en inhibant l'enzyme qui le régule. Il manifesterait par ailleurs une certaine affinité pour les récepteurs aux opiacés du cerveau.

Enfin, un nouveau groupe de composés a été tout récemment mis en évidence dans le cacao par une équipe de l'institut des neurosciences de San Diego, en Californie. Il s'agit de l'anandamide, neurotransmetteur impliqué dans

Les allégations sur les vertus stimulantes, euphorisantes ou aphrodisiaques de tel ou tel produit ne résistent généralement pas au développement des connaissances. Là, elles semblent, au contraire, s'étayer

personnes occasionnellement déprimées. Pour eux, cet aliment serait alors utilisé comme une sorte d'automédication inconsciente.

Les résultats obtenus par des chercheurs israéliens de l'université de Jérusalem en 1983 peuvent, eux, apparaître comme de nature à valoriser les « vertus aphrodisiaques » vieilles de cinq cents ans et maintenues vivaces jusqu'à nos jours par maints auteurs tant littéraires que médicaux. Ils montrent en effet que l'administration à des rats de PEA déclenche, chez eux, la première phase de l'enchaînement séquentiel de l'acte sexuel, à savoir l'accouplement.

Le safofolol, lui, est ignoré des

le système endogène des récepteurs cannabinoïdes du cerveau, ainsi que de deux autres molécules apparentées (N-acyléthanolamine). Les effets de ce système sont ceux observés lors de la prise de cannabis, à savoir pour l'essentiel, une exacerbation des sensations et une euphorie. Les N-acyléthanolamines apportées par le cacao élèvent les taux d'anandamide et augmenteraient ainsi les effets cannabinoïdes. Le besoin de chocolat observé chez ceux qui en consomment régulièrement et en abondance pourrait s'expliquer par une dépendance analogue à celle existant chez les consommateurs de cannabis.

L'équipe de la clinique toxicologique de l'hôpital Fernand-Widal a relaté aux entretiens de Bichat les résultats d'une expérience portant sur vingt-deux sujets consommant de 100 à 500 grammes de chocolat par jour et s'étendant sur plusieurs années. Cette étude donne des éléments intéressants sur les caractéristiques du « chocolatovore ». Son niveau d'activités physique et psychique est au degré de vigilance sont élevés. Il manifeste un « professionnalisme intense », quel que soit le métier exercé. Il est dépourvu d'anxiété. Les effets secondaires de la consommation massive de chocolat sont négligeables : pas d'insomnie ni d'agitation psychomotrice, pas de prise de poids. Enfin, l'état de manque chez le chocolatovore se réduit à une légère anxiété. Compte tenu de la discrétion des effets toxiques, il avait été admis, en 1985, qu'il s'agissait plutôt d'une chocolatomanie que d'une toxicomanie.

Depuis, les résultats scientifiques semblent accréditer la thèse de la drogue douce. De fait, le chocolat, en stimulant les activités physiques et intellectuelles tout en fournissant de l'énergie et en générant euphorie et bien-être, cela pratiquement sans effets secondaires et avec une faible dépendance, remplit le « cahier des charges » de la drogue douce quasi parfaite.

L'approfondissement des connaissances semble progressivement justifier le nom donné au cacao il y a plus de deux siècles : theobroma, « nourriture des dieux ».

Henri Chaveron est professeur des universités au département de génie biologique et médical à l'université de Compiègne.

La voie étroite de l'OTAN en Bosnie

Suite de la première page

L'un des membres du commando hollandais a d'ailleurs échappé par miracle à la mort, ayant essuyé un coup de feu en pleine poitrine qui a ricoché sur l'arme qu'il portait en bandoulière. « Imaginez les risques qu'il faudrait prendre et les pertes subies pour s'emparer des Karadzic ou Pladic, protégés en permanence par plusieurs centaines d'hommes », explique-t-on dans les milieux familiers du dossier.

Et pourtant on s'accorde à penser que la livraison des criminels de guerre au TPI est l'une des clefs du déblocage de la situation politique : « Ce sont eux qui dirigent les mafias, les trafics et exercent des pressions sur la population », estime-t-on dans les mêmes milieux, où on formule l'espoir que l'effacement de ces personnages de la scène bosniaque permettra aux éléments « raisonnables » de sortir du bois. La mise au point d'une méthode d'arrestation des criminels de guerre relève pourtant de la quadrature du cercle : il faut tout à la fois tenir compte de la doctrine américaine de la « guerre avec zéro mort », du partage des risques entre les alliés, et surtout faire le pari que des opérations de ce type ne vont pas remettre le feu

aux poudres dans un enchaînement de représailles et contre-représailles.

« Notre objectif, maintenant, est de créer un tel sentiment d'insécurité chez les personnes recherchées qu'elles préfèrent se livrer d'elles-mêmes au tribunal », fait-on encore observer à la centrale de l'Alliance. En clair, cela signifie que, dans les prochaines semaines ou les prochains mois, quelques opérations « coups de poing » contre des accusés plus vulnérables que d'autres pourraient avoir lieu afin de déclencher un hypothétique mouvement de reddition.

ÉLECTIONS DÉCEVANTES

Autre sujet de préoccupation pour les responsables de l'Alliance : l'évolution de la situation politique dans la République serbe. Le résultat des élections dans l'entité serbe de Bosnie a été décevant pour la communauté internationale, qui n'avait pas ménagé son appui à Biljana Plavsic et à ses amis de Banja Luka, crédités d'une plus grande loyauté vis-à-vis de Dayton que les ultranationalistes de Pale. Ni l'une ni l'autre des factions n'a pu obtenir la majorité absolue dans le nouveau Parlement de la République serbe. Plus, il semble, à quelques jours de la réunion de ce Parlement, que les déficiences se fassent dans le sens des gens de Banja Luka allant vers ceux de Pale, alors que Robert Prowick, le délégué de l'OSCE en Bosnie, avait imposé un scrutin uninominal dans l'espoir que le mouvement se ferait en sens inverse. Biljana Plavsic elle-même

revient à des prises de position plus « dures » sur la question des emblèmes communs, comme les passeports ou les immatriculations automobiles qui restent différents pour les Croates, les Serbes ou les Musulmans.

Maintenir les objectifs de Dayton (une Bosnie unitaire composée de deux entités, le retour des réfugiés, l'arrestation des criminels de guerre) avec un effectif réduit de 30 000 à 15 000 ou 20 000 hommes, tel est le défi qui est posé aux hommes et aux femmes que la communauté internationale a délégués sur le terrain. Les plus sceptiques s'interrogent sur une logique qui permettrait de faire mieux avec moins de monde dans un contexte qui n'a pas fondamentalement changé. La fragilité des acquis est constatée par tous les acteurs : « On a pu voir que la police intégrée (croate et musulmane) de Mostar n'a pas mis plus de cinq minutes à reconstituer ses chaînes de commandement séparées lorsqu'il s'est agi d'enquêter sur l'explosion d'une voiture piégée », ironise-t-on amèrement au siège de l'Alliance. Quant aux militaires, ils voient d'un mauvais œil la mise en danger par des gestes inconsidérés de ce qu'ils considèrent comme un acquis dont le mérite leur revient, et pour quoi ils ont consenti des sacrifices : la cessation de l'état de guerre en Bosnie.

AVEU EN PRIVÉ

Plus fondamentalement, le doute commence à planer fortement sur la validité de l'analyse jugée viable l'existence d'une Bosnie unitaire et multithnique : « Tous ceux qui ont eu une expérience du terrain - Cyrus Vance, David Owen, Carl Bildt et les autres - ont acquis la conviction que la viabilité politique de cet État était une chimère. Que répondre aux Serbes, qui estiment être victimes d'une injustice fondamentale : être le seul peuple à qui il est interdit de se réunir », confiait récemment en privé un haut responsable français. « Mais, ajoutait-il, on ne peut pas le dire, car un tel aveu pourrait avoir des conséquences extrêmement néfastes sur le terrain... » On en restera donc, faute de mieux, à la mise en œuvre vaille que vaille des accords de Dayton avec, en tête, la maxime de Guillaume d'Orange : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. »

Luc Rosenzweig

cembre. Modifiant la taxation des retraits partiels opérés sur les contrats d'assurance-vie au cours des huit premières années, le gouvernement a porté à près de 30 % la ponction sur les intérêts générés par les sommes décaissées, et non, comme nous l'avons imprimé, « la ponction sur ces sommes » elles-mêmes.

PRÉCISION

DAVID ROUSSET

L'un de nos lecteurs, le docteur Marcel Faivel, nous rappelle que, contrairement à ce qu'indiquait Maurice Nadeau dans son texte « David Rousset, mon camarade » (Le Monde du 18 décembre), David Rousset n'a pas été déporté à Auschwitz, mais à Buchenwald (Le Monde du 16 décembre).

RECTIFICATIFS

CINÉMA À FLORENCE

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article « Des rencontres pour favoriser la coproduction transalpine » (Le Monde du 18 décembre), le critique Aldo Tassone, qui anime les Rencontres France-Cinéma de Florence, n'en est pas le créateur. Celles-ci sont effet dues à une initiative de l'institut français de Florence, en partenariat avec la ville et avec la région de Toscane.

FISCALITÉ

Une coupe malencontreuse a rendu fautive un passage de l'analyse sur la fiscalité de l'épargne, « Ajustements successifs et recherche d'une cohérence », publiée dans Le Monde du 24 dé-

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une ombre soviétique sur la Grèce

LA PROCLAMATION d'un « gouvernement de la Grèce libre » par le général Markos, chef des insurgés, ne constitue pas une surprise. Il en était question depuis six mois, plusieurs fois elle paraissait imminente. La personnalité des nouveaux ministres caractérise suffisamment leurs origines et leurs tendances. M. Joannides, vice-président du conseil, signa pendant l'occupation avec les communistes bulgares les accords de Petritsa, qui prévoyaient la cession de territoires grecs à la Bulgarie. M. Barzakas, ministre des finances, dirigea à Athènes la révolution communiste de 1944. M. Russo, ministre des affaires étrangères, fut condamné à mort par un tribunal militaire comme chef d'une mutinerie dans la marine.

Les rebelles commandent certains territoires sur la frontière

nord de la Grèce. Ils ont réussi à la rendre inhabitable, la plupart des habitants sont partis. Cependant ils n'ont jamais pu occuper d'une façon permanente aucune ville. Où se trouve leur gouvernement ? Ils ne le disent pas. Il est vraisemblablement ambulante, à moins qu'il ne soit installé en Yougoslavie, comme certaines informations tendraient à le faire croire.

En réalité, la formation du gouvernement Markos est une nouvelle manifestation de l'activité du Kominform. La phrase importante dans la proclamation publiée hier est celle-ci : « Représenter la Grèce démocratique à l'étranger et rétablir des relations amicales avec l'Union soviétique et avec les démocraties slaves des Balkans et de l'Europe centrale ainsi qu'avec les autres peuples démocratiques. » (26 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-48-03-78

INFORMATIQUE Avec 4,3 millions de salariés et 6,2 % du PIB américain, la high-tech est devenue l'industrie la plus importante des États-Unis, avec un chiffre d'affaires

de 866 milliards de dollars (plus de 5 000 milliards de francs). ● L'ÉLECTRONIQUE, l'informatique et, depuis 1992, particulièrement les logiciels sont devenus les principaux moteurs

de la croissance américaine. ● SI LA CALIFORNIE reste le berceau de la high-tech, New York revient en force. Au cœur de la métropole, à deux pas de Wall Street, une nouvelle industrie

est née : celle de la communication par Internet. ● DE NOUVELLES ENTREPRISES imaginent les utilisations qui peuvent être faites du média électronique et planétaire qu'est Internet.

En moins de dix-huit mois, 56 900 emplois ont été créés dans ce domaine dans la Silicon Alley de Manhattan, le double si l'on considère l'ensemble de la métropole new-yorkaise.

New York devient une plaque tournante de la high-tech

Plus de 2 000 entreprises spécialisées dans la conception d'outils de communication pour Internet sont implantées en plein Manhattan. 56 900 emplois ont été créés en dix-huit mois dans cette zone, déjà surnommée la Silicon Alley

NEW YORK

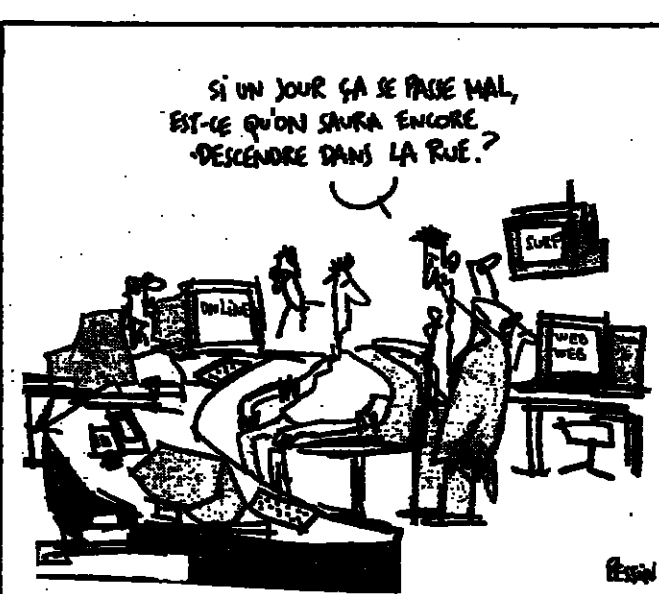
de notre correspondante

S'il faut un symbole de la capacité de New York à renouer de ses cendres, il se trouve au 55 Broad Street, à quelques pas de Wall Street et de la Bourse. Là, dans cet immeuble déserté dans l'infamie en 1989 par la firme Drexel-Burnham-Lambert et le roi des junk bonds, Michael Milken, bat aujourd'hui le cœur d'une nouvelle industrie poussée par Internet, qui n'a pas encore ses milliardaires mais offre déjà des taux de croissance à faire rêver les Bill Gates en herbe.

Cet ensemble de PME soviétiques nées dans des appartements ou aménagées dans des lofts du sud de Manhattan a été affublé du sobriquet de Silicon Alley, par référence à la Silicon Valley de la côte ouest. « Ridicule », commente l'un de ces jeunes entrepreneurs new-yorkais, qui préfèrent se regrouper sous l'appellation de « nouveaux médias ». Cette industrie naissante n'est effectivement guère comparable à la Silicon Valley, ni par sa taille, ni par ses revenus, ni par la nature de sa production : l'activité de la Silicon Alley est centrée sur le logiciel et le matériel informatique, tandis que les nouveaux médias produisent essentiellement le « contenu » dont se nourrit l'inter-

net. Sur la côte ouest, « ils créent les outils dont nous avons besoin », explique Ron Meekles, patron de Red Design Inc, société spécialisée dans la création de sites Web. Et nous, nous réfléchissons à ce qu'il faut en faire ».

Parmi ceux qui ont plutôt bien réagi, on trouve des gens comme Scott Heiferman, vingt-cinq ans, président-fondateur de I-Traffic, une société qui n'a pas tout à fait trois ans, déjà quarante employés et plus de 2 millions de dollars de revenus cette année. La mission de I-Traffic, c'est d'amener, par divers véhicules on line, le plus grand nombre possible d'internautes sur les sites Web de ses clients (Disney, CNN, CD Now) qui sont prêts à lui verser un demi-million de dollars par an pour cela. On trouve aussi Chan Suh, trente-six ans, d'origine coréenne (arrivé à seize ans aux États-Unis sans parler un mot d'anglais) et Kyle Shannon, trente-deux ans, cofondateurs d'Agency.com, qui offre aux entreprises de prendre en charge tout ou partie de leur communication sur Internet : American Express, British Airways, GTE, Apple et d'autres ont accepté. Créée en février 1995 « avec 80 dollars, deux personnes, deux ordinateurs et deux chiens », Agency.com compte aujourd'hui



230 employés et réalise un chiffre d'affaires de 18 millions de dollars. Et Chan Suh se lève tous les matins en se disant : « Aujourd'hui, je change le monde ».

« Changer le monde », une expression que l'on entend beaucoup parmi les acteurs des nouveaux médias. Même si, reconnaissent-ils, la période d'or est passée, celle où, il y a à peine deux ans, des ga-

mins de vingt-deux ans pouvaient décrocher des clients comme Disney. Aujourd'hui, il y a trop de monde dans le circuit, mais ceux qui ont réussi peuvent se permettre le luxe de choisir leurs clients : « On ne fait ni le sexe ni le tabac, relève Chan Suh. La National Rifle Association nous a demandé de faire des choses pour elle, on a dit non ». Scott Heiferman, lui, dé-

daigne par exemple les sites qui vantent des détergents : « Ça c'est bon pour la télé, dit-il, mais vous n'avez pas envie d'être interactif avec votre lessive. Ce n'est pas comme ça qu'on change le monde ».

Pourquoi avoir choisi New York pour « changer le monde » ? Parce que New York « a toujours été au centre de la culture et de l'édition, avec en même temps une concentration de vedettes, de grands auteurs, de journalistes et de designers », relève Guy Garcia, dont la société, Digital City, s'apprête à lancer en janvier un magazine culturel de proximité à New York.

PETITS PRODIGES

C'est aussi le centre de la publicité et des affaires, et, selon un récent sondage, la moitié des entreprises américaines ont aujourd'hui un site sur le Web, essentiellement dans un but de marketing et de promotion. « Les gens essaient vraiment de comprendre ce que l'on peut faire avec Internet et comment on peut y faire de l'argent, or New York regorge de talents créatifs », observe Red Burns, surnommée « la marinière de Silicon Alley » en raison du nombre de petits prodiges qu'elle a formés à New York University, où elle dirige l'Interactive Tele-

communications Programme. Autre avantage de New York, les bonnes dispositions de ses habitants à l'égard des nouvelles technologies. Sur les dix millions d'abonnés que compte America Online, l'un des grands serveurs électroniques, un million se trouvent à New York.

Les conditions sont donc réunies pour l'éclosion des entreprises des nouveaux médias, qui ont été multipliées pratiquement par deux au cours des dix-huit derniers mois : selon un rapport réalisé en octobre 1997 par Coopers & Lybrand pour la New York New Media Association, leur nombre à Manhattan est passé de 1 175 à 2 128 pendant cette période, et le nombre d'emplois a augmenté de 105 %, pour atteindre 56 000 emplois créés. Dans l'ensemble de la zone métropolitaine de New York, le nombre d'entreprises de nouveaux médias frise désormais 5 000, avec quelque 105 000 emplois, qui pourraient sans doute être plus nombreux si la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne commençait à se faire sentir, et elles ont généré l'an dernier un revenu brut de 5,7 milliards de dollars (dont 2,8 à New York).

Le financement est timide : la capital-risque, qui a financé la naissance de tant d'entreprises de la Silicon Valley, commence seulement à percer ici. « La levée de fonds reste notre principal défi », reconnaît Laurie Schwab, directrice de la New York New Media Association. A trois ans, Silicon Alley commence à donner quelques signes de maturité : c'est surtout dans la vente et le marketing qu'elle crée des emplois, signe que ces PME dépassent le stade de la conception pour se lancer dans l'avenir commerciale. D'ici l'an 2001, projette l'étude de la New Media Association, « les revenus des nouveaux médias dépasseront ceux du câble, de la télévision, de la radio et de la musique sur disques ». Sous quelle forme ? « Les règles ne sont pas écrites », souligne Scott Heiferman. « Je ne crois pas qu'un autre médium puisse être conçu dans les trente ou quarante années à venir, mais celui-ci va être amélioré », assure Rob Mackler. En tout état de cause, comme le prévoit Chan Suh avec bon sens, « les nouveaux médias aujourd'hui, ce ne sont pas les vieux médias de demain. Ce sont les vieux médias de demain ».

S. K.

Sylvie Kauffmann

Le « citoyen numérique » est ouvert, confiant et optimiste

NEW YORK

de notre correspondante

Qui sont les consommateurs des technologies de l'information ? De dangereux marginaux, comme le jeune auteur de l'attentat d'Oklahoma City, Timothy McVeigh, qui communiquait sa haine sur Internet, des pédophiles gérant leurs futures proies sur leurs écrans, ou des professeurs Nimbus coupés de la réalité quotidienne ? Une étude approfondie réalisée par le magazine Wired et le Forum Merrill Lynch vient contredire ces images classiques en dressant le portrait d'une catégorie de population instruite, ouverte aux idées nouvelles, confiante dans l'avenir et résolument optimiste.

Intitulée « Le citoyen numérique » (The Digital Citizen) et menée auprès de 1 444 Américains, cette étude distingue quatre catégories d'individus, selon qu'ils ont recours ou non à un ou plusieurs modes de communication courants : le courrier électronique, un micro-ordinateur portable, un téléphone cellulaire, un beeper et un ordinateur à la maison. Les « superconnectés » sont ceux qui utilisent ré-

gulièrement ces cinq technologies (2 %), les « connectés » en utilisent quatre (7 %), les « semi-connectés » en consomment entre une et quatre (62 %) et les « non-connectés » n'ont rien du tout (29 %).

Première surprise : le citoyen numérique (qui comprend les trois catégories de connectés) participe à la vie civique et a une vision positive du système politique américain. 57 % des Américains connectés ont « une grande confiance » dans la démocratie, contre 48 % pour l'ensemble de la population et 42 % des non-connectés et se définissent à égalité comme républicains ou démocrates avec cependant une forte proportion d'indépendants (20 %). Les citoyens numériques professent aussi une foi inébranlable dans l'économie de marché, ce qui s'explique en partie par un niveau de vie fermement ancré dans les classes moyennes, avec un revenu annuel situé, pour la majorité d'entre eux, entre 30 000 et 80 000 dollars : 82 % des connectés possèdent des actions, des obligations ou des fonds mutuels. Ils sont jeunes, mais plus nombreux dans la tranche des 40 ans que dans celle des 20 ans, et les femmes

ont pratiquement rattrapé leur retard : 52 % des Américains connectés sont de sexe masculin, 48 % de sexe féminin ; les minorités ethniques n'ont, en revanche, pas rattrapé le leur, puisque 87 % des connectés sont blancs, seulement 5 % noirs et 4 % hispaniques.

LA LECTURE AUSSI

Signe que la technologie ne prospère pas au détriment de la vie littéraire, les connectés consacrent plus de temps à la lecture de livres que le reste de la population. Ils continuent à suivre l'essentiel de l'actualité dans les journaux et à la télévision, bien qu'ils aient peu de considération pour ces médias, en particulier la télévision. Mieux informés, ils sont beaucoup plus capables d'identifier telle ou telle personnalité du monde politique, des affaires ou de la culture que le reste des Américains. Ils n'attachent que peu d'importance à l'appartenance ethnique, sexuelle ou religieuse de leurs concitoyens : 79 % des connectés pensent qu'une main-d'œuvre diversifiée est plus productive, contre seulement 49 % des non-connectés. Ils sont

pour la peine de mort (75 %), comme le reste de la population, mais, à une majorité écrasante (71 %), favorables à la légalisation de la marijuana à usage médical.

S'ils ont confiance dans la démocratie, les citoyens numériques sont en revanche sceptiques sur les compétences de l'État et de la classe politique : pour eux, Bill Clinton, et réglementer l'Internet appartient à ses utilisateurs plutôt qu'à l'État. Mais la grande force de cette nouvelle catégorie sociale, résume l'étude, est sa confiance dans l'avenir, grâce à sa familiarisation avec la technologie. « Le changement est inévitable et les Américains connectés l'appréhendent comme une force qu'ils peuvent maîtriser » : sept connectés sur dix ont l'impression de maîtriser le changement, contre 19 % qui pensent qu'il leur impose le changement sans contrôle. Au sein de la population en général, seuls 52 % des Américains pensent maîtriser le changement, tandis qu'un tiers s'estiment contrôlés par le changement.

S. K.

Sylvie Kauffmann

Les nouvelles technologies, première industrie des États-Unis

NEW YORK

de notre correspondante

On savait le phénomène important, mais difficile à chiffrer. L'association américaine des industries électroniques (AEA, American Electronics Association) et la Bourse des valeurs Nasdaq de New York, où sont cotées de nombreuses sociétés du secteur high-tech, viennent de s'y essayer. Elles confirment les évaluations les plus spectaculaires : avec 4,3 millions de salariés et 6,2 % du PIB, l'industrie des nouvelles technologies aux États-Unis constitue désormais la première activité industrielle du pays.

Les auteurs de cette étude, Cybernation : l'importance de l'industrie des hautes technologies dans l'économie américaine, publiée fin novembre, ont travaillé sur la base de statistiques officielles couvrant la période 1990-1996. Dans un souci de fiabilité, l'AEA a décidé de limiter, pour ce rapport, l'industrie high-tech à trois secteurs d'activité : les produits de haute technologie, les logiciels et services informatiques, et les services de télécommunications. De même, pour s'harmoniser avec les chiffres du département fédéral du travail, l'AEA n'a pas pris en compte les emplois temporaires du secteur. Cybernation souligne le rôle mo-

teur de l'industrie high-tech dans le cycle de croissance économique américaine des années 90. Sa part du PIB est passée de 5,4 % en 1990 à 6,2 % en 1996. « Directement ou indirectement », observent les auteurs, les technologies de l'information et de l'électronique « affectent pratiquement tous les aspects de l'économie américaine ; des industries comme les transports et les services financiers en ont considérablement bénéficié ».

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Les effets de l'industrie high-tech sur l'emploi ont connu une nette accélération entre 1995 et 1996, période au cours de laquelle

250 000 d'emplois y ont été créés. Au début des années 90, c'est l'électronique et l'équipement informatique (hardware) qui ont le plus généré d'emplois, avant d'être détrônés en 1992 par les services informatiques et le logiciel. C'est d'ailleurs là que l'on trouve les emplois les mieux payés, même si l'ensemble des emplois high-tech sont très bien rémunérés : en 1996, le salaire moyen annuel dans les nouvelles technologies (49 600 dollars) a été supérieur de 73 % au salaire moyen dans le secteur privé américain (28 600 dollars). En réalité, avec un taux de chômage national de 4,6 %, les difficultés de recrutement sont même

devenues le problème numéro un pour la high-tech : pour 70 % des POC du secteur interrogés par Coopers & Lybrand dans le cadre d'une étude publiée en octobre à New York, la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée constitue le principal frein à la croissance de leurs entreprises, alors que 84 % d'entre elles ont besoin d'embaucher et qu'elles prévoient d'augmenter leurs effectifs de 20 % dans l'année. Pour Warren Martin, coprésident de l'Association nationale de l'industrie du logiciel, « cette pénurie de travailleurs qualifiés est en train de devenir un handicap de plus en plus lourd pour l'économie. Sans embauches supplémentaires, les entreprises ne peuvent pas s'agrandir indéfiniment ».

En 1996, selon Cybernation, le secteur des nouvelles technologies est aussi devenu le plus gros exportateur de biens manufacturés aux États-Unis. Ces exportations ont augmenté de 96 % entre 1990 et 1996 et ont totalisé l'an dernier 150 milliards de dollars (dont 36 milliards vers l'Union européenne, premier destinataire des exportations high-tech américaines), soit 24 % du total des exportations américaines.

S. K.

Plus de 4 millions d'emplois

Les nouvelles technologies se sont hissées au rang de première industrie américaine, avec 866 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1996 (plus de 5 000 milliards de francs), devant le bâtiment (569 milliards) et les produits alimentaires (464 milliards).

Les 4,3 millions d'emplois générés par le secteur high-tech se décomposent en 1,9 million d'emplois manufacturiers (soit 10,4 % des emplois manufacturiers américains, ce qui fait des nouvelles technologies le premier employeur industriel du pays, devant les textiles, la confection et l'automobile) ; 1,2 million dans les services ; et 1,1 million dans les services de télécommunications. Le nombre d'emplois de production manufacturière a décliné entre 1990 et 1994, en raison de la concurrence sur les prix et de l'impact de la technologie elle-même sur les processus de production, mais il a retrouvé une courbe ascendante depuis 1994.

Warburg détient 7,2 % de la CGIP

LA BANQUE helvético-britannique SBC Warburg détient 7,2 % du capital et 5 % des droits de vote de la CGIP holding des frères Wendel, présidée par le nouveau président du CNPF, Ernest-Anthoine Sellière, a annoncé, mercredi 24 décembre, le Conseil des marchés financiers (CMF). La CGIP n'a été informée qu'une fois l'opération faite. « Warburg avait déjà pris 2 % de la CGIP il y a un an, dit-on à la CGIP. Maintenant, c'est le deuxième actionnaire derrière la famille Wendel (qui en détient 52 % via Marine Wendel) ». La CGIP sous-évalue selon bon nombre d'analystes, peut offrir des perspectives de plus-values. Elle détient des participations importantes dans Valeo, Crown Cork et Cap Gemini. Le CMF a également annoncé que la SBC Warburg détenait 5,19 % du capital et 5,01 % des droits de vote de la société Gaz et Eaux, holding du groupe Lazard.

DÉPÊCHES

■ **BANQUE DE FRANCE** : l'intersyndicale de la Banque de France a annoncé, mercredi 24 décembre, la suspension comme prévu, à midi, du mouvement de grève de trois jours lancé lundi pour protester contre un projet de fermeture de 90 des 211 caisses de l'établissement, qui se traduirait, selon elle, « par la perte d'un minimum de 827 postes de travail ».

■ **GAZPROM** : le ministre de l'énergie russe, Sergueï Kirilenko, a déclaré, mercredi 24 décembre, qu'il était « catégoriquement contre » la vente de l'ensemble des parts de l'État dans le monopole gazier russe Gazprom, a rapporté l'agence Interfax. Le dirigeant du géant gazier russe, Rem Viakhirev, s'est prononcé récemment pour un désengagement de l'État dans le capital et au conseil d'administration de sa société.

■ **HOECHST** : le groupe chimique allemand a annoncé, mercredi 24 décembre, son intention de vendre son département de production de pénicilline, qui n'est plus rentable en raison d'une concurrence accrue. Cette mesure devrait concerner 300 à 400 emplois sur le lieu de production de Hoechst à Francfort.

■ **HONDA** : le constructeur automobile japonais a annoncé, mercredi 24 décembre, qu'il allait développer ses capacités de production en Amérique du Nord, visant 1,01 million d'unités produites en 2001, contre 790 000 aujourd'hui.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997

TECHNOLOGIES Hier encore, les réseaux de télécommunications qui ceinturent la planète se limitaient aux liaisons téléphoniques internationales et à la retransmission télé-

visée de quelques grands événements. ● **LA FORMIDABLE CROISSANCE** de la télévision directe et l'émergence du multimédia ont bouleversé ce paysage. Désormais, les satellites de plu-

sieurs tonnes placés en orbite géostationnaire (à 36 000 km d'altitude) doivent compter avec l'apparition d'engins beaucoup plus petits et très nombreux. ● **DES OPÉRATEURS PRI-**

VÉS financent ces constellations, qui tissent des réseaux aux mailles serrées, le plus souvent d'une orbite basse - moins de 2 400 km. ● **LES SIX PROJETS** principaux prévoient le lan-

cement de quelque 560 satellites au total. Le plus avancé d'entre eux, Iridium, de Motorola, dispose déjà de 46 engins en orbite et devrait entrer en service fin 1998.

Un réseau de 560 satellites multimédias pourrait bientôt quadriller la Terre

L'ère de l'information est préparée activement par des financiers privés qui prévoient d'investir plus de 200 milliards de francs dans six projets de constellations. L'américain Motorola a déjà lancé 46 des 66 engins de son système Iridium, qui devrait fonctionner dès la fin de l'an prochain

LE TEMPS n'est pas si loin où les télécommunications spatiales étaient l'apanage de quelques grosses organisations internationales, comme Intelsat - la plus ancienne et la plus célèbre -, Intersat ou Eutelsat. Quelques systèmes régionaux et nationaux s'ajoutaient à ces puissants réseaux pour interconnecter toute la planète. A 36 000 kilomètres d'altitude, en position apparentement fixe au-dessus de l'équateur, de gros satellites géostationnaires veillaient à la bonne marche des télécommunications mondiales.

De tels relais spatiaux existent toujours et existent encore longtemps. Le lancement réussi, di-

manche 21 décembre, du dernier satellite Intelsat par une fusée Ariane en témoigne. Intelsat 804, quatrième exemplaire de la huitième génération des Intelsat, est un monstre de 3,5 tonnes censé durer quinze ans. Et, si l'on en croit les experts, les prochaines générations devraient allègrement dépasser les 4 tonnes. Les liaisons internationales assurées par ce type d'engins - retransmissions d'émissions de télévision, téléphonie classique et numérique - ont encore de beaux jours devant elles.

Pourtant, le paysage a changé. Dans un premier temps, des compagnies privées, désireuses de se lancer aux côtés des grands institutionnels dans la télévision directe, se sont in-

teressées à l'orbite géostationnaire. Très vite, elles ont été suivies d'opérateurs privés plus turbulents, pleins d'idées nouvelles, qui secouent sérieusement le petit monde bien ordonné des télécommunications spatiales. Au début, leurs projets ont fait sourire. Faisant fi des habitudes des tenants de l'orbite géostationnaire, ils proposaient sans sourciller de coloniser l'espace bien plus près de la Terre, avec des nuées - des dizaines, voire des centaines - de satellites de petite taille, pour répondre aux besoins croissants du multimédia (voix, transfert de données, vidéoconférence, fax, messagerie, etc.). Leurs futurs terrains de jeu sont les orbites basses (LEO), de

700 km à 2 400 km d'altitude, et les orbites moyennes (MEO), entre 10 000 km et 21 000 km.

COURSE À LA PUISSANCE

Bien peu, au début, ont cru à ces ambitieux projets, tant la règle était la course à la puissance, à la durée de vie et, par voie de conséquence, au poids sans cesse plus élevé des satellites géostationnaires (GEO). Quant Bill Gates, annonçant qu'il envisageait de placer, avec son programme Teledesic, de 900 à 1 000 satellites en orbite basse, les spécialistes jaserent. Raillant le « manque de compétences » de ce nouveau venu plus spécialisé dans le

logiciel des micros que dans les activités spatiales, ils qualifièrent son projet de « pharaonique », prédisant un « réseau ingérable, des problèmes d'orbite et de fréquences ».

Les ricanements ont continué quand Bill Gates, à l'appât pour tant insaisissable, a revu son projet à la baisse. Aujourd'hui, Teledesic ne revendique plus que 288 satellites, dont le premier n'est toujours pas lancé. Mais d'autres projets moins médiatisés ont vu le jour. Le plus avancé d'entre eux, Iridium, poussé par les firmes Motorola et Raytheon, est déjà fort de 46 satellites de 689 kilos en orbite, dont cinq viennent d'ailleurs d'être lancés de la base californienne de Vandenberg. Si tout va bien, Iridium devrait être opérationnel à la fin de 1998 avec 66 satellites couvrant le globe d'un fin réseau, à 700 km d'altitude. Il offrira alors à ses utilisateurs de multiples services (voix, services de messagerie, transmission de données, fax).

D'autres projets témoignent de la vivacité de ce marché à naître. Les plus importants d'entre eux (environ 560 satellites à lancer) représentent quelque 200 milliards de francs d'investissements. Iridium, les Européens - par l'intermédiaire d'Alcatel Espace, dont le projet Skybridge est soutenu par Aerospatiale, Loral, Toshiba et Mitsubishi - ont dû batailler ferme pour se tailler une petite place au soleil et imposer leurs 64 satellites. Car, aux côtés d'Iridium, il y a aussi GlobalStar (56 satellites), ICO (12) - auquel TRW vient de s'associer après avoir renoncé à son projet Odyssey -, Teledesic (288) et Celestri (72, dont 9 géostationnaires).

L'utilisateur, c'est-à-dire le particulier, répondra-t-il favorablement demain à cette débâche de services ? Face à la croissance incroyable des télécommunications, on est tenté de répondre par l'affirmative. Reste qu'on peut se demander s'il y a place pour tout le monde. Un doute que semble confirmer la guerre des positions en orbite et des attributions de fréquences à laquelle se livrent les acteurs de cette nouvelle conquête spatiale, sous l'œil gourmand et résolu des vendeurs de services de lancement, soucieux de placer leurs fusées.

Communiquer de n'importe où et même en se déplaçant

AUJOURD'HUI, le réseau mondial de télécommunications ressemble à un tableau pointilliste. Impossible de l'utiliser en dehors des fameuses zones de couverture du radiotéléphone ou, de façon encore plus ponctuelle, sans recours à une prise téléphonique. Bien sûr, les zones urbaines regorgent de tels points d'entrée dans le réseau. Mais dès que l'on sort des villes et que l'on s'éloigne des grands axes routiers, les difficultés commencent. Pourtant, la France fait partie des pays très privilégiés : que dire de l'Europe de l'Est, de certains pays d'Asie ou, pis encore, de l'Afrique ?

L'irrépressible besoin de communiquer ne pourra pas, demain, tolérer de telles contraintes. C'est, du moins, le raisonnement des entreprises qui investissent des milliards de dollars pour construire un réseau spatial sans zones d'ombre. Téléphoner en toute liberté, consulter le courrier électronique à

partir de n'importe quel point du globe, naviguer sur Internet tout en circulant sur route, transformer l'automobile en bureau mobile et l'ambulance en hôpital roulant. Autant de besoins nouveaux qu'il s'agit de satisfaire avant d'entrer dans le vingt et unième siècle.

Bien sûr, les premières applications jouent la prudence. Worldspace insiste plutôt sur les pays du tiers-monde, et surtout de l'Afrique, pour convaincre de l'intérêt des cent chaînes numériques qu'elle ouvrira le 31 décembre 1999 à l'aide de trois satellites géostationnaires. Quatre milliards et demi d'auditeurs - chiffre astronomique - sont concernés. Mais le véritable pari sur l'avenir réside dans les constellations de satellites en orbite basse. Là, l'enjeu concerne le multimédia, c'est-à-dire le transfert d'informations à haut débit.

Au vingt et unième siècle, communiquer par la voix ou le texte sera aussi dépassé que

le télex ou le pneumatique aujourd'hui. Il faudra recevoir des images et, mieux encore, des images animées. Plus question de se satisfaire des balbutiements de la visioconférence et de ses insupportables fonctionnements saccadés. Internet, qui s'apprête à entrer dans l'ère de la vidéo, imposera le recours aux mêmes moyens. Et on peut se demander si le développement du télétravail ne repoussera pas les salariés loin du cœur des cités, là où les capacités du téléphone ne seront pas suffisantes pour acheminer le résultat du labeur quotidien.

La question que pose néanmoins la prolifération des satellites de télécommunications concerne leur harmonisation avec les réseaux terrestres. Ces derniers ne vont pas manquer de continuer à s'étendre et à augmenter leurs débits. Déjà, le câble se prépare à acheminer, en plus des programmes télévisés, la voix et Internet. Et la fibre-optique,

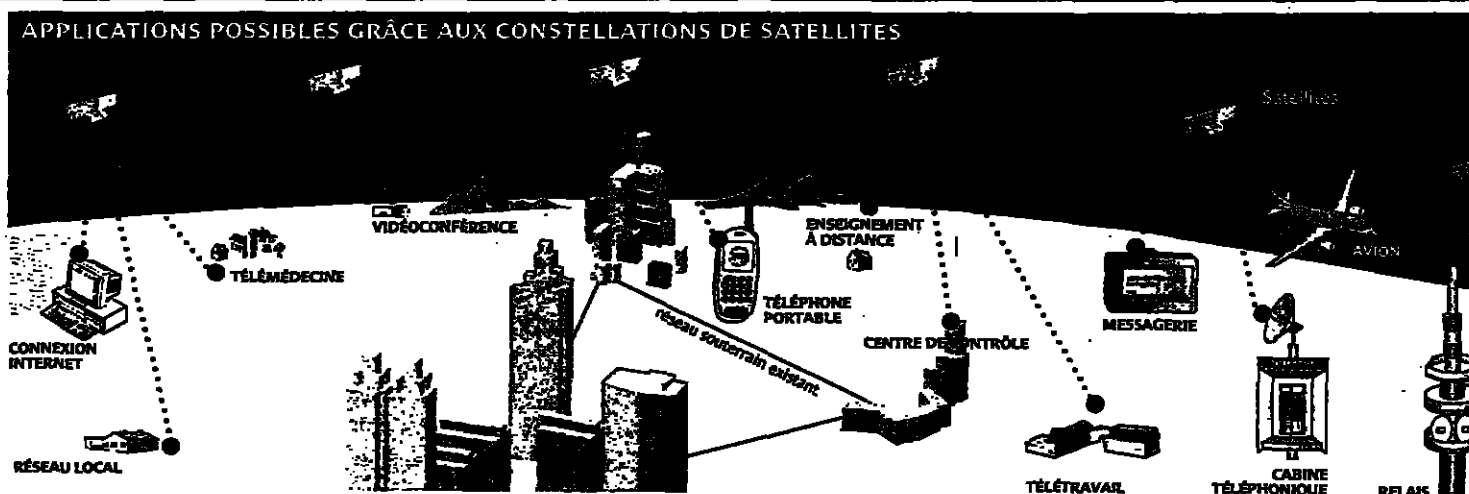
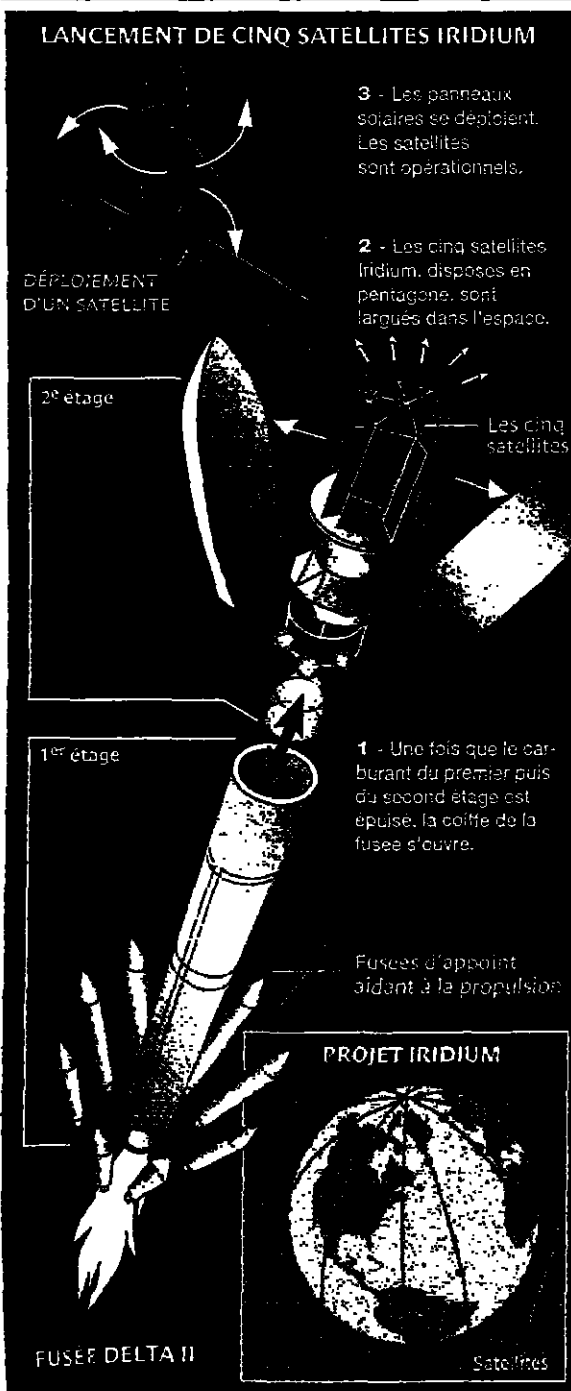
même si elle n'est pas près de desservir chaque foyer, joue un rôle de plus en plus important. Parallèlement, les constellations posent des difficultés techniques nouvelles, les multiples satellites qui les composent devant être capables de communiquer dans les deux sens avec le sol, mais aussi entre eux pour assurer une couverture planétaire.

Autre inconnue : la taille du marché. Certes, rares sont les technologies révolutionnaires qui ne trouvent pas leurs applications. Même s'il leur faut, comme dans le cas du disque compact, attendre plusieurs années avant de s'imposer. L'explosion des télécommunications a déjà commencé avec les téléphones portables. Se poursuivra-t-elle au point de rentabiliser tous les projets en gestation ? Personne ne peut répondre sans tenter l'expérience.

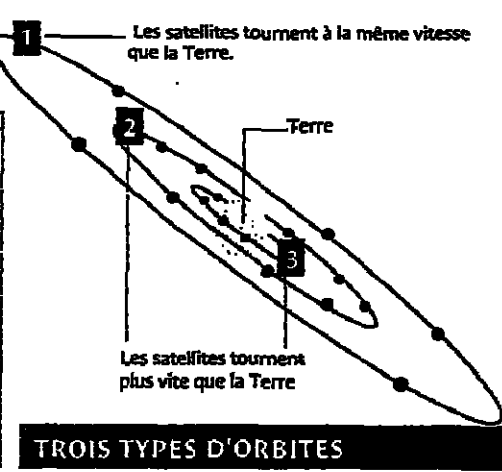
Michel Alberganti

Jean-François Augereau

Vers un monde de télécommunications sans fil



SIX PRINCIPAUX PROJETS :	CELESTRI	GLOBALSTAR	ICO	IRIDIUM	SKYBRIDGE	TELEDISIC
OPÉRATEURS	Motorola	Loral, Qualcomm, Alcatel, etc.	Immarcel, Hughes Space Telecom	Motorola, Raytheon	Alcatel, Loral	Bill Gates, Craig McCaw, Boeing
APPLICATIONS	Voix, données numériques, vidéoconférence	Voix, données numériques, fax	Voix, messagerie	Voix, messagerie, données numériques, fax	Voix, données numériques, vidéoconférence	Voix, données numériques, vidéoconférence
NOMBRES DE SATELLITES	63 en orbite basse + 9 en orbite géostationnaire	56 en orbite basse	12 en orbite moyenne	66 en orbite basse	64 en orbite basse	288 en orbite basse
ORBITES	1 407 km et 36 000 km	1 422 km	10 392 km	777 km	1 466 km	700 km
COÛT GLOBAL en milliards de francs	78	12	15,6	22,2	21	54
COÛT PRÉVU DE L'ÉQUIPEMENT POUR L'UTILISATEUR	A partir de 4 500 F	De moins de 6 000 F à 15 000 F	Quelques milliers de francs	De 15 000 à 18 000 F	3 000 F	Non communiqué



- ORBITES GÉOSTATIONNAIRES : 36 000 KILOMÈTRES**
 - **AVANTAGES :** Peu de satellites couvrant toute la Terre ; technologie bien maîtrisée.
 - **INCONVÉNIENTS :** Long temps de réponse (1/4 de seconde pour que le signal parte de la Terre, monte jusqu'au satellite puis redescende) ; coût généralement élevé.
- ORBITES MOYENNES : DE 10 000 À 21 000 KILOMÈTRES**
 - **AVANTAGES :** Temps de réponse relativement rapide (6 à 14 centièmes de seconde) ; une douzaine de satellites suffisent à couvrir la planète.
 - **INCONVÉNIENTS :** Assez peu si ce n'est le fait que les satellites, en nombre relativement restreint, passent beaucoup de temps à survoler les espaces « vides » comme les déserts et les océans.
- ORBITES BASSES : DE 700 À 2 400 KILOMÈTRES**
 - **AVANTAGES :** Temps de réponse ultra-rapide (5 à 16 millièmes de seconde).
 - **INCONVÉNIENTS :** Requiert plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de satellites pour quadriller la Terre.

Internet, visioconférence, messagerie électronique : à de rares exceptions près, les outils actuels de communication, même portables, sont obligés de faire appel à un câble par lequel transitent les informations. Demain, grâce aux constellations de satellites, toutes les données, numérisées, s'affranchiront de ce fil et prendront le chemin des cieux. Iridium est le projet le plus avancé puisque 46 satellites ont déjà été lancés, sur les 66 prévus. Son concurrent GlobalStar en enverra seulement 56, mais selon une disposition orbitale radicalement différente.

50 من راحل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997 / 11

Les liqueureux sont de la fête

Une tradition qui revient au goût du jour

DANS la Provence traditionnelle, jusqu'à la fin des années 60, l'approche du solstice d'hiver et des fêtes de Noël multipliait les échanges entre parents et voisins. Le calendrier associait la préparation de la pâte de coings, des gâtes à la fleur d'orange et celle du vin d'orange. Ces friandises et ce vin de dessert restaurant les mets les plus appréciés de toutes les réunions de famille et de toutes les fêtes. De Noël à Mardi gras. Les réceptions de la maisonnière venaient se confondre avec l'offrir le massépain et les *pan-coudoun* (pain au coing), sur fond d'arôme de l'orange. Quel parfumeur de Grasse restituera cette suavité embaumée du cœur de l'hiver, cortège conjugué de fragrances de fruits et de fleurs, auxquelles viendront s'ajouter celles, aériennes, de la cire et du miel pendant la confection des bougies, au temps précédant la Chandeleur ?

L'hospitalité commandait d'offrir des vins de fête, le vin d'orange et le vin de noix, confectionnés à la maison. Les châteauneuvis faisaient aussi, avec le jus des claires, une puissante mixture appelée *carthage*, issue de la fermentation interrompue de trois quarts de moût pour un quart d'alcool, que l'on appelait parfois le « sauté-chrétien ». A Beaumes-de-Venise, la tradition du muscat doux muté est restée vivante, et Rasteau produit encore un excellent vin doux naturel de grenache (Domaine de la Soumade). Selon la tradition, le premier échantillon servi à l'apéritif, le second avec les « treize desserts » de Noël.

La Provence connaissait bien d'autres vins aromatisés, celui de coing, un autre de myrte ou d'aspic de lavande. La noix, la pêche étaient également sollicitées. Vins cuits, vins de fermentation, ils relevaient du bon usage des herbes tel qu'on le pratique encore au jardin méditerranéen de Salomon, à Mane (Haute-Provence). On trouve encore aujourd'hui le vin d'orange, confectionné chez Baudouin à Forcalquier. Dans la maison liguée, comme revient le goût du vrai pastis, l'on remet à la mode les « ratafias ». Les recettes d'autan, baptisées écologiques, font florès. Faisons nous-mêmes le bitter, le

curaçao, que nous laisserons ensuite bonifier dans la cave, faute d'avoir connu ces senteurs ambrées imprégnant le tissu aromatique de la maison hivernale de leur note fleurie, de leur note d'orange. L'égarer, c'est la faute de ceux qui l'ont connu, il y a à peine une génération, ce vrai parfum de la Provence.

Aux Pays de la Loire étaient acquises les senteurs du cellier, aromatisées aussi, faites de pommes sur les cînes, des rayons du rucher qui attendaient leur saison et de l'odeur diffuse des tonneaux. Le vouvray moelleux était alors vin de fête. Tel aujourd'hui celui de Christian Chausard à Rochecorbon, ou bien celui de Pascal Delaleu (Vernon).

VAINCUS PAR L'URBANISATION

Entre le Cher et l'Indre existait un vignoble, le noble-joué, qui produisait un vin gris ou *œil-de-perdre*, issu de trois cépages, gris meunier, pinot gris ou malvoisie et pinot noir. Ce vin figurait à la table de Louis XI, dans son château de Plessis-les-Tours, avant de disparaître, vaincu par l'urbanisation, puis de renaître sur la commune d'Esves, voici une trentaine d'années. Autre vignoble disparu, celui de Tonnerre, autrefois plus célèbre que Chablis et remis à l'honneur par le maire de la ville, Henri Nallet, lorsqu'il était ministre de l'Agriculture. Emmanuel Dampé, avec une cuvée « Chevalier d'Eon », est le magicien de ce terroir oublié propice au cépage charbonnay.

A Vouvray persiste aussi la tradi-



tion des vins mousseux. Folklore du Front populaire, à l'Hotel du Nord d'Eugène Dabit, revu et corrigé par Marcel Carné, c'est la fête de toutes les liqueurs, de tous les apéros, et lorsque, las du « chambéry-fraisette » et autres aïes, l'on attaque les mousseux, c'est bien sûr pour les « fêtes », le champagne étant réservé aux grandes occasions. L'ouvidier, et fier de l'être, appréciait le mousseux. Redécouvrons le pétillant *cardon*, vin du Bugey de chez Pineau. Sa fermentation est interrompue de façon à conserver quelques sucres résiduels. On met le vin en bouteille, où se produit une seconde fermentation. Après trois mois, il est filtré sous pression et placé dans sa bouteille définitive.

A Gaillac, une méthode semblable est employée pour les *peris*. On y fabrique aussi le *moût*, un vin blanc sec traditionnel obtenu en conservant, à la mise en bouteille, un peu du gaz carbonique de la fermentation malo-lactique. Ci-

tons encore le manzac, à l'inimitable saveur de coing muté, cépage unique de la blanquette de Limoux, le vin pétillant le plus vieux de France, bien antérieur au champagne, qu'appréciait Froissart en 1388. Gardons-nous d'oublier aussi la clarette de Die, qui figure nécessairement sur la table des « treize desserts » de Noël en Provence intérieure.

A Strasbourg, l'arbre de Noël date des années 1600. Marchands et voyageurs l'emportent aux foires de Nuremberg et dans toute l'Allemagne, où il connaît un triomphe. L'Alsace a fourni l'essentiel de la célébration de Noël en Europe. Aujourd'hui encore, le sapin vert et illuminé reste un arbre de vie, celui qui ne meurt jamais. Il annonce le paradis et le retour de l'âge d'or. *Brewerke* et *Lebkuchen*, pains aux fruits secs et aux épices, marquent la célébration de Noël et s'accompagnent de l'une des plus somptueuses bouteilles du Domaine Marcel Deiss, Falkenberg-berghem 1991, alsace grand cru, une vendange tardive de gewürztraminer.

Les pétillants sont pour d'autres fêtes, plus lointaines, plus provinciales. Autres temps, autres mœurs, le vouvray était vin de roi du temps de Balzac et de l'illustre Gaudissart. Vins d'orange, pétillants, vins mutés, vendanges tardives, vins que l'on dirait presque oubliés. Ils sont cependant de chamanisme moderne et d'homme moderne.

Jean-Claude Ribaut

La tradition provençale des treize desserts

Les desserts de la Provence étaient les produits de la ferme. Les fruits préservés venaient de la remise, pommes parfumées, poires musquées et grappes de raisins dorés et fêlés. Les oranges fascinaient les pays nigols. Venaient ensuite les « mendians », par référence aux ordres religieux et à leurs robes de bure : noix et noisettes, figues séchées au soleil, amandes mûres et raisins secs. Quelques pruneaux également, avec les dattes et les cédrats confits. Le nougat était fabriqué à la maison, avec le miel et les amandes. L'on trouvait aussi les pâtes de fruits ou confitures solides de coings, de pastèques, puis les châtaignes confites, biscuits et callous. Dans de grands plats étaient présentés les oreillettes, gâteaux dorés, saupoudrés de sucre en frimas.

Château de Nouvelles

La moitié des vins doux naturels de France provient de Rivesaltes. Leur succès était tel, avant guerre, qu'ils figuraient parmi les premières appellations d'origine contrôlée, en 1936. Le principe de vinification des «VDN» date du XIII^e siècle. Il est attribué à un médecin de la faculté de Montpellier, Armand de Villeneuve, qui imagina d'interrompre la fermentation par adjonction d'alcool pour conserver la douceur sucrée du raisin, ce qui donne le vin muté. Au château de Nouvelles, à Tuchan, se

perpétue l'antique tradition du rancio royal, au goût d'huile plus ou moins grande oxydation du vin. Il s'agit d'un rivesaltes AOC de quinze ans d'âge, issu de cépage grenache noir, vinifié en longue macération. Aucun collage ne vient en modifier la structure brillante, obtenue par simple décantation au fil des ans.

La première année, le vin est conservé en foudres de chêne de 200 hectolitres, sous une toiture exposée à une chaleur de 35 à 45 degrés pendant l'été. Une fois déposé de ses bûes, il est exposé pendant une année encore au soleil, mais cette fois dans des bombes de verre, ni hermétiquement fermées, ni

entièrement remplies, pour permettre sa contraction et sa dilatation. Le liquide, de couleur rubis profond, est alors soutiré dans des foudres de moindre importance (90 hectolitres), situés dans une cave, à l'abri de la chaleur, où il passe quatre ans avant de rejoindre des foudres de plus en plus petits, de 16 à 20 hl, puis, au bout de dix ans, dans des contenants de 10 à 12 hl. On arrête alors le processus d'oxydation : les foudres sont protégés de la chaleur et remplis, chaque année, avec des vins plus jeunes de même type et de même sève ; c'est la technique de l'ouillage. Ces longues années d'échange avec le

bois, dont la dernière livraison de l'Amateur de Bordeaux nous rappelle toute l'importance, confèrent au vin un bouquet de réduction d'arômes tertiaires qui, un moment, évoquent l'enveloppe de noix. Avant la mise en bouteille, le vin est stabilisé par réfrigération et filtration. La robe de ce vin, rubis foncé, parfois flamboyante avec des nuances de vert, évolue vers des teintes de topaze brûlé. On dit qu'il est tuilé. Lorsque la vinification est à son apogée, le vin développe des arômes de fruit vanillé, des notes grillées, un nez de torréfaction. La patine des ans fait le velouté et l'ombrage de ce vin authentique.

A une température de 15 à 18 degrés, il convient à l'apéritif, et accompagne les fromages bleus, les gâteaux secs, le chocolat. Avec le fole gras en conserve traditionnelle, il faudra le servir plus frais (12°C). Son caractère soyeux et légèrement liqueux s'accommode fort bien des oreillettes et du gâteau aux noix. C'est un vin de Noël, un vin de fête !

J.-C. Rt

★ Château de Nouvelles, Daurat-Fort, viticulture, 11350 Tuchan. Tél. : 04-68-45-40-03. Téléphone : 04-68-45-49-21. Prix : 95 F (par 24 hl.)

DISPARITIONS

Jacques Fabbri

Un homme de théâtre formé à l'école du cabaret.

LE COMÉDIEN, metteur en scène et chef de troupe français Jacques Fabbri est mort à Tougeville (Calvados), mercredi 24 décembre, à l'âge de soixante-deux ans. Acteur comique, Jacques Fabbri, de son vrai nom Jacques Fabbriotti, qui avait été formé à l'école du cabaret, reconnaissait avoir été marqué par la tradition latine du Piccolo Teatro de Milan, par la technique de l'Opéra de Pékin et les spectacles poétiques de Jacques Cocteau.

Né le 4 juillet 1925 à Paris, il commence par suivre les cours des Arts décoratifs puis entre à l'école du Vieux Colombier en 1947, où il débute l'année suivante dans *Lucienne et le boucher*, de Marcel Aymé. Il rejoint ensuite les compagnies de Marcel Marceau et de Georges Vitaly où il participe à la création des auteurs de son temps, Audubert, Schéhérazade, Bréal et Hantouze. En 1953, il fonde sa propre compagnie qui révèle les fantaisistes Raymond Devos et Claude Piépu et qui rencontre le succès avec *Les Hussards*, *La Ramille Arlequin*, *La Grande Oreille*, *La Jument du roi*, *Un Chapeau de*

paille d'Italie, ou encore *Je veux voir Moussov*. Directeur du Centre dramatique du Sud-Est, en 1963-1964, Jacques Fabbri multiplie ensuite les mises en scène de théâtre, d'opéras, d'opéras-comiques ainsi que des interprétations de pièces du répertoire ou contemporaines.

Il était apparu sur le grand écran dans *Rendez-vous de juillet*, *Les Grandes Manœuvres*, *La chatte sort ses griffes*, *La Belle Américaine*, *La Femme fardée*, et sur le petit dans plusieurs séries. Il fut notamment l'espion de Napoléon dans *Schulmeister*. Jacques Fabbri devait repartir en tournée à l'automne 1998 avec une production de *La Nuit des rois*, de Shakespeare.

■ TOSHIO MIFUNE, acteur, est mort mercredi 24 décembre dans un hôpital de Tokyo, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il avait acquis une notoriété internationale grâce à ses rôles dans *Rashomon* et dans *Les Sept Samouraïs*, deux films du cinéaste Akira Kurosawa dont il fut l'acteur fétiche, et à la série télévisée *Shogun*.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— Benoît Ducos-Adier, son fils, Colère Ducos-Adier, son épouse, Marie Ducos-Adier, sa belle-fille, Nathalie, Fabien et Bénédicte Ducos-Adier, ses petits-enfants. Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Robert DUCOS-ADIER, professeur émérite à la faculté de droit de Bordeaux, avocat honoraire, président de l'Association des avocats honoraires de la cour d'appel de Bordeaux, commandeur des Palmes académiques

survenu à Bordeaux, le 21 décembre 1997, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le 23 décembre, en la basilique Saint-Seurin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Claire Martin et ses enfants, M. et M^{me} André Martin et leurs enfants, M. et M^{me} Yves Martin et leurs enfants, M. et M^{me} Miranda et leurs enfants, font part du décès de

M. Charles MARTIN, dans sa quatre-vingt-dixième année, le 17 décembre 1997.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

AU CARNET DU « MONDE »

— Claire, Joël et Hélène, ses enfants, Nicole, Anne, Xavier, Nathalie, Muriel, Eric et Enzo, ses petits-enfants, Adrien et Angèle, ses arrière-petits-fils, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Julienne LEBOUCHER-MOUNIN,

survenue le 24 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'inhumation, à La Salvetat-sur-Agout (Hérault), le 27 décembre, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'amical UTA a la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques STEPHANO,

survenu le 23 décembre 1997.

Les obsèques auront lieu le samedi 27 décembre, en l'église de Fay-aux-Loges (Loiret) à 11 heures.

Une messe de souvenir sera célébrée en janvier.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Remerciements

— M^{me} Raoul Chantot et sa famille, très touchées par les marques d'estime et d'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de

docteur Raoul CHANTOT,

vous exprimant leurs très sincères remerciements.

Anniversaires de décès

— Le 26 décembre 1987, il y a dix ans,

Anastol MASLOV

disparaissait brutalement, à l'âge de trente-six ans.

Catherine demande à ceux qui l'ont connu et aimé de garder vivant le souvenir de son sourire.

« Et ton ombre, couleur de pluie, Que le vent chasse à chaque pas, Ton ombre se perd dans la nuit Mais je la sens tous près de moi... »

— Le 26 décembre 1997,

Aby WIEVORKA

nous quitte.

Sa famille, ses amis, pensent à lui.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

Soutenances de thèse

— Marie Darrieussecq et sa famille, a soutenu sa thèse de doctorat en Littérature française, « Moments critiques dans l'anthropologie contemporaine (Michel Leiris, Georges Perec, Serge Doubrovsky, Hervé Guibert) », le mardi 17 décembre 1997, à l'université Paris-VII-Denis-Diderot.

Le jury, composé des professeurs Marc Dainoff (Paris-III), Claude Burgelin (Lyon-II), Michel Constat (CNRS), Jacques Lecarme (Paris-III) et Francis Marmande (Paris-VII), directeur de recherche, lui a décerné la mention « très honorable » avec les félicitations, à l'unanimité.

— Laurent Guibéry a soutenu le 19 décembre 1997, à l'université Lumière Lyon-II, sa thèse de doctorant de sciences économiques sur le sujet « Fédéralisme fiscal et redistribution : fondements et enseignements du fédéralisme allemand ».

Le jury a décerné à Laurent Guibéry la mention « très honorable » avec ses félicitations à l'unanimité.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Averses et nuages

LA PERTURBATION pluvieuse qui nous concerne depuis deux jours évincera l'extrême sud-est en cours de matinée. De l'air plus frais et plus instable s'engouffrera sur le pays. Le ciel sera donc très chargé sur la plupart des régions avec de nombreuses averses et des rafales de vent. Sur les massifs montagneux, des averses de neige se déclencheront en dessous de 1 000 mètres.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera stable avec de nombreuses averses parfois orageuses. Le vent de sud-ouest à ouest soufflera jusqu'à 90 ou 100 km/h en rafales. Il fera entre 8 et 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages seront présents tout au long de la journée avec de fréquentes averses. Le vent d'ouest sud-ouest soufflera jusqu'à 80 km/h en rafales. Il fera entre 7 et 10 degrés.

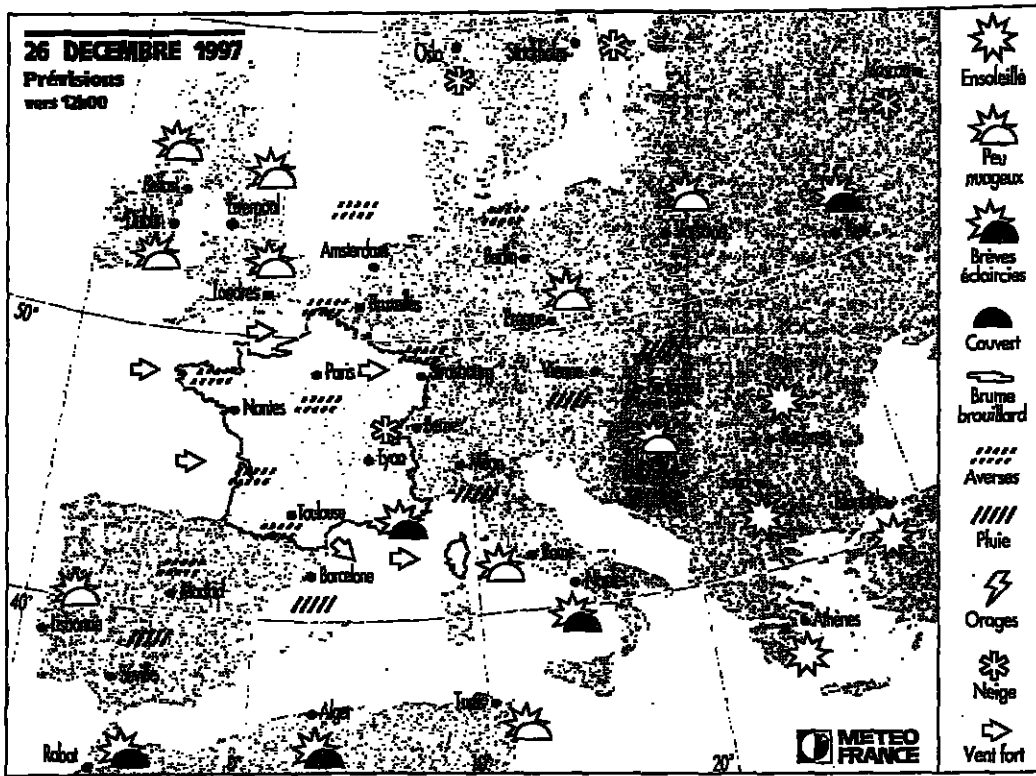
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps restera perturbé avec un ciel

très nuageux accompagné d'averses. Sur les Vosges et le Jura, il neigera au-dessus de 800 mètres. Les températures ne dépasseront pas 8 ou 9 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps sera médiocre avec un ciel très chargé et des averses. Les rafales de vent d'ouest atteindront 90 km/h le long des côtes. Il fera entre 10 et 12 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages et les averses seront au menu de la journée. Les rafales de vent atteindront 70 km/h. Sur les Alpes et l'Auvergne, il neigera au-dessus de 800 mètres. Les températures seront proches de 10 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le matin, le ciel sera couvert et faiblement pluvieux. L'après-midi, de belles éclaircies se développeront mais la tramontane et le vent d'ouest près des côtes varois souffleront jusqu'à 80 km/h en rafales. Il fera entre 12 et 16 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** Dès le 4 janvier, la compagnie Iberia assurera quatre vols directs par semaine, les lundis, mercredis, vendredis et dimanches, entre Madrid et Santiago du Chili, en Airbus A 340. Une correspondance rapide (une heure) est annoncée à Madrid, pour les passagers qui embarquent à Paris (départs à 20 h 30 d'Orly, arrivée à 8 h 50 à Santiago).

■ **HÔTELS.** Applicables dans les 30 hôtels Hyatt d'Asie pacifique ainsi qu'à Paris, Madrid et Murcia, Johannesburg, Istanbul et Casablanca, et au Mexique (Acapulco, Cancun, Guatemala, Villahermosa et Merida) et en Amérique du Sud (Buenos Aires et Santiago), les 53 offres « Great Deal » permettent de bénéficier, jusqu'au 28 février, de réductions pouvant atteindre jusqu'à 45 % des tarifs affichés. Renseignements au numéro vert 0800-90-85-29.

PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

France métropolitaine	Europe	Amérique	Asie	Océanie
ALGER 10/16 N	AMSTERDAM 6/8 P	ATLANTA 10/16 N	BANGKOK 25/34 N	BRISBANE 20/28 S
ALGER 10/16 N	ATHÈNES 7/10 P	BELLEVILLE 10/16 N	BANGKOK 25/34 N	BRISBANE 20/28 S
ALGER 10/16 N	BARCELONE 9/15 N	BELLEVILLE 10/16 N	BANGKOK 25/34 N	BRISBANE 20/28 S
ALGER 10/16 N	BELLEVILLE 10/16 N	BELLEVILLE 10/16 N	BANGKOK 25/34 N	BRISBANE 20/28 S
ALGER 10/16 N	BELLEVILLE 10/16 N	BELLEVILLE 10/16 N	BANGKOK 25/34 N	BRISBANE 20/28 S

24/28 N	22/30 N	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S

24/28 N	22/30 N	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S

24/28 N	22/30 N	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S

24/28 N	22/30 N	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S

24/28 N	22/30 N	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S
24/29 S	24/29 S	24/29 S	24/29 S

VENTES

Le marché de l'art termine l'année en beauté

L'hôtel Drouot annonce une hausse d'environ 12 % du montant du chiffre global par rapport à 1996, uniquement pour le secteur des œuvres d'art

LE MOIS de décembre s'achève sur une note optimiste pour l'ensemble du marché de l'art. A Paris, la reprise timide amorcée au printemps dernier s'est trouvée confirmée par les derniers résultats de vente, y compris ceux de tableaux modernes et contemporains, dont les cotes étaient demeurées fragiles ces dernières années. L'hôtel Drouot annonce une hausse d'environ 12 % du montant du chiffre global par rapport à 1996, uniquement pour le secteur des œuvres d'art. Très présents, les Américains ont acquis la plupart des pièces importantes.

Cette année, le clou de la saison française a été la vente des deux pièces phares de la collection Rouart, un pastel de Degas à 25 millions de francs et une toile de Gauguin, peinte aux îles Marquises en 1901, à 24 millions de francs. Récemment, des œuvres de moindre importance se sont négociées beaucoup mieux que ne le prévoyait leur estimation : *Tête de fou*, un bronze

de Picasso représentant Max Jacob (2,150 millions, estimé 1 million de francs), *Les Gravures d'Henri Matisse* (2,3 millions, estimé 1 million de francs).

Quelques enchères ont créé des surprises : 1,72 million pour une huile de Louis Valtat annoncée à 300 000/400 000 F, ou encore les prix étonnants obtenus par une série de Berthe Morisot présentées lors de la

Calendrier

Antiquités
● Nice (Alpes-Maritimes), Park Hotel, 6, avenue de Suède, du 26 au 28 décembre, de 11 à 20 heures, trente exposants, entrée 20 F.
● Eglisheim (Haut-Rhin), salle polyvalente, du 26 au 28 décembre, de 11 à 19 heures, trente exposants, entrée 15 F.
● Faye (Var), Le Grand Jardin, du 27 décembre au

4 janvier, de 10 à 19 heures, soixante-dix exposants, entrée 25 F.
Brocantes
● Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), avenue des Plantes, du 26 au 28 décembre, quatre-vingt exposants, entrée 10 F.
● Méribel-les-Alpes (Savoie), office de tourisme, du 26 au 28 décembre, quarante exposants.

Le mobilier courant atteint tout juste les siennes. Le goût du public a évolué, préférant par exemple une pièce Empire de qualité à une production médiocre du dix-huitième siècle, ce qui n'était pas le cas avant la crise.

Au dernier trimestre, la meilleure enchère est allée à une commode Louis XVI en acajou à deux portes, estampillée Weisweiler, adjugée 5,5 millions de francs sur une estimation de 700 000/800 000 F. Parmi les plus beaux meubles figure un bureau Louis XVI à gradins, également de Weisweiler (960 000 F), un bureau de pente mouvementée en marqueterie de Hache fils à Grenoble, d'époque Louis XV (850 000 F), une paire de marquises Louis XVI en bois doré sculpté, portant la marque au feu du château de Versailles (700 000 F). Pour le mobilier Empire, signalons un salon en acajou composé de seize sièges (205 000 F).

Des objets d'art et des curiosités de toutes sortes ont connu un ac-

cueil enthousiaste. Une Matra de 1974 s'est vendue 4,5 millions de francs, ce qui constitue un des plus hauts prix de sa catégorie depuis 1994 (après des hausses fulgurantes, les automobiles de collection avaient chuté brutalement). Une émouvante lettre d'amour de Bonaparte à Joséphine, écrite en 1796, a été poussée jusqu'à trois fois son estimation par un acheteur américain. Un diamant de 16 carats, qui provenait probablement des mines indiennes de Golkonde, monté en clip par Cartier, a atteint 4,1 millions. Une rareté numismatique, un statère d'or à l'effigie et au nom de Verdingsthor, a été adjugé 400 000 F et une pièce de 8 louis d'or frappée par Louis XIII en 1640, 310 000 F.

1997 marque sans doute la fin du monopole des commissaires-priseurs français, qui se retrouveront en concurrence directe avec les Anglo-Saxons à partir de l'année prochaine.

Catherine Bedel

DÉPÊCHES

● **Bibliothèque.** L'étude Plassa a dispersé, le 22 décembre, une bibliothèque consacrée aux livres galants et curieux, qui comprenait plus de six cents lots et un très bel ensemble de reliures. La première édition de *Point de lendemain*, de Dominique Vivant Denon, publiée en tout petit nombre et non commercialisée, s'est vendue 50 000 francs. L'édition originale de *l'Histoire amoureuse des Gaules*, de Bussy-Rabutin, 18 000 francs.

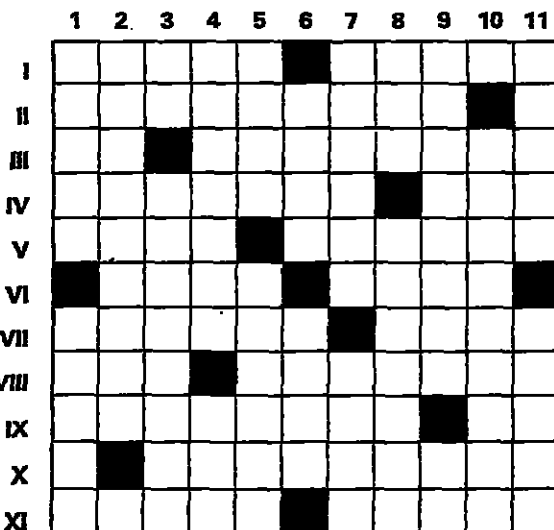
● **Salon des antiquaires à Cannes.** Quatre-vingt antiquaires français, belges et italiens sont réunis du 27 décembre au 4 janvier au Palm Beach de Cannes. Réputé pour présenter des meubles et des objets de qualité, ce Salon propose l'assistance de deux experts pour guider les acheteurs dans leur choix. Il est ouvert sans interruption pendant la période des fêtes.

● **Cadeaux de dernière minute.** La maison Gillet, spécialiste des bijoux anciens, propose, pendant toute la durée des fêtes, une sélection de bijoux en or, accessibles à partir de 800 francs : bagues d'époque romantique avec de petites perles fines (1 000 francs), boutons de manchette (700 à 1 000 francs), grand choix de chaînes entre 1 000 et 2 000 francs. Pendentifs à partir de 600 francs. Gillet, 19, rue d'Arcole, 75004 Paris, tél. : 01-43-54-00-83.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97288

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 € min).



HORIZONTELEMENT

1. Se retrouvent en pièces. Part du cœur. - 2. Des bulles pour les fêtes. - 3. Interjection. En voilà un que l'on n'a pas envie d'avoir à sa table. - 4. Posée contre le mur. Entrent en dormant. - 5. Difficile de reconnaître le sien. Couché sur le papier. - 6. Comme une saucisse bien prise. Entre la Méditerranée et l'étang de Thau. - 7. Pour le dressage et le plaisir. Tûre sur les extrémités. - 8. Abrégé la suite. Ouvre des horizons sauf quand elle est surveil-

lée. - 9. Peut atteindre la folie. Rayons dangereux. - 10. Malsain. - 11. Supposé. Font le ménage à l'intérieur.

VERTICALEMENT

1. Son pouvoir est un problème de moyens. Cru fameux. - 2. Comme un bonbon de Noël. - 3. Possessif. Deux pils bout à bout qui ne font que de la mauvaise musique. - 4. Convient mieux à la fleur qu'à la jeune fille. S'accroissent avec le temps. - 5. Bout de film. Une maison

ouverte à tous... en principe. - 6. Nous a laissé un bec. Continent retourné. - 7. Approuvés. Des bouillottes qu'il faut avaler. - 8. Jamais dépassé. Mise à l'ombre. - 9. Remettre en circulation. A quitté la rue de Richelieu. - 10. Dépôt de couche. - 11. Bave comme un cheval. Massif auvergnat.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97287

HORIZONTELEMENT
1. Apéro. Cépée. - 2. Mémoires. - 3. Urrs. Nais. - 4. Sélectionné. - 5. Ene. Rem. Ten. - 6. Gosse. Avent. - 7. Ue. Image. Cl. - 8. VIII. Elogie. Imée. - 9. UNR. Nie. - 10. Lirai. Envol. - 11. Ers. Eté. Ere.

VERTICALEMENT
1. Amuse-gueule. - 2. Père Noël. - 3. Emules. Ours. - 4. Rose. Signa. - 5. Or. Crémère. - 6. Acta. - 7. Cn. Imaginée. - 8. Edno (ronde). Venin. - 9. Puante. Név. - 10. Emence. Or. - 11. Essentielle.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gomboust, 94852 Ivry cedex. Directeur général : Stéphane Cornu. 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-25. PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION N° 46

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

Degas sculpteur

A LA MORT d'Edgar Degas, environ cent cinquante statues en cire ont été retrouvées dans son atelier. Soixante-treize d'entre elles ont alors fait l'objet d'une édition en bronze. *L'Ecolière* ne figurait pas parmi les œuvres retenues pour ces éditions et ne demeure que sous la forme de ce plâtre, sans doute posthume lui aussi, et très proche de la cire originale puisque, dans le processus d'édition, l'étape du plâtre précède celle du bronze.

Degas n'avait exposé de son vivant qu'une seule statuette *La Petite danseuse de quatorze ans*, à l'occasion de l'exposition impressionniste de 1881, et n'avait jamais voulu faire éditer ses figurines. La technique de la fonte à la cire perdue, procédé répandu au XIX^e siècle, permet l'édition en série de petits formats, sous la forme d'une fonte pleine, et de grands formats, sous la forme d'une fonte

creuse. Dans le cas de la fonte creuse, le fondeur place à l'intérieur du moule une structure en matériau réfractaire et le bronze est coulé entre le moule et cette structure, qui sera ensuite retirée et qu'on appelle :
■ Un évan ?
■ Un noyau ?
■ Une verse ?

Réponse dans *Le Monde* du 2 janvier
Solution du jeu n° 45 publié dans *Le Monde* du 19 décembre : Le terme de « réalisme » est apparu pour la première fois en 1850 sous la plume de Champfleury. Louis Leroy avait « baptisé » l'impressionnisme et Edmond Duranty est l'auteur de *La Nouvelle Peinture*, texte publié à l'occasion de la seconde exposition du groupe impressionniste, en 1876.



Edgar Degas (1834-1917)
L'Ecolière (vers 1880)
Plâtre, 29,3 x 12,7 x 15,6
Paris, Musée d'Orsay

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997

RELIGION
« Vers une théologie
chrétienne
du pluralisme
religieux »
de Jacques Dupuis
page 20

WALLACE STEVENS
page 17

Un nouveau salut
accordé aux écrits
apocryphes, premiers
textes de l'ère
chrétienne, écartés
par l'Eglise

Rentrée des classes à Nazareth. Zachée, l'instituteur, place juste devant lui le plus jeune des élèves, Jésus.

Joseph, le père de l'enfant, dirige une menuiserie. Zachée lui a proposé de prendre Jésus à l'école. *« Ce ne sera pas, pour vous, une petite croix »,* lui a dit Joseph. Zachée sait que Jésus n'est pas de tout repos. Samedi dernier il s'est assis par terre, au centre de la grand-place, et il s'est mis à sculpter des oiseaux d'argile : douze passereaux. Prévenu par les passants, son père accourt : *« Comment as-tu osé, le jour du sabbat ? »* Sans un mot, son fils clique les mains, les oiseaux s'envolent, il leur crie : *« Souvenez-vous de moi, vous aurai savez vivre ! »*

Il y a plus raide. Qu'un garçon, en jouant, le bouscule de l'épaule, Jésus lui dit : « *Finis pour toi !* », et l'autre tombe mort. Aux grandes personnes qui l'admonestent, Jésus répond : « *Je suis parmi vous, mais je suis autre que vous. Avant que vous naissiez, moi j'étais déjà.* »

Retour à l'école : « Nous commençons par l'alphabet, dit Zachée : alpha, bêta, gamma... Toi, Jé-

sus, veux-tu dire "alpha" ? » - « Alpha », dit Jésus. - « Bien, et maintenant tu dis "bêta" ? » - « Non », dit Jésus. - « J'ai mal entendu, dit Zachée, veux-tu répéter "bêta" ? » - « Non », dit Jésus, je suis ici pour apprendre ! Apprenez-moi ce qu'est alpha ! Pourquoi se prononce-t-il comme ça ? Pourquoi se dessine-t-il les jambes écartées, avec une tête pointue ? Pourquoi arrive-t-il le premier ? Qui a décidé tout cela ? Quand ? Faites ce pour quoi vous êtes là : enseignez ! Je ne passerai pas à bêta avant d'avoir appris alpha ! - Flanquez-moi celui-là de

brusquement, dit : « Je vais devant moi deux peuples, l'un en larmes, l'autre en joie. » Ne parle pas pour ne rien dire, tiens-toi plutôt droite sur ton tas ! », la grande Joseph, qui ne veut pas s'attarder. Mais un jeune garçon, très beau et somptueusement vêtu, barre la route. Il conduit Marie à l'entrée d'une grotte. Joseph, présentant les choses, court chercher une sage-femme. Marie tarde à entrer dans la grotte, tant c'est oisif, mais lorsque, enfin, elle se décide, c'est, dedans, l'illumination, presque aveuglante. Joseph revient, fait en-

trer la sage-femme. Jésus est né, et déjà il se tient debout. » *« Voici la sage-femme, dit Joseph à Marie, elle s'appelle Zahel, permets-lui de t'examiner, elle va voir si tout se passe bien, s'il ne te faut pas un médecin. »* Marie acquiesce. Zahel s'incline, se redresse, s'écrie : « Pas de sang, pas de douleurs, une mère vierge, et l'enfant est né ! » Elle s'enfuit. Une deuxième sage-femme, Salomé, est appelée. Elle se penche sur Marie, *« lui met le doigt dans sa nature »*, comme écrit cet évangéliste, et ne peut que confirmer.

« C'est si soudainement que Marie, Jésus et Joseph quittent la grotte, au sol un peu dur pour le nouveau-né, et se réfugient dans une étable. Ils y trouvent deux occupants, un âne et un boeuf, qui, voyant l'enfant, se mettent à genoux. Les Rois mages ne sont pas là, ils l'annoncent que trois ans plus tard : ils viennent de loin. (La crèche, tous figurants compris, n'a été inventée que vers 1200, le plus probablement par François d'Assise.)

Pseudo-Matthieu raconte la fuite en Égypte. Dans les sables, de derrière les dunes, accourent tout à coup guépards, lions, loups, léopards... « et toutes sortes d'autres bêtes sauvages » : Marie est terrorisée. Jésus, qui n'a pas deux ans, marche à leur rencontre. Joseph veut l'en empêcher : « Qu'ils me dévorent plutôt que l'enfant et moi à Marie... — Cesse de me traiter d'enfant, dit Jésus, j'ai toujours été un homme mûr. » S'approchant aussi des bœufs, attelés à des charrettes. Loups et jaguars, ensemble, chargent les bagages sur les charrettes, et les lions prennent les rênes. Des rhinocéros tracent la piste. Des tigres assurent l'arrière-garde.

Le Livre de Barthélemy relate le voyage de Jésus aux Enfers, quand il a quitté le tombeau. La Mort



Représentation de la Sainte Famille dans la crypte de l'église Saint-Victor à Marseille (IV-V^e siècle)

court à gauche, à droite, demande :
« Où est donc cette âme récemment
sortie de son corps ? Voilà deux jours
que je la cherche, et je ne la trouve
pas : jamais cela ne m'est arrivé ! »
L'une des choses étranges des

Evangelios « admis » est une certaine froideur que Jésus témoigne à sa mère. Rien de tel dans les *Apocryphes*. Dans les *Actes de Pierre*, Jésus n'a que louanges pour sa mère, qui « m'a enfanté hors de sa matrice alors que j'étais dans son ventre avec les chérubins et les séraphins », et, dans les *Questions de Barthélémy*, il dit :

« O ventre maternel, plus vaste que l'infini des cieux ! O ventre spirituel, qui as contenu celui que les sept cieux ne peuvent pas contenir, qui l'as tenu comme si de rien n'était !... Salut à toi, ma mère ! Salut à toi,

mon arche sainte, toi qui as porté la vie du monde ! Salut à toi, ma mère, ma maison, mon refuge, mon trésor de perles, l'arche des fils d'Adam ! O ma mère, je te le dis : qui t'aime aime la vie ! »

Lao-Tseu a dit : « C'est parce que nous ne pouvons comprendre que nous nous efforçons de figurer. » Ainsi peuvent être luës les légendes et images des *Ecrits apocryphes*. Les préfaciers de « *La Piélade* » nous disent que ce ne sont pas « des récits historiques mais des témoignages missionnaires ». Aux lecteurs de se

Cha

mettre en chemin, vers ce que l'Evangile selon Marie appelle « la fine pointe de l'âme ».

**ÉCRITS APOCRYPHES
CHRÉTIENS**
Tome 1
Édition publiée sous la direction
de François Bovon
et Pierre Geoltrain.
Gallimard,
coll. « Bibliothèque
de La Pléiade »,
1 858 p., 395 F. jusqu'au 31 janvier,
450 F ensuite.

« Délestés » du genre policier, deux recueils de nouvelles pour découvrir un autre visage du romancier

UNE MESSE EN PRISON.
Nouvelles, tome 1,
LE PARADIS DES CÔTES DE
PORC
Tome 2
de Chester Himes.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Lili Sztajn,
Gallimard, 378 p., 145 F et 310 p.,
135 F.

Les plus grand plaisir de voir édités en français la collection la plus complète à ce jour des nouvelles de Chester Himes dépasse la simple manie du bibliophile. Assemblées une à une, ces soixante-deux nouvelles, écrites entre 1933 et 1978, dessinent une cohérence qui pourrait presque prêter à sourire. La seconde nouvelle publiée par Himes s'appelle « Son dernier jour » et la dernière « La Vie éternelle ». Autant dire que l'on peut dire d'une chose à son contraire : d'un écrivain qui ressemble au démon de « Son dernier jour » à passer cause, puisque Himes a passé sa vie et est demeuré un écrivain de l'état d'Ohio, pour un vol à main armée, où il a écrit une « errorie arrêtée » des nouvelles,

publiées à l'époque par *Esquire*, pour des lecteurs qui ignoraient la couleur de peau de Himes -, au pianiste de « La Vie éternelle » venu assister à l'enterrement de sa femme qui vient de se suicider. Après s'être plié au cérémonial en vigueur, ce dernier presse le pas en descendant dans la rue, s'enfonce dans la nuit, car il lui reste quarante minutes pour boucler sa valise at-

traper l'avion pour New York et donner son spectacle pour éviter de voir son contrat dénoncé. Au bout de sa vie, Himes n'était plus un écrivain maudit, pour qui chaque texte était le dernier et, comme ce pianiste, il avait su décrocher des contrats et se faire un nom.

La célébrité ne sert à rien, mieux vaut se saouler, explique en substance le pianiste de « La Vie éternelle ». A la peur de Himes de ne jamais être lu, publié, reconnu, discuté, remis en cause s'était substituée une attirance pour le néant. Le désir de casser ce gigantesque Mécène littéraire qu'il avait patiemment bâti durant plus de quarante

ans. « Je voulais lui dire ce que je pensais exactement de ce mot, exclu. (...) Je voulais lui parler de l'expression gênée sur le visage des Blancs quand ils apprennent qu'un Noir est mort en héros pour ce pays ; lui dire combien ils sont embarrassés de ne pouvoir l'exclure dans la mort comme ils l'ont fait durant toute sa vie », explique le Noir dépressif, sur le point de se tirer une balle dans la

tête dans « Une nuit de névrose ». Himes en était arrivé à ce point au terme d'une vie d'écriture, jamais membre du grand club des vivants, sans doute exclu du royaume des morts, comme la majeure partie de l'humanité qu'il met en scène dans ses nouvelles.

La plupart de ces nouvelles ne se rattachent que de façon très marginale au polar, le genre où Himes s'est fait un nom et où il aura produit le meilleur, mais briment à tout jamais l'image de Himes, cantonné dans certains parcours obligés de la négritude, et dans un Harlem pittoresque qu'écumaient, dès *Le Règne des pommes*, Ed Coffin et Digger Jones, ses deux âmes damnées. Dans son synopsis de *Plant B*,

le volume final des pérégrinations de Coffin et Jones, Himes avait prévu un dénouement apocalyptique pour ses deux personnages, qu'il ne s'était pourtant jamais décidé à écrire, mais qui en disait long sur sa fatigue d'être enfoncé dans la littérature de genre. Les deux anciens partenaires se tiraient dessus, l'un au nom de la révolution noire, l'autre pour défendre une conception de la loi, de l'ordre et de la démocratie qu'il sentait menacée.

À travers ces nouvelles, Himes entretient un mythe pour en faire redonner un autre. C'est un Himes B qui renouë à la surface et se révèle derrière chacune de ses nouvelles. Ce Himes B parle de lui et de sa négritude par l'intermédiaire de personnages blancs comme dans *Qu'en il jette la première pierre*, son roman le plus autobiographique, où il relate son enfance puis son séjour en prison. Ce Himes sans étiquette, sans fardeau, qui énonce sa spécificité de la façon la plus paradoxale, en prenant la voix du blanc, reste méfiant. Ce n'est pas le moindre mérite de ces nouvelles que de nous le faire redécouvrir.

Chaillot
Un théâtre national et populaire
par Colette Godard



déjà parus aux Éditions Norma :
Théâtre du Vieux-Colombier
Athénée Théâtre Louis-Jouvet
Comédie-Française

DIFFUSION ETAI 20, RUE DE LA SAUSSE, 92100 BOULOGNE

Le f e u i l l e t
de Pierre Lepape

PARIS-LONDRES
Chroniques de Stendhal
Éditées par Renée Dénier
Stock, 1 005 p., 180 F.

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE, I (1800-1809)
de Stendhal.
Édité par Victor Del Litto,
Honoré Champion, 952 p., 300 F.

Tarte à la crème des débats académiques : est-il nécessaire de tout lire d'un grand écrivain ? Non seulement ses œuvres, mais encore les brouillons, les ébauches, les esquisses, les vagues inachevées, les tremblements de la plume. Et encore : la correspondance, les agendas, les livres de compte, les besoins alimentaires, la paperasse administrative. Réponse générale et provisoire : non. Laissons l'exhaustivité aux chercheurs et aux savants et ne conservons que le dessus du panier. Car son métier, chacun sa passion. Aux spécialistes le savoir, aux lecteurs l'art et le plaisir, même si ce plaisir ne pût pas d'une ombre de science. Combien d'œuvres et de correspondances complètes ne jouent dans nos bibliothèques que le rôle de livres meublants ? Une réputation perd en valeur ce qu'on lui donne en trop en superfluité.

Ces lignes à peine tracées, dix contre-exemples viennent à l'esprit : des correspondances sublimes - Diderot, Voltaire, Flaubert, Kafka -, du journalisme de haute volée - Baudelaire, Mauriac, Sartre -, des brouillons admirables - les carnets de notes de Zola, les ébauches de Valéry, les cartes postales de Péguy, etc. On donne volontiers des romans entiers contre ces merveilles. De quoi nous faire regarder d'un autre oeil les deux mille pages de Stendhal qu'on nous propose aujourd'hui. La plus triste erreur serait de les considérer comme une fête dont les fastes seraient réservés aux seuls membres du club stendhalien. Tous les amoureux du Rouge et le Noir et de La Chartreuse de Parme devraient y retrouver mieux que leur compte : la même ardeur, le même frémissement, le même romanesque.

Paris-Londres rassemble les centaines de chroniques, d'articles et de comptes-rendus de livres publiés par Stendhal dans la presse anglaise entre 1821 et 1828. En 1821, Henri Beyle vit la grande crise de ses ambitions. Il a trente-huit ans et n'est toujours personne. Il a certes écrit sous le nom de Stendhal quelques livres qui lui ont fait une réputation, les *Lettres sur Haydn*, *Histoire de la peinture en Italie*, *Rome*, *Naples* et *Florence*. Mais que vaut une réputation pour ce chercheur de gloire ? Pas même de la menu monnaie, presque de la honte. L'Empire s'est effondré, il vient d'être chassé d'Italie où est demeuré son grand amour, l'Inaccessible Méditerranée ; il manque d'argent pour tenir le train que lui imposent ses plaisirs et ses besoins de représentation. Ses articles dans la presse anglaise vont lui offrir mieux qu'un gagne-pain : l'occasion de raconter et de mettre en scène la société parisienne de la Restauration. Analyse politique, tableaux de mœurs, réflexion sociale, portraits, anecdotes, esquisses psychologiques, plon-

Stendhal au débotté



Qu'il s'agisse de ses articles et chroniques parus dans la presse anglaise de 1821 à 1828 ou du premier tome de sa correspondance, c'est déjà toute l'ardeur, le romanesque de l'auteur de « La Chartreuse de Parme », qui transparaissent à travers ces écrits

gées dans le milieu littéraire et dans ses querelles : Henri Beyle hésite entre une grande carrière de journaliste et une grande carrière politique, et se prépare, sans encore le savoir, à sauter le pas, à devenir romancier. Lorsqu'il publiera enfin en 1827, sans nom d'auteur, son premier roman, *Armance*, il lui donnera un sous-titre : *Quelques scènes d'un salon parisien en 1827*. Et *Le Rouge et le Noir* encore : *Chronique de 1830*. Le romancier s'est nourri des passions et des curiosités du journaliste.

Mais il y a plus encore, dans ces chroniques françaises à l'intention du public anglais, qu'une accumulation de matériaux romanesques. Henri Beyle affûte le style de Stendhal. C'est le grand mérite de cette édition et de Renée Dénier qui l'a réalisée que d'avoir restitué la vitesse et la clarté de l'écriture stendhalienne. Le pari était loin d'être gagné d'avance. Pour la plupart, nous ne connaissons de ces textes que la version anglaise traduite par les éditeurs de Londres ; les originaux en français ont été détruits ou perdus. Renée Dénier a donc procédé à une retranscription, en se fondant à la fois sur les quelques originaux conservés et sur sa connaissance approfondie de la langue, des couleurs et

des rythmes de Stendhal. Le résultat est éblouissant. Dans les premières chroniques, on sent encore Stendhal - qui ne signe pas, ou sous des initiales ou des pseudonymes - s'en tenir à son modèle, la Correspondance littéraire de Grimm : information précise, satire légère et « philosophique », recherche du piquant, de la gaieté, refus de toute éloquence et de toute affectation. C'est un chroniqueur des Lumières qui choisit le sourire pour décrire une société française qui lui est odieuse. Le charme pour rendre la cotière acceptable.

Insensiblement, l'élève de Grimm trouve sa voie. Il invente son romantisme, lequel n'a rien à voir avec celui de Victor Hugo ou de Lamartine. Un romantisme du naturel et de la lucidité. Rendant compte de *Han d'Islande* en 1823, il écrit : « Voici le plus baroque et le plus horrible produit d'une imagination déréglée qui ait jamais glacé le sang et blémi les joues des lecteurs de romans. L'écrivain dont le cerveau en ébullition ou plutôt bouillonnant avec fureur a accouché de ce monstrueux avorton est M. Hugo dont les effusions poétiques jouissent ici d'une renommée considérable. » Non seulement M. Hugo est le poète officiel du parti ultra, mais encore il est « somnifère ». Quant à Lamartine, « dès qu'il sort de l'expression de l'amour, il est puéril ; c'est toujours et uniquement un cœur tendre au désespoir de la mort de sa maîtresse ». Ces gens pensent avec leur cœur ou sentent avec leur tête, tantôt obscurs, tantôt vides ; tantôt monstrueux, tantôt fiers. En ces années de plomb de la Restauration où la littérature, à l'image de la société, semble hésiter entre la grandiloquence et la plainte mièvre, la prose de Stendhal détonne par son allégresse poétique, la rapidité et la sécheresse du trait, la lucidité virulente de l'analyse.

« L'écriture est si lente qu'en traçant une phrase, on a le temps d'en oublier dix. » Les chroniques de Stendhal paraissent avoir été écrites pour conjurer cette mortelle lenteur. Un centième de seconde, tout au plus, sépare l'instant où l'œil enregistre, où l'intelligence analyse et où la main écrit. Stendhal donne l'impression de ne jamais chercher : ni une idée, ni un mot, ni une image. Au plus fort de son désespoir contre cette

France de Louis XVIII et de Charles X incapable de s'imaginer un avenir tant elle lèche les plaies de son passé, il jubile encore, tant l'écriture le soulève, le soulage et dissipe les nuages. Elle est un mouvement sans retenue, sans contrainte, la forme même du bonheur.

Rien ne retient le chroniqueur anonyme du *London Magazine*, du *Paris Monthly Review* ou du *New Monthly Magazine*. Il s'autorise toutes les audaces. Même celle qui consiste à rendre compte, de temps à autre, des ouvrages d'un certain Stendhal. De *De l'amour*, la critique littéraire affirme : « Le livre nous a profondément intéressé (...) A notre avis, c'est l'œuvre française la plus originale que nous ayons eue depuis fort longtemps. » Par souci d'objectivité, il souligne néanmoins « quelques singularités qui empêchent le lecteur d'être pleinement et continuellement satisfait ». Beyle ne trouve, à dire vrai, qu'un seul défaut à Stendhal : son « ellipticisme » : il va trop vite, il est trop vif : « l'auteur saute parfois du commencement d'une proposition ou d'une théorie à une conclusion, en omettant la plupart des idées intermédiaires, laissant son pauvre lecteur s'essouffler en vain. » A un écrivain de génie, il faut des lecteurs de talent.

Barbey d'Aurevilly disait que la correspondance de Stendhal possède « un charme qui ne s'épuise jamais ». Il ne possédait pourtant que la première édition des lettres, celle de 1855, deux petits volumes soigneusement triés et censurés par Colomb. Il y eut, de plus en plus volumineuses, trois autres éditions depuis celle-là. La dernière en date, celle de « La Pléiade », a déjà trente ans. Victor Del Litto, le grand manitou de la tribu des stendhaliens, qui en avait achevé l'édition, n'a pourtant pas hésité à se lancer dans l'aventure d'un nouveau monument. On y trouve des centaines de lettres récemment découvertes ; mais surtout, pour la première fois, toutes les lettres de Stendhal, les lettres à Stendhal et les documents essentiels de son existence se trouvent rassemblés chronologiquement. Le premier volume porte sur les années de 1800 à 1809 : Stendhal de dix-sept à vingt-six ans. Les autres volumes suivront, jusqu'à la fin du siècle.

Le jeune Beyle est un type épatant, personnage de roman déjà, jusqu'au bout des gams. Passionné par la passion, piaffant d'impatience face aux lenteurs de la vie ordinaire - « Deux choses m'ont fait étudier : la crainte de l'enfer et l'amour de la gloire », convaincu de la toute-puissance de la volonté - « On n'a qu'à le vouloir pour devenir grand génie » - et de la suprême valeur du bonheur : « Le bonheur est un devoir que nous nous devons à nous-même. » Quand même, à partir de 1806, il abandonne ses rêves pour tenter la « réussite dans l'épicerie » à Marseille, il conserve, plume à la main, ce brio, cette intensité, cette liberté imprévisible qui ont le secret de nous faire prendre la vie pour une fête. Vite, la suite !

RECTIFICATIF

Une erreur technique nous a conduits, dans le dernier feuillet, à donner un titre erroné au livre de Jean-Luc Hennig ; celui-ci s'intitule : *Apologie du plagiat* (« Le Monde des livres » du 19 décembre)

Le réel mis en scène

Gérard Leblanc analyse le phénomène de scénarisation de la réalité dans les médias

SCÉNARIOS DU RÉEL
de Gérard Leblanc.
L'Harmattan, 2 tomes,
240 et 230 p., 130 F. chacun.

Longtemps apanage du cinéma, le scénario est devenu le maître mot et l'enjeu de notre civilisation de l'image. Regroupant des textes publiés dans des revues ou ouvrages collectifs de 1979 à 1996, Gérard Leblanc propose ici analyses et réflexions de ce qui est offert au téléspectateur, ce « public-moelle » cerné par les stéréotypes psychologiques et sociaux : un spectacle destiné à être inséré dans la vie quotidienne. Le cinéma est conçu comme un divertissement, une rupture avec la vie de tous les jours ; la télévision, qui se regarde sans sortir de chez soi, s'applique à satisfaire le besoin de fiction de citoyens dont on cherche à rationaliser les comportements.

Le reality-show, par exemple, où se mêlent reconstitutions et retours au plateau, permet de passer dans la même émission du cauchemar au bonheur, de l'enfer au paradis, de substituer un réel non joué d'avance à la fiction, selon un dispositif dont on ne connaît pas l'issue. Le happy ending reste lié au suspense, et rien, a priori, ne garantit que sera retrouvé ce perdu de vue ni que ce couple en détresse se recollera. De même, les invitations de la machine télévisuelle à insérer le téléspectateur sur l'écran, les chasses à l'invité-surprise, l'embarquement (avec ou sans sa complicité) de l'animateur dans un fictif authentique et la confection de téléfilms inspirés d'un réel proche, comme la prise d'otages de l'école maternelle de Neuilly par Eric Schmitt. C'est selon les mêmes schémas que la télévision scénarise l'évasion (via la pub, les clips, les aventures sportives, les films pornographiques), la science (économie, médecine,

science-fiction) ou l'information (où règnent hypothèses sur les conséquences d'une guerre, simulations, procès médiatisés, brouillages des repères entre images de reportages, images d'archives et images de synthèse). Tout est scénarisé, de la mort de Ceausescu au direct par lequel le reporter désigne les risques qui le guettent, de la campagne présidentielle aux émotions qui passent sur le visage du candidat pendant que tourne la roue de la fortune... Gérard Leblanc en arrive à constater que le vrai documentaire (celui qui se libère des conventions de la fiction et montre le monde « tel que nous ne l'avons jamais encore envisagé ») est en voie d'extinction, ravagé par le « mélange des genres ».

Le documentariste (qui projetait une conception du monde) a laissé la place au reporter (qui abandonne tout point de vue avoué et laisse sa caméra, de plus en plus perfectionnée, commander l'enregistrement d'une réalité « qui se réduit alors au visible et à l'audible »). Le modèle le plus honorable de cette évolution, expression d'un état de la société, est Raymond Depardon, dont la pratique est conforme à la déontologie du médier, si souvent mise à mal : il se contente de rapporter ce qu'il a vu et entendu, sans jamais l'interpréter. Il capte la vie telle qu'elle est, montre des pans de réalité que la fiction ne montre pas.

Mais, là encore, la non-scénarisation est utopie. Le cinéaste fait des choix, au filage comme au montage. Et, quoi qu'on fasse, le réel emprunte à la fiction. Gérard Leblanc termine par un hymne au travail de Jean-Daniel Pollet sur Francis Ponge : art de filmer les choses « non telles qu'elles n'ont jamais été montrées, mais telles qu'elles n'ont jamais été vues ». La poésie serait-elle seule à même de donner « autre chose à voir » ? Jean-Luc Douin

RETOUR SUR IMAGES
d'Annick Cojean.
Grasset/Le Monde, 159 p., 118 F.

Avec treize photos pour seul bagage, Annick Cojean s'est lancée dans un tour du monde bien singulier. Il s'agissait de donner la parole à des images tellement emblématiques et « parlantes » que personne n'aurait encore songé à le faire. Exercice périlleux mais gagné, comme on pu le constater les lecteurs de la « série d'été 1997 » du *Monde*. Reproduits opportunément dans un livre, les treize entretiens méritent bien le petit « gage d'immortalité » que l'édition leur accorde.

A vrai dire, il conviendrait de les appeler « rencontres », puisqu'à la formule question-réponse, qui souvent déclenche le prévisible jeu de rôle entre interviewer et interviewé, Annick Cojean préfère une voie plus souple. Tout en employant, comme elle l'avoue, un « je impudique », le dialogue se noue par des rapprochements timides et intenses entrecroisés d'un texte qui relate circonstances, émotions et écueils d'une enquête si atypique. Le but est de piocher dans la boîte à photos de notre univers contemporain - comme on le faisait autrefois en famille au cours des soirées pluvieuses - des visages inoubliables, en donnant voix à des photographes forcément muets. On en reconnaît immédiatement certains : Gorbachev, Walesa, Lady Diana, Arafat... immortalisés dans une pose « historique » qui partagera désormais leur existence (pensons à la poignée de main du leader de l'OLP avec Itzhak Rabin) entre « avant » et « après ». Un « après » - il faut le rappeler - tragiquement court pour Diana Spencer, qui livre à son insu une interview testamentaire publiée deux jours à peine « avant » sa mort. Rien, en somme, ne sera

Quelques images réanimées

Treize photos emblématiques, treize morceaux de vie figés dans la mémoire du siècle auxquels Annick Cojean redonne vie à travers la parole de leurs protagonistes, célèbres ou anonymes



Tommy Smith à Mexico en 1968

plus comme auparavant pour ces (mal)heureux photographiés une fois que le « clic » de l'instantané - un instant qui dure pour l'éternité - frappe leur vie.

Cette considération est a fortiori valable pour les célèbres inconnus qui se peaufinent dans cette parade de stars. Comment oublie-

rait-on, bien qu'ignorant son nom, Kim Phuc, la jeune fille du Vietnam qui court nue, brûlée au napalm, hurlante, les côtes à fleur de peau, les bras désarticulés, les mains inertes ? La retrouver à Toronto manant apaisée et presque sereine vingt-cinq ans après ce 8 juin 1972 : quel bonheur !

Comment ne pas s'incliner devant la subtilité du destin à propos de Caroline de Bendor, comtesse britannique transmuée en icône populaire française jusqu'à devenir la Marianne de mai 68 ?

Quoi qu'il en soit, l'auteur impressionne par la particularité de sa démarche, simple et hypersophistiquée à la fois. On ne trouve rien de tel dans l'éventail de la presse italienne, débrouillarde et inventive mais tétanisée par la rude concurrence télévisuelle, donc peu encline à faire sauter les verrous entre langage écrit et langage photographique, si ce n'est pour transformer des photos racoleuses en support morbide d'un reportage quelconque. Dommage. Car l'artisanat journalistique d'Annick Cojean est bien savoureux, même en deuxième lecture.

Grand reporter, certes, mais avec toute la méticulosité du petit reporter gaillard qui débarque toujours et encore chez les gens sans se permettre le moindre regard désabusé, car - comme le dit Diana - « je travaille à l'instinct. C'est mon meilleur conseiller ».

Enrico Benedetto

(Correspondant à Paris du journal italien *La Stampa*)

La poésie comme extension de la réalité

La réalité et l'imagination. Placé entre ces deux pôles, Wallace Stevens a fait acte de poésie. Loin de toute vision sacralisée ou mystique, de toute idéalisation. Un acte conduit en conscience, sous l'œil protecteur d'un ange



« Les grands poèmes du ciel et de l'enfer ont été écrits, et le grand poème de la terre reste à écrire. »

de cette conscience. Les écrits théoriques des poètes sont souvent marginaux par rapport à l'œuvre elle-même. Ce n'est pas le cas pour l'avocat d'Hartford. Les conférences que Wallace Stevens rassembla — dont l'étonnante « Figure du jeune homme en poésie vaine », prononcée lors des Rencontres de Fontenay-sur-Seine organisées en 1943 par Jean Wahl, au Mount Holyoke College — constitue un art poétique inséparable du poème. Nous sommes loin, ici, des discours plateaux explicatifs ou de justification. Encore plus loin d'une vision sacralisée ou mystique. Nulle pose orphique. L'effort et le jeu de la pensée contre l'idéalisation de la poésie.

EXALTATION MESURÉE

C'est au cœur, ou plutôt en vue du point de fuite de l'œuvre que s'élèvent ces discours, que se construit cette parole, à la fois réflexive et inventant avec audace — empruntant son bien à la philosophie ou à la politique — une véritable idée de la poésie, c'est-à-dire, dans le regard de Stevens, du monde. Ce n'est ni un hasard, ni pour illustrer son propos que Stevens inclut deux magnifiques poèmes dans *L'Ange nécessaire*. Ils viennent à leur place, comme un horizon, une joyeuse et dansante trouée dans l'enchaînement scrupuleux des idées, comme la poésie dans l'existence tellement soignée du notable. Toute exaltation doit trouver, par l'arrangement des mots, sa mesure. Activité d'embellie réflexive, la poésie procède à l'augmentation à l'embellissement, par la vertu de l'esprit imaginaire, du monde réel ; de ce monde qui « n'a jamais été moins neuf qu'aujourd'hui, jamais plus soumis à la routine et dénué de toute puissance de délicatesse ».

L'imagination et la réalité. Entre ces deux pôles, Wallace Stevens fait acte de poète. C'est moins une tension, un combat, qu'une fructueuse collaboration qui fait se joindre, en

vue de l'enrichissement dont le poème est l'expression, le réel et l'imagination : « Quant à la noblesse, je ne peux pas être sûr que son déclin, pour ne pas dire sa disparition, soit rien de plus qu'un déséquilibre entre l'imagination et la réalité », écrit-il, toujours imperturbable ; et plus loin : « Ce n'est pas seulement que l'imagination adhère à la réalité, mais aussi que la réalité adhère à l'imagination, et que l'interdépendance est essentielle. » Pionnier, à sa façon, du Nouveau Monde, héritier lointain et apaisé de Whitman, il décide un jour : « Les grands poèmes du ciel et de l'enfer ont été écrits, et le grand poème de la terre reste à écrire. » Lui, le grand spéculatif, dit les poèmes, comme les discours, regorgent de formules abstraites (« Le poème est le cri de son occasion / Part de la chose même et non à son propos ») n'eût guère de goût pour la « poésie pure » et se méfia de l'abstraction. Du moins lorsque celle-ci ne sait pas, « intrépidité et enthousiasme », s'ancrer dans la réalité, se faire développement et accomplissement de l'imagination. Imagination à laquelle il accordait, toujours avec humilité, le privilège d'être l'« unique génie ».

Patrick Kéchichian

- (1) Gilles Mourier a traduit quelques lettres de Stevens dans la revue *Poésie*, n° 80, deuxième trimestre 1997.
- (2) *L'Homme à la guitare bleue*, traduit par Olivier Amiel, éd. Michel Chandeigne, 1989.
- (3) *L'Aurore boréale*, traduit par Anne Luyat-Moore, préface par Jacques Daras (bilingue), éd. Le Cid/In/In, 1995.
- (4) Jean-Yves Masson a traduit quelques « Adagia » dans la revue *Polyphonies*, n° 20, hiver 1995-1996.

* Signalons également deux anthologies : *Description sans domicile*, traduit et préface par Bernard Noël, éd. Unes, 1989 ; *Poèmes, choisis par Nancy Blake*, traduits par Nancy Blake et Heidi Kaddhour, bilingue éd. Delta, 1988.

Algérie

donc être chi, jeudi tel mis sur pied de novembre 1995, de uit du 25 au 24 de- ronte autres grie- Lant, situés entre eux familles de cinq périphérie d'Alger. le nombre de per- di, à quelques jours bilans officiels et la nt été annoncés par ués à des islamistes viser à minimiser un al El Watan, qui cie e cent vingt morts.

Kenya

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

Malien

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

Rwanda

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

l santé, de l'Organie- re recherche médicale herche médicale afi- Kenya afin d'enqu- e 300 morts en quate de Nairobi.

précise : « M'étant imposé une stricte discipline de longues années durant, comment peut-on s'attendre à me voir autre ? Là encore j'entends demeurer à l'écart. Une fois de plus, nul n'est avant une minute pour, la suivante, se métamorphoser en poète (...). Je ne dispose pas d'un mode de penser distinct pour le travail légal et pour l'écriture de poésie. J'accomplis chacun avec l'entier de mon esprit... » Dans cette même lettre, il consent cependant à livrer une définition ; elle est stricte et lapidaire : occupé à « quelque chose d'essentiel et de vital (...) le poète contemporain est un contemporain qui écrit de la poésie. Il ressemble à tout le monde, et ce n'est certainement pas un incompétent... (1) ».

Poète américain majeur dans ce siècle, dont la stature n'est pas moindre que celles de ses contemporains T. S. Eliot, William Carlos Williams ou Ezra Pound, Wallace Stevens adopta une posture, orgueilleusement modeste. Sa vie, rectiligne, est à l'image de cette modestie ; tout débordement, toute fièvre semblent en être exclus. Etapes d'un itinéraire invisible : 2 octobre 1879, naissance à Reading, Pennsylvanie, dans une famille de fermiers prospères, de souche hollandaise et presbytérienne ; jardin d'enfants dirigé par une Française — de là sans doute un goût marqué pour les fromages, le vin et la culture de cette partie du Vieux Continent ; études de droit à New York ; se marie à trente ans ; aura une fille unique ; 1916 : s'installe à Hartford, Connecticut, et entre à la Hartford Accident and Indemnity Company où il restera jusqu'à sa mort, et dont il deviendra, en 1934, le vice-président ; spécialité : assurance des bestiaux ; hors quelques voyages d'agrément, ne quitte guère sa province ; meurt le 2 août 1955, à Hartford, Connecticut.

Dans cette vie bien rangée, la poésie a sa place, toute sa place, comme pratique quotidienne, obstinée, rigoureusement consciente :

1923, premier recueil, *Harmonium*, dans lequel on trouve ce vers, qui résume comme un programme : « Je suis ce qui m'entoure » ; puis, en 1936, *Ideas of Order*, en 1937, *The Man with the Blue Guitar* (2), *The Auroras of Autumn*, 1950 (3)... Sa notoriété est désormais bien assise. Un an avant sa mort, Stevens réunit ses *Collected Poems*, couronnés par le Pulitzer. En 1957, paraît un *Opus posthumus*, dans lequel on peut lire quelques « adages » comme ceux-ci : « La poésie augmente le sentiment de la réalité » ; « La poésie est

l'expression de l'expérience de la poésie » ; « Tout poème est un poème dans le poème : le poème de l'idée à l'intérieur du poème des mots » ; « L'imagination appliquée au monde entier est insipide en comparaison de l'imagination appliquée à un détail » (4).

Activité consciente, disons-nous. L'admirable recueil d'essais que Wallace Stevens publia en 1951, aujourd'hui traduit en français, agrément d'une postface éclairante de l'un des traducteurs, Claude Mouchard, donne la mesure

Du côté des Hellènes

Pour qui douterait de la vitalité des lettres grecques, le récit mythique de Pavlos Matessis, le premier roman de Christos Chomenidis et la courte farce de Nikos Vassiliadis apportent un joli démenti

L'ANCIEN DES JOURS
de Pavlos Matessis.
Traduit du grec par Jacques Bouchard,
Actes Sud/Institut français d'Athènes,
216 p., 118 F.

LE JEUNE SAGE
de Christos Chomenidis.
Traduit du grec par Danielle Biot,
Seuil, 348 p., 140 F.

LE NOTAIRE
de Nikos Vassiliadis.
Traduit du grec par Jean-Marie Verlet,
Hatier, coll. « Confluences »,
64 p., 35 F.

En septembre, à Athènes, s'est tenu un colloque sur la place de la littérature grecque dans la production littéraire européenne. Celle-ci redécouvrait-elle au plus juste la richesse de la création ? L'effort de traduction, en Italie, en Angleterre, en Allemagne, suffisait-il au rayonnement de la pensée grecque d'aujourd'hui ? Et les philhellènes occidentaux ne restaient-ils pas prisonniers de stéréotypes, cherchant l'ancien sous le moderne, comme l'on chercherait « l'empreinte d'une médaille antique sous la rouille qui la couvre et qui la décore » (1) ? Le *Petit Prince* lui-même fut convoqué aux débats. L'histoire de l'astronome turc n'illustrait-elle pas à merveille, selon l'écrivain et critique Dimosthenis Kourtovik, le soupçon d'exotisme qui continuerait de peser sur les lettres grecques et empêcherait qu'on ne les prit réellement au sérieux ?

En France, la livraison de l'autisme lève en partie ces interrogations. Trois romans inédits en quatre mois, chez trois éditeurs différents : la fiction néo-hellénique n'a-t-elle pas ses chances ? De ces textes, le plus singulier est sans doute celui de Pavlos Matessis, soixante-six ans, originaire du Péloponèse, auteur de théâtre bien connu des scènes athéniennes, mais

aussi traducteur d'une série d'œuvres dramatiques allant d'Aristophane à Shakespeare en passant par Molière ou Beaumarchais. De ses quatre romans et recueils de nouvelles, *L'ancien des jours* est le deuxième qui nous parvient après *L'enfant de chien* (Gallimard, 1993). Son titre est une allusion à celui qui, dans le Livre de Daniel, surgit sous l'aspect d'un roi, terrasse les quatre bêtes sorties de la mer, pour remettre la domination au Fils de l'Homme, avant l'annonce de l'avènement du règne de Dieu.

DIVINS IMPOSTEURS

Avant le règne du Sauveur, au temps des prophètes ou des charismes, avant le temps de la rationalité, quand on croyait encore, sans le cacher, aux sortilèges et aux miracles, avant le temps de la modernité : oui, l'univers de Matessis s'inscrit bien dans ce temps d'avant, celui de la fable et du mythe premier. Son histoire est simple. Dans une petite bourgade de la Grèce montagneuse, deux curieux gaillards, Elissaios et Zagros, se font passer pour des dieux, ressuscitant les femmes mortes en couches, guérissant les bêtes, répandant la crainte, entretenant les superstitions, faisant même se signer les popes... Mais, amour, désir : une drôle de relation lie ces deux imposteurs qui forment une sorte de déité à deux têtes, aussi soudées que le Bien et le Mal. Cet étrange duo règne sans partage sur les esprits simples, lesquels, attendant « un saint homme depuis deux siècles », ne sont que trop heureux de croire à la supercherie pour échapper à la rudesse de leurs existences.

Elissaios et Zagros, « envoyés d'en haut » ou incarnations des « puissances des Enfers » ? Tout l'art de Matessis consiste à jouer de cette ambiguïté, à mêler le réel au surréel, la sainteté à la fausseté, le sacré au profane. Ici et là, on reconnaît des parodies du Livre de

la Genèse ou d'autres récits bibliques, d'ins de l'œil au lecteur supposé décrypter les pages d'un bizarre « évangile apocryphe ». A la violence omniprésente (mutilations, décollations, autodévorations...) s'ajoutent l'ironie et l'amour de Matessis montrant les efforts de l'un et de l'autre pour « faire le thaumaturge ». « Dieu merci, note le traducteur de Matessis, Jacques Bouchard, dans le journal du Centre de la traduction littéraire de l'Institut français d'Athènes, la Grèce du XX^e siècle finissant ne craint pas l'infini, car la sombre splendeur de cette parodie des grands charmes — Apollonius de Tyane, saint Jean l'Évangéliste et saint Côme l'Apôtre — aurait de quoi précipiter l'ascension de Matessis au martyrologe des grands brutes ».

Dans une scène de Pavlos Matessis, un mari envoie sa femme coucher avec un riche malade pour s'enrichir à travers elle. « Qu'est-ce qu'il peut bien te faire, bêtasse, lui dit ce délicieux époux, tu n'as rien de moi qui te l'ai prise, serre les dents et laisse-le trouver son plaisir, pour qu'il te couche sur son testament. » Curieusement, c'est avec une scène similaire que s'ouvre *Le jeune sage*, de Christos Chomenidis. On y voit un père donner son épouse en pâture à une ribambelle de très sérieux professeurs, afin que de ce viol collectif découle l'admission de son fils dans un collège renommé. Cela fait, on suit l'ascension du jeune Nikos, huit ans, depuis son village reculé de l'Épire jusqu'à Athènes — où il devient le protégé d'un agent secret — avec, en toile de fond, les heurs et malheurs de la jeune démocratie grecque. Mais ce qui était drôle chez Matessis, grâce à la distance du conte, n'échappe pas, chez Chomenidis, à une certaine lourdeur, y compris dans la langue. Christos Chomenidis a manifestement opté pour un ton direct et « moderne ». Mais l'on reste un peu étranger, néanmoins, à ce parti pris, ainsi qu'aux destins des per-

sonnages. On dit que les Grecs ont fait bon accueil à ce livre : raison de plus pour garder l'œil sur ce jeune auteur (Chomenidis n'a que trente et un ans) qui signe ici son premier roman.

Plus réjouissant est le court récit de Nikos Vassiliadis, né en Macédoine en 1942 et venu à la littérature il y a une dizaine d'années. Dans *Le Notaire*, sorte de parabole burlesque sur le thème de la parole donnée, Argyris, le personnage principal, n'est nullement notaire mais cordonnier. Mais sa conscience professionnelle est telle que, lorsqu'il s'engage, sa parole a « valeur de contrat », d'où son surnom de « Notaire », qu'il porte « le front haut ». Qui eût cru qu'un terme de péripéties rocambolesques cette obsession scrupuleuse le conduirait à violer sa belle-mère pour une dérisoire histoire de courgettes ? Ironie, truculence, outrance jubilatoire : tels sont les ressorts comiques de cette fable qui tire un peu à hue et à dia mais qui se lit d'un trait.

Florence Noiville

- (1) L'expression est du Comte de Choiseul-Gouffier dans son *Voyage pittoresque de la Grèce* (1782) : voir l'essai de Georges Toulas sur l'image de la Grèce moderne dans la presse littéraire parisienne (1794-1815), *La Médaille et la Rouille*, qui paraît chez Hatier (coll. « Confluences », 530 p., 149 F.).

* Signalons également la parution de *Mythologie*, un récit de Nikos Bakolas, traduit du grec par Léa Rots, et de *Je meurs comme pays*, projet pour un roman, de Dimitris Dimitriadis, traduit du grec par Michel Voulkovich, tous deux chez Hatier (coll. « Confluences », respectivement 136 p., 89 F. et 56 p., 35 F.). Et la première édition complète, en français, des *Odes du poète du siècle dernier Andreas Kalvos* (traduites du grec par Ioannis-Andreas Vlachos, préface de Dimitri T. Anafis, éd. L'Âge d'homme-Indimio, 228 p.).

livraisons

LA CLEF DE LA CHAPELLE EST AU CAFÉ D'EN FACE, d'Yvon Le Men

L'expression « auteur régionaliste » a quelque chose de péjoratif. Comme si la limite géographique imposait la limite du talent. Pour être de sa région, Yvon Le Men l'est. Mais plutôt que de la revendiquer comme un bien propre et inaccessible à qui n'en est pas, il s'en inspire pour de fins tableaux de paysage, des évocations de personnages connus ou non, des souvenirs de drames signés *Torrey Canyon* ou *Amoco Cadiz*, autant de scènes qu'un beau talent de poète illustre d'images jamais amphigouriques ni teintées de mélancolie. Il suffit d'un « pardon islamo-chrétien » dans une petite comédie, et nous voilà convaincu « que le monde est grand d'être à portée de main ». Comme autant de vignettes saisissant des moments simples ou grandioses de la vie, riches d'une érudition discrète qui fait place au sourire, ces textes font vivre une Bretagne d'hier et d'aujourd'hui sans falbalas folkloriques (Flammarion, 212 p., 90 F.).

SOUS LA COUVERTURE QUELQUES FAITS D'HIVER

Quarante-huit dessinateurs et écrivains ont été réquisitionnés par le DAL pour composer ce livre vendu au bénéfice de cette association qui vient en aide aux sans-logis ou mal-logés. Croquis et nouvelles sur le thème de l'expulsion, de la solidarité dans les cités, du squat, de la France terre d'accueil. Et ce joli dessin de Gauguin qui représente un nid plein d'œufs au bout d'une branche, effaçant complet, et au-dessous un homme-obèse, flétri, avec son cœur perso au creux de la main (Biotem, 216 p., 90 F. DAL : 8, rue des Francs-Bourgeois, 75003). J.L.D.

LE BAISER, de Léa Sebban

Sur un quai de métro, un jeune homme prend en photo, à son insu, une jeune musulmane en hijab, assise sous une publicité reproduisant un tableau libertin du XVIII^e siècle. Mais la loi l'interdit ? Ce qui l'interdit, ce n'est pas elle, seulement son look austère, qui contraste avec la peinture au motif dénué. Elle non plus ne voit rien : son foulard « la protège, comme leurs cellières en cuir les chevaux ». Cette histoire ressemble à un film muet. Les rencontres manquées qu'elle dépeint s'embobinent comme des poupées russes. Elle donne son titre à ce recueil de nouvelles d'une écriture concise, raffinée, presque sèche à force d'épure. Neuf portraits, neuf récits d'exil, qui nous emmènent de Sarajevo à Paris, en passant par Phnom Penh, Lyon et Marseille. De la vieille Arménienne, qui rêve de ses enfants dispersés aux quatre coins du monde, au jeune prostitué algérien, abusé par les mirages de douceur et de houe que lui ont fait miroiter ses anciens protecteurs, plusieurs générations se croisent, des lieux de mémoire s'inventent, disparaissent, des révoltes s'esquissent (Hachette-jeunesse, 159 p., 49 F.).

RECTIFICATIFS

● Dans la recension des ouvrages consacrés à Aragon (« Le Monde des livres » du 19 décembre), nous avons omis de signaler le beau volume de photographies sur l'auteur du *Pou d'Esq*, aux éditions Marval (72 p., 85 F.).

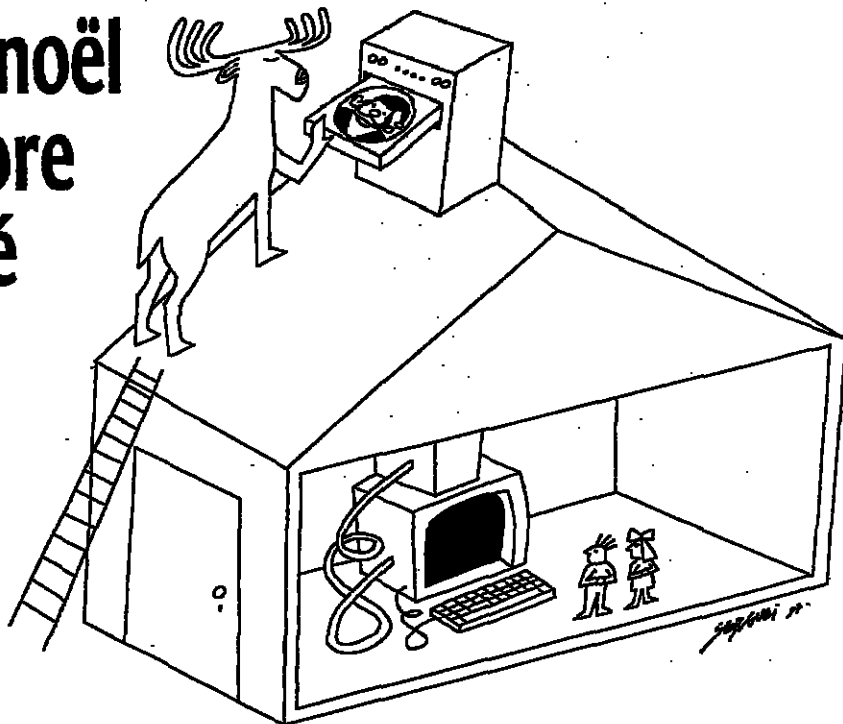
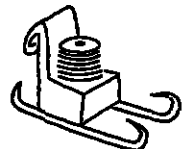
● Dans le même numéro, le crédit du portrait d'Aragon en page IV était incomplet ; il faut ajouter MDR.

● Enfin, le titre exact du livre de Jean-Marie Mayeur publié chez Fayard et analysé par Robert Solé (« Le Monde des livres » du 12 décembre) est *La Question laïque, XIX^e-XX^e siècle*.

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et son réseau de 250 correspondants
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

La chronique
de Roger-Pol Droit

Cybernoël a encore frappé



Tout s'était bien passé. Marthe n'avait pas eu sa crise d'asthme, Frédéric était parvenu jusqu'au dessert sans vertige. Ils avaient réussi à éviter la moindre allusion au procès Papon, qui aurait provoqué une inévitable altercation entre l'oncle Michel, nostalgique du Maréchal, et la jeune Armelle, militante à Ras l'Front. Le réveillon, finalement, avait été sirupeux, sans surprise, tout comme il faut. Pas une guidande n'avait manqué. La dinde était à point. Un vrai soulagement. Même les ados étaient devenus, pour un soir, neutres et presque charmants. Justine avait modéré parfum et décolleté, Antoine avait mis un jean à peu près propre. Par moment, ils donnaient l'impression de s'ennuyer moins. L'ordinateur n'y était pas pour rien. Après des mois d'efforts, il était enfin là, avec cédérom, enceintes, modem, accessoires en tous genres. Le clan jeune avait organisé depuis l'été une campagne de désinformation. Pour obtenir la machine la plus nouvelle, la plus rapide, la plus chère, ils avaient raconté toutes sortes de faiblesses. Leurs études dépendaient d'un écran très lisible. Leur avenir, sans cédérom à 48 vitesses, n'existait plus. Tout le monde en avait. D'ailleurs on trouvait tout sur Internet, des livres et des boutiques, des jeux, des expos, des radios, des infos, des amis, du courrier, des images, des musiques, des trucs en direct, tout le temps, des ateliers, tout. Ils avaient soigneusement oublié que l'humanité avait survécu, autrefois, sans le multimédia, que le matériel de pointe à Noël serait déjà une antiquité à Pâques, et qu'il fallait quelques heures pour débaler la quincaillerie et se dépatouiller des fils, prises, broches et notices diverses. On avait donc, sur le tard, décidé de reporter au lendemain l'instant décisif où la famille, jusqu'alors banalement anthropoïde, allait enfin accéder à la phase ultime de l'évolution cosmique : l'entrée dans le Cyberespace.

Pourquoi pas un conte de Noël ? On y rencontrerait un ordinateur multimédia flambant neuf, un second déluge, des guérilleros, une vache virtuelle, Socrate et divers ours en peluche. Action...

et l'écran s'était allumé. Les connexions étaient donc réussies. Les différents composants de l'animal s'étaient mutuellement informés de leurs spécifications électroniques. Aucune fumée ne s'était dégageée du boîtier gris. Antoine lança le programme de connexion à Internet. On entendit un long grésillement, évoquant le cri du fax au temps des amours et le bruit ancien de la Cocotte-Minute, puis le silence revint. A l'écran s'offrait la page de départ d'un « fureteur », jolies traductions canadiennes de l'américain *browser*, ces « moteurs de recherche » auxquels on donne quelques éléments (un nom propre, un thème, un titre, une date, une discipline...) et qui affichent en quelques secondes où se trouvent, dans l'immense plage de texte qui couvre la planète, les informations demandées. C'était cela qui intriguait le plus Justine, dans tout ce qu'elle avait lu à propos du Web : que tout soit donné à la fois, que la mémoire entière du monde soit étalée comme une seule interminable étoffe, offerte, à parcourir sans fin, à bout d'attention, sans que jamais on n'en puisse tout additionner ni en prendre une seule vue d'ensemble, totalisant et unifiée.

Elle se souvenait d'une expression qui l'avait frappée : le « second déluge ». La Terre noyée sous l'information, l'abondance des choses sues, dites, circulant, rendaient vraiment le sol invisible et

les repérages difficiles. En quelques heures, ils ne l'avaient pas seulement compris, ils l'avaient éprouvé. Comme si un flot inconnu avait envahi le salon, comme si une inondation d'images et de textes avait fait flotter les meubles. Ils avaient perdu de vue la moquette, envahie par une vache multicolore et un déferlement de scènes sans suite : un homme qu'on voyait se transformer en singe, des promenades dans une ville qui n'existait que là, c'est-à-dire dans l'écran, des propositions de chaussures sur mesures, des manuscrits copistes, des horaires de vols d'avions, des simulations de pilotage, des milliers de disques compacts, la vision d'une salle de séjour où des gens vivent sous l'œil d'une vidéo directe, des néonazis et des antinazis, des bibliothèques, des atlas, des forums d'amateurs, des œuvres d'art, des visites de monuments, des petites annonces de toute nature, des magazines et des journaux, des agences de presse en toutes langues, un capharnaüm de cartes, de noms, de sollicitations et de rêveries, parfois lumineuses,

souvent opaques, un collage bord à bord de tous les discours du monde, sans hiérarchie, sans distinction, une seule grande image sans bord, sans dehors, sans dessus dessous. Des guérilleros sont arrivés en fin d'après-midi. Ils se méfiaient de la démocratie électronique, dénonçaient la domination d'une nouvelle classe virtuelle, composée de nomades sans visage exerçant à distance un pouvoir anonyme. Antoine trouvait ces rebelles sympathiques. Il aimait bien les entendre parler de la déliquescence du monde actuel, des méfaits des bunkers qui nous séparent de la réalité, du piège invisible que tissent réseaux télévisés et galeries marchandes pour ne plus former qu'un seul système sans extérieur. Il rêvait avec eux de perturber l'emprise de la nouvelle classe nomade, de créer des turbulences au sein même du système. Et puis, plus il se promenait de lieu en lieu, électriquement, plus Antoine se demandait si le grand spectre totalitaire n'était pas une fable décalée, sans rapport avec les réalités

d'Internet. Ce qu'il avait sous les yeux, ce n'était pas un monde en voie d'uniformisation, un univers appauvri à la diversité réduite. C'était au contraire une profusion, une surabondance, une incontrôlable proximité. Antoine en vint à se demander si ce n'était pas les rebelles qui avaient la nostalgie d'un ordre unique, d'une réalité stable. Au péage d'une autoroute de l'information, ils virent soudain surgir Socrate. Socrate sur Internet ! Toujours aussi laid, caustique et dérangeant que dans les rues d'Athènes. Serait-ce donc lui, l'homme de la communication, le vrai ? L'ultime ? Il se lança dans une diatribe contre la philosophie repliée sur elle-même, coupée des problèmes de l'heure et de l'agitation des places publiques. Il esquissa un plaidoyer pour une « philosophie communicante », qui ne renoncerait ni à penser ni à se faire entendre. A l'entendre, un ordinateur jamais n'abolira la pensée. De même que le livre n'a pas tué la cathédrale ni la photographie la peinture, les écrans ne supprime-

ront pas les pages imprimées et la grande cacophonie électronique, qui ne fait que commencer, n'annonce en aucune manière la défaite de l'esprit. Quand Socrate commença à s'emporter contre les structuralistes et leurs successeurs, à houspiller verbeusement les philosophes des sixties, ils se demandèrent si c'était bien lui ou une malicieuse imitation.

Les dernières séquences furent chaotiques. Des ours en peluche, dupliqués de manière automatique, envahissaient l'écran, la vache multicolore faisait des apparitions aléatoires, le déluge redoublait d'intensité. Socrate continuait à vouloir prononcer une apologie de la communication, la guérilla insistait pour tout détraquer parce que c'était mieux, les marchands de chaussures sur mesure essayaient d'offrir à tout acheteur une visite virtuelle d'un musée des manuscrits coptes les plus prisés par les antinazis, les bibliothèques spécialisées commençaient à se mélanger dangereusement avec la musique techno... Tout avait l'air de s'emballer furieusement, Marthe allait avoir une crise d'asthme, Frédéric sentait ses vertiges arriver, quand un gros homme vêtu de rouge vint soudain, d'un doigt ganté de blanc, arrêter la machine. Juste à temps ! Décidément, tout s'était bien passé.

* Cette chronique emprunte des éléments à la lecture des ouvrages suivants :

- *Cyberculture. Rapport au Conseil de l'Europe*, de Pierre Lévy (Odile Jacob, 320 p., 130 F), excellente évocation des perspectives ouvertes par les nouveaux moyens de communication.

- *La Résistance électronique et autres idées impopulaires*, du Critical Art Ensemble (traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Christine Tréguier, éd. de l'Éclat, 260 p., 110 F), textes d'un collectif de cinq artistes américains créé en 1987.

- *Socrate sur Internet. Pour une philosophie « méditative »*, de Denis Huisman, éd. de Fallois, 270 p., 125 F. Contre l'herméneutique de la philosophie contemporaine, pour un retour des penseurs dans les débats de la cité.

La femme future : ange ou démiurge ?

Par-delà leur écart de ton, de présupposés et de visées, les essais de Luce Irigaray et Gilles Lipovetsky laissent entrevoir une relation du féminin et du masculin affranchie de tout caractère belliciste

ETRE DEUX
de Luce Irigaray.
Grasset, 209 p., 98 F.

LA TROISIÈME FEMME,
permanence et révolution
du féminin
de Gilles Lipovetsky.
Gallimard, 328 p., 135 F.

A s'en tenir au titre, *Etre deux*, on pourrait redouter un nouvel assaut de l'idéologie du couple, cette guimauve partout répandue qui faisait s'écrier à Nietzsche : « Ah ! cette santé de l'âme à deux ! Ah ! ce misérable bien-être à deux ! ». S'agissant d'un livre de Luce Irigaray, pareille crainte est vaine. L'auteur, célèbre pour son radica-

lisme, n'a pas l'habitude de reconduire les stéréotypes. Ne serait-ce que parce qu'ils relèvent à ses yeux d'une culture exclusive au masculin, qui par son totalitarisme ne comporte pour une femme aucun point d'adhésion. Tout est à repenser, et c'est à quoi s'attache Luce Irigaray, forte de son savoir de philosophe, de linguiste et de psychanalyste et de son écriture poétique. *Etre deux* veut briser le rapport oppressif sujet-objet (situé du côté de la sensation) et postuler la pleine liberté et réciprocité de deux sujets qui s'approchent à travers la perception. Luce Irigaray poursuit sa lecture critique des œuvres de Platon, Kant, Hegel, Heidegger, Sartre, Merleau-Ponty, Levinas, Freud, Lacan... C'est à partir de leurs concepts et contre eux qu'elle propose un amour qui soit trajectoire spirituelle sans finalité d'appropriation, exercice de sublimation, d'apprentissage du silence, d'accommodation au mystère. La fidélité est fidélité à son propre genre, et la sensibilité amoureuse se détache de la violence prédatrice à quoi se réduit toute l'histoire de la sexualité en Occident, représentée par exemple par la philosophie nauséabonde de Sartre. *Je et tu* doivent apprendre à se contempler comme le Bouddha contemple le fleur. La caresse est « appel au possible, voire au passif, en chacun (e) ». Luce Irigaray, tentée par la sagesse orientale, plaide pour une nouvelle culture des sens et une réinvention du langage : condition d'une libération double et complémentaire de l'homme et de la femme. « Les propriétés de l'identité féminine restent encore à penser, non à partir de l'agir violent du sujet masculin, mais à travers une culture de l'être-femme, qui sera peut-être capable de reconduire l'homme à son être propre. » Mais concrètement comment penser un être deux entre l'une qui n'existe pas encore et l'autre qui, par sa volonté

même de tout dominer, a cessé d'exister ou n'existe que pour perpétuer la mort ? Face à cette impossibilité actuelle, Luce Irigaray répond sur le mode lyrique. Elle prône le retour à la campagne, l'union avec la terre, le dialogue avec l'air, l'éducation du souffle. Ce qui pour Luce Irigaray signifie exil et aliénation représente pour Gilles Lipovetsky conquête, épanouissement, *self management*, au bénéfice de l'homme comme de la femme, l'égalité étant un des mots clefs de *La Troisième Femme*. Dans cet essai, Gilles Lipovetsky trace une histoire du féminisme ouvrant, en rupture avec les deux phases précédentes de la femme-objet (qu'elle soit annihilée comme esclave ou bien choisie dans le culte même que l'on prétend lui vouer), sur l'avènement au XX^e siècle de la femme-sujet ; cette

femme « prométhéenne » n'a pas renoncé pour autant à ses armes traditionnelles. Elle est plus que jamais soucieuse de sa beauté, laquelle, comme tout ce qui caractérise « la troisième femme », ignore le tragique, l'inquiétant. La femme moderne se guide sur les conseils et les images de la presse féminine. Elle est sportive, attentive à sa ligne. Sa minceur, sa plénitude, sa mobilité, son expression esthétique de sa volonté de maîtrise. Alors où est l'obstacle ? Il n'est pas dans une réticence à escalader la pyramide sociale. Gilles Lipovetsky ne situe pas la liberté dans une révolte contre le social. L'obstacle est ailleurs. Dans une permanence non de nature, mais de rôles : « Derrière l'avancée de la culture égalitaire se recompose l'asymétrie des attentes et des rôles sexuels. » D'après l'auteur, confiant dans les sondages d'opinion, les femmes accordent toujours une suprématie aux valeurs de bonheur, aux critères de la réussite intime, familiale. Faut-il le déplorer ou s'en réjouir ? Gilles Lipovetsky opte pour le second terme. Car cette « asymétrie », contradictoire avec la pleine clarté d'une logique du progrès, est favorable au jeu de la séduction, à un imaginaire de l'Autre qui sans l'Éternel Ennemi continue de lui reconnaître une part d'énigme, d'insaisissable. Et c'est ce que ces deux essais ont en commun : ils nous parlent d'une relation de désir ou d'amour qui n'est plus sous le signe de la guerre. Soit, avec Luce Irigaray, parce que les deux genres, le masculin et le féminin, parviendraient à vivre ensemble et à s'accepter dans l'absolu de leurs différences, soit, avec Gilles Lipovetsky, parce que ceux-ci, à force d'égalité, auraient presque fini par se confondre... Projection d'un idéal ou marque du temps ? Aux lectrices et lecteurs de trancher.

Chantal Thomas

« apothéose historique » consacre une révolution des conditions et des projets d'existence de la femme. Affranchie de son destin d'épouse et de mère, détachée des pièges de l'idolâtrie, elle peut désormais suivre son bon plaisir et s'inventer son image. Elle peut surtout travailler et être économiquement libre. Dans cette aventure de la libre possession de soi, qui pour l'auteur se situe sous le signe de « la raison démiurgique moderne », la femme a accès à toutes les études, à toutes les carrières. Et s'il en est encore où elle est minoritaire (la carrière politique et celle des affaires), sa progression au sommet est cependant « à peu près inévitable ». Pourquoi cette restriction ? Qu'est-ce qui dans cette course au succès dans laquelle les femmes se sont engagées avec une telle ardeur peut à long terme les freiner ? Elles ont tous les avantages de leurs côtés. Car cette femme « actrice de sa vie », cette

Pour l'égalité politique

Sous forme de plaidoyer, Gisèle Halimi retrace son expérience à l'Observatoire de la parité

LA NOUVELLE CAUSE
DES FEMMES
de Gisèle Halimi.
Seuil, 228 p., 110 F.

Pour défendre les causes qui lui sont chères, Gisèle Halimi est tenace. Trois principes font sa force : elle saisit chaque opportunité, travaille sans répit et n'abandonne jamais. Avocate, féministe, militante, elle ne cède sur aucun terrain, pas même celui de l'orthographe. Aujourd'hui, alors que paraît son dernier ouvrage, elle se revendique « autrice » et relate son expérience de « rapporteuse » au sein de l'Observatoire de la parité. On connaît le combat de Gisèle Halimi pour mettre fin à l'exclusion des femmes de la vie politique française. Son dernier livre, *La Nouvelle Cause des femmes*, est un plaidoyer en faveur de la parité, seul moyen selon elle de conquérir un nouveau droit, celui de l'égalité politique. Impossible d'attendre encore un demi-siècle pour que la France cesse d'être la lanterne rouge de l'Europe et rattrape dans ce domaine des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne. « Le blocage des mentalités dans notre pays relève d'une triste évidence. Comme est tristement constant le machisme de nos organisations politiques », écrit-elle.

Il faut donc légiférer et modifier la Constitution, telle est la thèse développée dans ce livre. L'annulation le 18 novembre 1982 par le Conseil constitutionnel d'une loi instituant un pourcentage maximum de candidats du même sexe ne laisse pas d'autre choix. A ceux qui objectent que l'on ne touche pas à ce texte « sacré », Gisèle Halimi rétorque à juste titre que la Constitution a déjà été modifiée à cinq reprises entre le 25 juin 1958 et le 22 février 1996. Pourquoi pas une sixième ?

Et l'auteur de suggérer une modification de la Constitution par

voie référendaire, puisqu'une majorité de Français est favorable à une telle évolution. Une modification de la Constitution par le biais du Parlement réuni en congrès serait en effet beaucoup plus risquée, écrit-elle, dans la mesure où l'on voit mal les parlementaires, des hommes à 90 %, accepter de se faire hara-kiri.

Très instructifs sont les chapitres consacrés à l'Observatoire de la vie politique mis en place le 19 octobre 1995 par Alain Juppé. Roselyne Bachelot, députée RPR, le préside, et la complexité de cette parlementaire de droite avec celle qui fut députée socialiste démontre que la parité est une cause transversale. Gisèle Halimi présidera donc l'une des quatre commissions et sera la seule à remettre le 15 janvier 1997 un rapport concernant le domaine politique.

Quels ont été les moyens de cet Observatoire. « La réponse est claire, répond M^{me} Halimi : aucun. » Pas de local spécifique ; pas le moindre crédit pour des recherches ou des travaux ; pas de secrétariat particulier pour l'ensemble de leurs activités. Les difficultés seront légion. Celle de se faire entendre du gouvernement sera sans aucun doute la plus importante. Pourtant, lorsqu'Alain Juppé annonce qu'un débat parlementaire sera organisé à l'Assemblée nationale, comme en 1974 sur l'avortement ou en 1981 sur la peine de mort, Gisèle Halimi veut y croire. La déception sera à la hauteur de ses espoirs.

La victoire de la gauche aux élections législatives et l'élection de 63 femmes, près du double qu'en 1993, ont toutefois démontré que les partis pouvaient aussi faire preuve de modernisme. Le fait que Lionel Jospin dans son discours d'investiture fasse de la parité un des grands chantiers de son gouvernement ouvre le débat.

Michèle Anagnon

RUTH KLÜGER
REFUS DE TMOIGNER
UNE JEUNESSE
« Refus de témoigner » n'est pas un livre de plus dans la littérature consacrée à la Shoah. Monument littéraire qui prend l'histoire à contre-pied, le seul livre de Ruth Klüger pourrait bien être le pendant d'un autre : *Le Livre de Primo Levi*. MARC WEITZMAN Les Inrockuptibles

Eloge de l'inégalité

Avec Saint-Simon pour guide, Emmanuel Le Roy Ladurie achève sa vaste étude sur le système de la cour de Louis XIV

SAINT-SIMON
OU LE SYSTÈME DE LA COUR
d'Emmanuel Le Roy Ladurie,
avec la collaboration de
Jean-François Fitou.
Fayard, 638 p., 24 p. ill. coul.,
160 F.

Emboitant le pas de Saint-Simon (1675-1755), Emmanuel Le Roy Ladurie achève une vaste analyse du système de cour, amorcée dès 1976. Admirablement familière de l'univers du petit duc, grand mémorialiste devant l'éternel, il fait visiter un musée exceptionnel, peuplé d'une dizaine de milliers de personnages et de presque autant d'idées. Peut-être le temps a-t-il un peu manqué pour produire plus court, comme aurait pu dire Pascal ? Car de remarquables analyses se trouvent parfois affalées d'être immergées dans de longues galeries de portraits, l'auteur ne résistant pas à la tentation de suivre les traces de son modèle, ni à celle de multiplier les incises et surtout les repentes, fourrés dans des annexes, notes et longs commentaires de la bibliographie. En découle d'inevitables répétitions, heureusement allégées par une qualité d'écriture jubilatoire, inventive, qui donne un réel plaisir de lecture. Quelques échappées vives sur notre présent, parfois un peu osées — Saint-Simon « à droite » d'une Régence de « centre gauche », un zeste d'américanisme verbal pimentent encore le style.

Nul besoin de partager toutes les idées exprimées pour trouver l'ouvrage important et neuf. Parce qu'il éclaire d'un jour éclatant l'immense bassin dans lequel nage le petit duc, fort piètre politicien mais grand observateur, dont les frustrations ont produit un chef-d'œuvre littéraire. Son obsession de la « naissance » permet ainsi la très fine analyse d'une société de cour intensément hiérarchique,

où tenir son rang n'est pas seulement paraître mais être, en se définissant toujours par rapport à la figure centrale du prince. Appuyé sur les travaux de Louis Dumont, Le Roy Ladurie enchaîne à ce propos ses trois premiers chapitres, qui constituent à mon sens le cœur essentiel de l'ouvrage, de la description des rangs à l'explication du principe hiérarchique à travers les catégories opposées du sacré et du profane, puis du pur et de l'impur. Il montre toute l'importance d'une sacralisation de la notion de hiérarchie, dans l'Eglise (n'en déplaise à Tocqueville affirmant que le catholicisme ne prépare pas les fidèles à l'inégalité) et, plus encore, à Versailles devant le roi. Chantre des différences de rang liées à la naissance, Saint-Simon se révèle de ce fait un obsédé de la souillure, de l'impureté, qu'il repère en priorité dans la bâtardise.

A QUELLE FIN ?

Souvent plus descriptif, surtout à propos de la Régence, le reste du livre laissera parfois sur sa faim le lecteur désireux de comprendre la finalité du système de cour. Pourquoi s'impose-t-il au XVIII^e siècle ? Pourquoi des lucules humaines de plus en plus nombreuses viennent-elles voltiger près du soleil royal de Versailles ? Peut-être parce qu'il accompagne avec une grande empathie un Saint-Simon trop impliqué pour pouvoir regarder de l'autre côté du miroir. Le Roy Ladurie ne permet pas de trancher à ce sujet. Il se contente de réfuter vigoureusement la théorie de Norbert Elias sur la société de cour comme ancêtre de la civilisation des mœurs et du pouvoir bourgeois hiérarchique ultérieur, en prenant pour argent comptant les très faibles arguments de l'américaniste Daniel Gordon, qui a surtout réussi à se faire un nom en attaquant un grand auteur. Il

paraît cependant très sain de penser à revisiter une théorie plus que cinquantenaire. L'invitation en ce sens lancée par un Le Roy Ladurie passionné, qui secoue une fois encore l'arbre aux chercheurs, devrait inciter à inspecter avec soin les fondations d'une œuvre que l'on se contente trop souvent d'accepter ou de rejeter par principe.

Obnubilé par la bâtardise, le petit duc affronte une contradiction, car il vénère le principe hiérarchique sacré, mais refuse de voir les ducs et pairs céder leur préséance aux princes bâtards de Louis XIV, qui obtiennent même, en 1714, l'espoir de succéder au roi en cas d'extinction des héritiers légitimes. Un autre modèle explicatif transposable ne pourrait-il pas être celui du « *mille dominant* », que Desmond Morris ou Robin Fox repèrent dans le règne animal ? En tout cas, Louis XIV, le grand absent du livre mais l'horloger central de la mécanique de cour, produit à la fois une sacralité politique, attachée à sa personne ainsi qu'un système, et une puissante capacité à éliminer ou à repousser loin du pouvoir qu'il veut léguer ceux qui ne sont pas de son sang, fussent-ils issus de bâtards Valois. Relire Saint-Simon avec l'œil, en quelque sorte, de son roi permettrait de comprendre les sympathies du duc pour le jansénisme, porteur d'un sens d'opposition à Louis XIV, et de saisir toute l'importance de l'hypergamie féminine — tournois attirés par la lumière — dans un contexte de parfaite polarisation vers le centre unique du système. Lequel, de vague en vague, inonde une France du principe d'inégalité (jusqu'à nos jours ?) ; tandis que l'idée d'égalité développe un système de valeurs puissamment antagoniste à partir du XVIII^e siècle.

Robert Muchembled

Révolution parlementaire

Timothy Tackett décrit le processus qui, en transformant les députés en révolutionnaires, a contribué à la création de l'Assemblée nationale

PAR LA VOLONTÉ DU PEUPLE
Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires
(*Becoming a revolutionary. The deputies of the French National Assembly and the emergence of a revolutionary culture 1789-1790*)
de Timothy Tackett.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Alain Spiess,
Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 372 p., 145 F.

N ombreux sont les historiens récents de la Révolution française à avoir insisté sur la rupture radicale de 1789, point de basculement historique et origine de la démocratie moderne incluse dans cette « année sans pareille » qui est aussi celle où les Français, bon gré mal gré, s'inscrivent massivement à la politique. Timothy Tackett, professeur d'histoire moderne à l'université de Californie, tente précisément de restituer cette dynamique de l'apprentissage révolutionnaire en livrant dans son laboratoire un échantillon de près de mille cobayes, particulièrement sensibles aux effets, bénéfiques ou désastreux, de l'invention politique d'un homme nouveau : les députés de la première Assemblée nationale française, la Constituante, réunis à Versailles au mois de mai 1789, siégeant dans plus de deux années malgré les aléas et les écueils d'une vie politique passablement troublée. Tackett se propose donc d'observer et d'enrichir une idée (la radicale nouveauté de 1789) en la radicalisant sur le terrain du parlementarisme naissant. « *Sur le terrain* » est d'ailleurs bien l'expression adéquate avec un pragmatisme à toute épreuve, l'historien américain évalue l'action de chacun, étudie les témoignages, pèse et soupèse le poids des tendances et des « factions », force bien souvent l'admiration de son lecteur par la minutie et l'abondance du travail réalisé. Tackett a

surtout eu la patience et le soin de collecter une source dispersée, mais qui se révèle inestimable : les impressions des premiers députés, souvent rendues à chaud, à vie, dans le mouvement même de l'histoire. Car plus d'un député sur dix, 129 exactement, ont laissé, sans compter les discours et les procès-verbaux des séances parlementaires, des témoignages précis et subjectifs sous forme de lettres, de journaux, parfois de mémoires. Ces textes, le plus souvent manuscrits, sont d'une grande richesse et forment le trésor de guerre de cet ouvrage, arraché aux archives nationales, locales, publiques ou privées, arraché avec un savoir-faire qu'aujourd'hui seuls les historiens américains possèdent et maîtrisent vraiment. On y découvre les avis, les jugements, les affects que la révolution au quotidien inspire à l'élite nouvelle ; on y trouve un tableau extrêmement enrichissant de la politique en train de se faire. C'est à l'état naissant et à l'état brut, un reflet sensible de l'événement révolutionnaire.

UNE DYNAMIQUE

Peu importe, ensuite, que la première partie du livre, manière de biographie collective de l'Assemblée nationale, soit un peu figée, trop classique peut-être, scolaire souvent. Sans doute, parce que les sources utilisées par Tackett semblent plus propices à l'étude du mouvement même des opinions au sein du collectif. Les souvenirs, les mémoires, les justifications des députés ont peine à tracer un portrait fiable et stable, alors qu'ils excellent, et l'auteur avec eux, à dessiner une dynamique, des évolutions, des oppositions. C'est ce que propose la seconde partie du livre, « Les origines de la dynamique révolutionnaire », strictement la plus intéressante de l'ouvrage. Le processus de création de l'Assemblée nationale se retrouve alors au centre des investigations, puis la

lutte des factions pour le pouvoir. Les députés s'affranchissent de la forme cérémonielle ancienne (les Etats généraux), cherchent à s'organiser, se trouvent collectivement un nom (*Assemblée nationale*) et commencent à s'émanciper de la tutelle royale, même s'ils demeurent très attachés, émotionnellement, à la personne du monarque. Au cours de cette fondation et de cette mise en marche, il a été essentiel que les députés se donnent des règles, s'inventent des rituels, s'imposent des comportements individuels et collectifs, façonnent des oppositions, gèrent la violence et les crises du mouvement désordonné de la politique révolutionnaire. Les règles confèrent, vaille que vaille, un cadre aux débats, rendent productif le « choc des opinions », permettent l'élaboration de la loi et favorisent une forme de dialogue contrôlé entre représentants et représentés. Ainsi se fondent, sur bien des points, le débat et le travail parlementaires modernes.

Il s'agit de mettre en place un être-ensemble des représentants du peuple, réglé, ostensible, qui a pour fonction de rendre visible aux yeux de tous, patriotes et adversaires, la fracture politique de 1789. Ce principe de vie collective dit le pouvoir nouveau de l'Assemblée autant qu'il régit et qu'il ordonne les pratiques parlementaires. Il finit même par incarner une part de ce pouvoir, par incarner comme le corps du roi pouvait figurer auparavant la toute puissance du monarque pour ses sujets. La politique démocratique prend ici une forme qui la rend visible et lisible. Le grand mérite de Tim Tackett consiste à souligner sans cesse que cette forme de souveraineté n'est possible et n'est vivante que dans le conflit, dans la controverse, dans l'antagonisme des opinions. Le livre, écrit comme une leçon d'histoire, devient ainsi peu à peu une leçon de démocratie.

Antoine de Baecque

Parole du ghetto

De révolte, de colère. Le récit de Dawid Sierakowiak constitue un document exceptionnel sur les juifs de Lodz. Et plus encore, contre l'oubli

JOURNAL DU GHETTO DE LODZ (1939-1943)
(The Diary of Dawid Sierakowiak)
de Dawid Sierakowiak,
(accompagné de 65 photos inédites du ghetto de Lodz).
Direction littéraire et introduction d'Alan Adelson,
traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Mona de Pracental,
éd. du Rocher, 358 p., 139 F.

Rédigé au jour le jour et dans des conditions de plus en plus atroces par un adolescent étonnant de courage et d'intelligence — Dawid pétra au ghetto à dix-neuf ans, en août 1943 —, cet exceptionnel document constitue l'une des chroniques les plus détaillées jamais établies sur le calvaire des juifs de Lodz. Comme la plupart des récits écrits au cœur même du désastre, son sauvetage tint presque du miracle. « Une pile de cahiers de brouillons couverts d'écriture traînaient sur le poêle », certains déchirés, sans doute pour alimenter le feu, expliquera, après la guerre, l'ancien propriétaire de l'appartement. Ainsi se présenta initialement le *Journal*, dont la publication, enfin intégrale, nous fait une fois de plus mesurer l'irremplaçable valeur du témoignage vécu.

Une chose est d'appréhender le processus de destruction à travers sa pétrifiante réalité comptable. De savoir qu'entre 1940 et août 1944 — date de la « liquidation » définitive du ghetto — environ 60 000 personnes succombèrent, à Lodz, de faim, de froid et de maladie ; que 130 000 hommes, femmes et enfants y furent rafés, déportés puis gazés dans les camions à gaz de Chełmno et à Auschwitz. Une autre, avec Dawid, de pénétrer, de seul en seul, dans l'effroyable quotidien du ghetto, dans la réalité, minutieusement relatée de l'intérieur, d'une souffrance, tant phy-

siqne que morale, ici restituée dans sa vertigineuse progression.

Cette mort lente qui frappe de tous côtés, Dawid nous la décrit avec une précision presque clinique. Ainsi, dans cette notation fulgurante du 25 mai 1942 : « On maigrit, on blêmit, puis vient le gonflement et ça y est. Quelqu'un vivait, quelqu'un est mort. » Ce regard étonnamment lucide et distancé, comme s'il s'agissait, par ce biais-là aussi, de résister à l'effacement, Dawid ne le réserve pas qu'aux autres. Lorsque, au vu d'une photographie prise en juin 1942, il constate par exemple, non sans humour noir, qu'elle est « bien sortie », « Je me rends maintenant compte, remarque-t-il, de l'état dans lequel je suis. La gueule en sautoir », comme ils disent si justement au ghetto.

Déterminé à ne pas se laisser achever, l'adolescent parvient malgré tout à multiplier les petits bouts qui constituent, par moments, le seul et dérisoire revenu des siens. Mais entre la vie et la mort, la faim, au ghetto, c'est aussi ce mal terrifiant qui s'insinue au cœur même des relations humaines. Il se traduit, chez les Sierakowiak, par un double drame familial. Dawid, bouleversé, parle ainsi de « grand malade de la maison » : son père ne cesse d'y voler la nourriture de sa femme et de ses enfants. Une attitude qu'il tiendra pour partie responsable de la « défection » de sa mère, emmenée sous ses yeux — « ma minuscule mère toute émaciée », s'écrie-t-il, à demi fou de douleur. La scène se déroule au cours de ces fameuses journées cauchemardesques de septembre 1942, marquées par la rafle de 15 000 malades, personnes âgées et enfants de moins de dix ans, « pour la déportation et, suppose-t-on, pour l'extermination », précise aussitôt Dawid.

Avec l'arrestation de sa mère, Dawid laisse à nouveau exploser sa colère à l'égard des dignitaires et

des privilégiés du lieu, qu'un « *abime* » sépare de la masse grise des « *sans-relations* », sans perspective aucune d'échapper à l'extermination. C'est un autre des leitmotivs de ce *Journal*, également précédé par ses observations sur le règne autocratique de Chaim Rumkowski, le très controversé président du *Judenrat* (Conseil juif). Dawid n'hésite pas à le traiter de « *débile sadique* », stigmatisant ses discours « *style Führer* ». Et de résumer la sociologie du ghetto par cette phrase : « Certains s'empiffrent s'empiffrent, d'autres s'empiffrent officiellement, et le reste gonfle et meurt de faim. »

Car une constante révolte résonne au fil de ces pages. Mais si Dawid est membre de l'organisation clandestine des jeunes communistes du ghetto, ce qui frappe surtout, c'est bien son hallucinant combativité intérieure. Dawid s'acharne : à étudier Ovide, à traduire Lénine du yiddish au polonais, à lire Schopenhauer ou Romain Rolland dans le texte. Il parvient même à jeter, explique-t-il non sans fierté, les idées maîtresses de sa théorie sur « l'égoïsme et le caractère sacré de la vie humaine ». Le désespoir l'emporte parfois quand l'adolescent se désole de ne faire « aucun progrès ».

Tragique ironie du sort réservé au manuscrit de ce jeune communiste convaincu : c'est, en 1968, la campagne antisémite déchaînée en Pologne par le parti qui en empêcha la première édition. La détermination de Dawid à écrire contre la mort et contre l'oubli renvoie en cela à la tragédie même du siècle. Mais son extraordinaire dignité vient aussi nous rappeler que la douloureuse question de la collaboration des victimes ne doit pas nous faire oublier tous ceux qui, à l'instar de Dawid, ne se laissèrent ni dégrader ni corrompre. En ce sens, ce *Journal* représente aussi une inoubliable leçon d'humanité.

Alexandra Laguel-Lavastine

Portrait d'Alexandrie la Grande

Sans message ni coups de gueule, Daniel Rondeau a investi la cité égyptienne avec pour seule arme la littérature

ALEXANDRIE,
de Daniel Rondeau,
Nil édition, 250 p., 99 F.

G rand reporter au *Nouvel Observateur*, homme de terrain jusqu'à avoir travaillé en usine, hérit du Liban libre ou des victimes du communisme, figure parisienne, Daniel Rondeau est pourtant sans doute avant tout un serviteur des Lettres. Là, alors, plus de message ni de gueulerie, seulement la littérature, comme dans cet *Alexandrie* sortant dix ans après son *Tanger*, portrait très personnel de l'ancien port international qui vient d'ailleurs d'être augmenté de 115 pages et réédité (1).

Alexandrie se veut au reste le deuxième volume d'une série sur les villes fondatrices, qui doit ensuite conduire Rondeau à Trieste et à Palerme puis sur le Bosphore. S'attaquer à la cité fondée par Alexandre n'était pas une entreprise facile. Rondeau a trouvé sa voie en écoutant les survivants de la grande époque alexandrine moderne, close par le putsch contre le roi Farouk en 1952 : des survivants encore nombreux à la restauratrice grecque au noble pontifical via la nièce de Zog d'Albanie ou la chéiste Asma El Bakri. Les propos, les profils de ces glorieuses ou modestes « épaves » d'un monde évanoui, Rondeau les a enveloppés de son ample écriture puis les a incrustés sur la paroi extérieure du mille-feuille alexandrin, déjà fourré aux Cléopâtre et autres Bonaparte.

Il s'ensuit une déambulation historico-contemporaine, un slalom d'une seule haleine entre le Macédonien montant Bucéphale, le gratte-papier poète Cavafy et tel faubourg actuel d'Alexandrie « soumis à un bombardement intensif d'ordures et de sacs-poubelle », Cocteau et son *Maïsh* (2) prémonitoire, imaginant avant la

révolution les immeubles de la corniche alexandrine mués en sacophages dressés face à la mer, est peut-être la plume dont se rapproche le plus, dans *Alexandrie*, la fausse nonchalance de Rondeau ; une attitude qui lui permet de voir sans être vu, de se couler dans paysage et histoire pour mieux les malaxer et apporter au lecteur son plaisir sur un plateau. Un plaisir littéraire, même si on ne peut s'empêcher de remarquer, quitte à froisser la gauche égyptienne, que l'idéal cosmopolite et métissé,

célébré ici et là ces temps-ci, avait bien été réalisé à Alexandrie d'Egypte (et à Tanger) sous l'égide d'une royauté orientale, coloniale, épicurienne. La recette a été perdue durant cette nuit alexandrine de l'été 1952 pendant laquelle Farouk lisait en français *L'Amant de lady Chatterley*, tandis que ses officiers transiaient sa chute — et celle de la ville.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Nil Editions, 313 p., 99 F.
(2) Gallimard, 1949.

alain berenboom

la jérusalem captive

Et si c'était un juif qui se trouvait être à l'origine de la première croisade, celle menée par Godefroi de Bouillon ?

alain berenboom

la jérusalem captive

verticales

Guittou prend la pose devant l'éternité

MON TESTAMENT
PHILOSOPHIQUE
de Jean Guittou.
Presses de la Renaissance,
275 p., 119 F.

Jean Guittou, 96 ans, semble avoir l'éternité devant lui, met en scène sa propre mort, ses funérailles aux Invalides et son passage devant Dieu. Ce scénario est d'abord un pied-de-nez à son image de philosophe conventionnel et de catholique traditionnel. Il est surtout le prétexte à des entretiens imaginaires avec Socrate, Pascal, Paul VI, de Gaulle, Mitterrand et tant d'autres, convoqués sur son lit d'agonisant ou autour de son catafalque, pour rectifier l'héritage du « maître ».

Cela sent vite le procédé. Ce qui sauve la mise en scène, c'est l'humour caustique de Guittou, sa capacité de jongler avec les mots, les concepts, les paradoxes. A l'heure de la mort, il est contraint par Pascal de redire pourquoi il croit en Dieu, par Bergson pourquoi il croit en Dieu, par Paul VI pourquoi il est catholique. Il parle poétiquement de Dieu, d'art avec de Gaulle, de l'existence du mal avec de Gaulle. Si l'entretien avec Mitterrand était connu depuis *L'Absurde et le Mystère*, la confrontation de l'ancien président avec... Thérèse de Lisieux est d'un goût plutôt douteux.

De cette galerie, il ressort le portrait d'un Guittou catholique et libre-penseur, hanté par la confrontation de la foi chrétienne avec la raison critique. *L'académisme ne déteste pas élever son « égérie »*, sa soit d'honneur et de postérité, ses fausses humilités. L'un de ses derniers visiteurs lui arrache même cette confidence : « Il me fallait toujours penser, croire, savoir. Je n'ai presque pas eu le temps d'aimer ». Au jugement dernier - dont il nous cache l'issue -, cet aveu lui vaudra d'être pardonné.

H. T.

Le simple bonheur de croire

Roger Etchegaray, Georges Sufferet et Jean-Marie Lustiger affirment
le retour aux sources de la foi à travers le message de Jésus

JÉSUS, VRAI HOMME
ET VRAI DIEU
de Roger Etchegaray.
Desclee de Brouwer, 172 p., 98 F.

EN CHEMINANT AVEC JÉSUS
de Georges Sufferet.
Ramsay, 237 p., 109 F.

SOYEZ HEUREUX
de Jean-Marie Lustiger.
Nil. Éditions, 142 p., 85 F.

Parallèlement au débat universellement relancé sur l'historicité des Évangiles, grâce à des auteurs aussi divers qu'Eugen Drewermann et Jacques Duquesne ou à une célèbre série télévisée (*Corpus Christi*), s'affirme un besoin de retour aux sources de la foi chrétienne. Touchant des publics différents, les ouvrages sur « le Christ de la foi » sont aussi prolifiques que ceux qui portent sur « le Jésus de l'histoire ». On en veut pour preuve les livres que viennent de publier Roger Etchegaray et Jean-Marie Lustiger, les deux cardinaux français, ainsi qu'un intellectuel chrétien comme Georges Sufferet.

Leur propos n'est pas de « disséquer » Jésus sous toutes les coutures, de procéder à ces « leçons d'anatomie » qu'évoque Roger Etchegaray, dans une féroce allusion aux travaux de savants exégètes et historiens. Ils n'ignorent pas que l'histoire de Jésus pose à l'homme moderne des questions « culturelles nouvelles », mais ils ne veulent retenir que les « préoccupations spirituelles » qui traversent toutes les générations, dont l'actuel engouement pour Thérèse de Lisieux traduit par exemple la permanence.

Roger Etchegaray s'emploie à y répondre, avec le lyrisme et le bon sens de celui qui fut évêque de Tarragona, à Marseille, avant de devenir à la fin de l'un des plus proches collaborateurs du pape. C'est une méditation très personnelle sur Jésus qu'il propose, enrichie par ses au-

teurs préférés (Pascal, Péguy, Balzac et Thérèse de Lisieux). Le défi pour le chrétien est de croire à un Jésus à la fois « vrai Dieu et vrai homme ». Impossible d'échapper à cette dualité, dit-il, car, dans une perspective chrétienne, Jésus est le seul qui permette à l'homme de connaître Dieu et de se connaître lui-même.

Ce faisant, le cardinal Etchegaray touche à deux objections majeures contre la foi chrétienne. De plus en plus, le fidèle est tenté d'en prendre et en laisser dans son rapport à l'Église et dans la compréhension de ses racines juives. Sans préjuger, Roger Etchegaray explique pourquoi il aime son Église, dont il se réjouit qu'à la veille du troisième millénaire elle accepte de se pencher sur les zones d'ombre de son tumultueux passé. « L'Église a autant besoin d'être aimée que réformée », confesse le cardinal romain, pour qui l'homme ne peut pas se dire croyant en Jésus-Christ sans croire aussi à son Église.

FOI DANS LE DIALOGUE

C'est à une autre « solidarité », plus difficile encore à mettre en œuvre, qu'il appelle les chrétiens de cette fin de siècle. La découverte des religions non chrétiennes est venue par eux comme une épreuve, ouvrant la voie au doute, au scepticisme, à la peur. L'auteur n'ignore pas les risques de repli sur l'identité catholique et il donne une leçon de courage et de foi dans le dialogue interreligieux, surtout avec le judaïsme. Sans connaître ses racines juives, le chrétien ne peut accéder au mystère de sa propre foi, insiste M^r Etchegaray, qui souligne la communauté de destin entre christianisme et judaïsme par une formule qui rejoint de récents repentins : « Tant que le judaïsme restera extérieur à notre histoire du salut, le chrétien risque de se réveiller toujours antisémite ».

Si son propos est plus modeste, l'ouvrage de Georges Sufferet n'en

revèle pas moins une foi aussi inébranlable, ne souffrant d'aucune boursoufflure. Pas plus que le cardinal Etchegaray, l'éditeur de *Fi-garo* ne méconnaît le proche fait à Jésus par l'époque moderne, ni les équivoques qui pèsent sur l'histoire du message de Jésus. Mais, en « chrétien ordinaire », Georges Sufferet ne veut retenir que la lettre des Évangiles. Sans doute leur authenticité historique prête-t-elle à caution mais, affirme-t-il en commentateur avisé et caustique, passent les philosophies, les doctrines scientifiques et théologiques, le message de Jésus reste « intact et éternel ». Pour lui, tout est dit.

La clé du retentissement de ce message, y compris dans les jeunes générations, est qu'il répond à une question vieille comme l'histoire de l'humanité, celle du bonheur. C'est la conviction de Jean-Marie Lustiger, au terme d'une brève méditation qu'il puise dans les Psaumes et le Sermon de Jésus sur la montagne (Béatitudes). L'archevêque de Paris tord le cou au lien commun selon lequel le christianisme serait hostile au bonheur et ferait régner sur le monde une « terreur morale ». La foi chrétienne n'est pas contre le bonheur de l'homme, plaide-t-il.

Le cardinal Lustiger ne méconnaît pas l'influence du pessimisme janséniste, mais il attribue aux « fantasmes » des époques successives, plus qu'à un message du Christ, ces excès de désespoir et de doléances. Il reconnaît que la conviction des croyants n'a pas été assez puissante pour empêcher la déviation, mais il ignore les manipulations des faits et des textes, les stéréotypes et les peurs fabriqués par l'Église pour défendre son dogme. Son propos n'était pas de rompre des lances avec Jean Delumeau ou Jacques Duquesne qui ont analysé ces dérives. Involontairement, il y répond.

Henri Thioq

Colère d'un agnostique

Théo Klein dénonce les dérives d'un judaïsme
sclérosé par un ritualisme trop étroit

LE GUETTEUR
de Théo Klein.
Pion, 225 p., 125 F.

A-t-on jamais lu commentaire plus pertinent d'Ézéchiel sous la plume d'un agnostique ? Avec Isaïe et Jérémie, Théo Klein fait de ce prophète l'un des « guetteurs », dont le rôle est de rappeler, à temps et à contre-temps, l'éthique fondamentale, le droit (*mispat*) et l'équité (*tsedaka*). La lecture de la Bible que propose cet avocat, ancien président du Conseil représentatif pour les institutions juives de France (CRIF), surprend par son audace et sa sincérité. Théo Klein n'est pas philosophe, ni théologien, ou c'est ce qu'il veut nous laisser croire. En revanche, s'il ne se l'applique pas à lui-même, ce mot de « guetteur » lui va bien.

C'est un sentiment d'urgence qui lui fait écrire ce livre. De cette urgence que lui dicte la montée des aspirations identitaires et des comportements ultra-orthodoxes, la remise en cause du processus de paix au Proche-Orient, l'exacerbation des nationalismes, autant d'éléments qu'il assimile à un repli sur un « ghetto » que, par toutes ses fibres, il exécute. Son livre est tout entier marqué par une sorte de colère rentrée, de celle qui lui fait crier à la maladroite quand tant de rabbins interprètent de manière aussi étriquée la pratique des *mitzvot* (commandements). La loi juive n'est pas destinée, plaide-t-il, à être enfermée « dans les quatre murs d'une halakha sclérosée et rigide ». Si la Torah, loi éternelle, est intangible, la halakha est toujours en devenir.

Au moins l'était-elle quand les rabbins interprétaient la loi juive selon les lieux et leur époque et invitaient les fidèles à se la réapproprier, quand les malheurs du

temps, la contrainte des exodes et des exils obligeaient les juifs à resserrer leurs rangs. Notre « guetteur » des temps modernes n'entend pas sacrifier la moindre parcelle d'un héritage plurimillénaire, mais le monde a changé, la menace s'est déplacée. La laïcité a séparé l'État de la religion, ouvert de nouveaux espaces à une liberté qui n'est pas forcément trahison. Or au lieu de s'adapter, conformément à la grande tradition juive, les rabbins d'aujourd'hui, s'étonne Théo Klein, ont laissé le message « se diluer dans une pratique qui n'a plus d'autre objet qu'elle-même ». Elle est devenue loi d'airain enfermant le croyant dans l'angoisse permanente de manquer à ses obligations.

L'avocat Klein a des formules redoutables. On a fait dévier, dit-il, le judaïsme, qui est d'abord mode de vie et éthique, « en une Église », avec son culte, ses prêtres et ses rites. Le rabbin se fait « fonctionnaire ». Il « cadence » la loi. Au lieu de libérer l'homme, il l'enferme dans la vénération d'un judaïsme « moyen-âgeux », enclavé dans la société moderne, comme Mea Shearim à Jérusalem. De manière surprenante, ce libéral appelle à ses secours un maître en orthodoxie, Yeshayahu Leibovitz, aujourd'hui décédé, pour qui la pratique du *mitzvot*, rappelle-t-il, était d'abord un acte gratuit, une contribution à la sainteté de Dieu.

Au total, ce livre est un acte de foi dans un judaïsme allégé de son ritualisme, intégré sans être assimilé, celui d'un homme sage, ouvert, attentif mais inquiet. Théo Klein fait partie de ces hommes-chambrés entre les orthodoxes et les non-croyants qui oublieraient presque leur judaïsme. À ce titre, son ouvrage est un cri pour réformer une communauté sans porter atteinte à son unité.

H. T.

Les chrétiens et les autres : théologie et dialogue

De l'intérieur même de l'identité catholique et de son discours, Jacques Dupuis souligne la nécessité
d'un pluralisme religieux. Une ouverture humaniste et salutaire

VERS UNE THÉOLOGIE
CHRÉTIENNE DU PLURALISME
RELIGIEUX
de Jacques Dupuis.
Traduit de l'anglais
par Orlindo Parachini
Cerf, coll. « Cogitatio Fidei »,
655 p., 290 F.

En théologie comme dans d'autres sciences, certains livres font date, parce qu'ils révèlent en même temps qu'ils synthétisent une pensée jusque-là éparse mais qui acquiert grâce à eux maturité et fécondité. C'est ainsi que, dans la surabondante littérature religieuse d'aujourd'hui, il faut distinguer l'ouvrage remarquable du R. Jacques Dupuis, consa-

cré à une « théologie chrétienne du pluralisme religieux ». Doit-on insister sur l'actualité et, donc, l'importance du sujet ? Dans un monde que les moyens de communication rétrécissent chaque jour, le brassage culturel bien souvent se noue, dans nos pays comme dans tous les autres, en un brassage culturel et religieux. C'est l'affirmation d'appartenance à des fois différentes, affirmation souvent exacerbée par le couloir de la pluralité indéfinie, qui conduit tantôt à des replis sur soi identitaires, filieux, menaçants, tantôt, dans le meilleur et le plus rare des cas, à des dialogues ébauchés, balbutiants. C'est la pré-tention, manifestée en particulier dans les religions révélées et monothéistes, à la détermination de la vérité, qui

pousse des desperados à la barbarie quotidienne, au mépris de la vie d'autrui, à la boucherie pour son Dieu.

Il était donc grand temps que les chrétiens - et en particulier les catholiques - fissent, pour eux-mêmes d'abord et, espérons-le, pour une plus large audience, le point doctrinal sur ce que bouleverse et engage, dans l'intelligence de leur Révélation, la nécessité d'un dialogue interreligieux. Parmi les questions à renouer, bien entendu : la Bible judéo-chrétienne permet-elle une ouverture au salut des autres croyants ? Continue-t-elle d'être vraie, cet adage promulgué comme un dogme au concile de Florence de 1442, qu'il « n'y a pas de salut en dehors de l'Église » (*extra Ecclesiam nulla salus*) ? Les religions autres que chrétiennes proposent-elles des voies et des moyens de salut efficaces ? Et celle-ci, décisive : Jésus le Christ, personnage historique singulier et contingent, apparaît-il à un moment donné du temps et de l'histoire, marqué par une culture et une tradition propres, peut-il vraiment être un médiateur « universel » du salut, unique secours de tous les hommes dans toutes les époques ?

Jacques Dupuis, professeur émérite à l'Université grégorienne de Rome, aborde ces questions avec rigueur, en connaissance de l'histoire du sujet, de la littérature théologique ancienne et actuelle sur ces questions, et aussi des enjeux concrets de cette problématique (il a été missionnaire en Inde de 1948 à 1984). Chapitre après chapitre, il fait le point sur les dossiers (biblique, patristique, historique - excellent état de la question sur l'histoire du fameux adage cité plus haut, du « hors de l'Église... », magistral, théologique). Il fait valoir les ouvertures que chaque aspect, chaque moment aussi, permettent d'engranger aujourd'hui. Au terme, il renouvelle la problématique du tout au tout. Le catholicisme se trouve réel non seulement une « théologie du salut des infidèles », comme le suggère, de façon encore timide, la déclaration *Nostra Aetate* du concile Va-

tican II, mais une reconnaissance réelle du pluralisme religieux comme faisant partie du dessein même de Dieu sur l'humanité : « Comment les conditions dans lesquelles les individus vivent leur vie religieuse s'accroissent-elles avec l'union plus étroite de Dieu pour le salut du genre humain ? Quel sens a, aux yeux de Dieu - pour autant que nous puissions prétendre pénétrer les secrets divins - la réalité du pluralisme religieux dans le monde ? » Et encore : il faut « rechercher la raison ultime du pluralisme lui-même, sa signification dans le plan de Dieu pour l'humanité ».

Au moment où la commission théologique internationale du Vatican présente elle aussi un rapport très ouvert sur la même question (1), on est séduit par la largeur de vue à laquelle peut conduire, aujourd'hui, une théologie catholique du pluralisme. Ainsi, quand il annonce que la mission - tâche constitutive de l'Église - n'est sans doute, en notre temps, rien d'autre que l'investis-sement dans ce dialogue continué, difficile, respectueux, Jacques Dupuis rend-il cette Église à un rôle ni plus ni moins humaniste et humanisant. Non qu'il faille étouffer ses convictions particulières, au contraire : « Il n'y a pas de dialogue interreligieux dans un vide de conviction religieuse ». Mais il appartient à ces convictions mêmes, et de plein droit, qu'il faut les risquer sans cesse dans le jeu de l'échange. Jacques Dupuis n'a pas inventé une nouvelle catégorie de la théologie catholique ; en abordant le pluralisme religieux, il donne à voir un paramètre auquel aucune théologie catholique ne pourra désormais échapper. En ce sens, c'est toute la théologie contemporaine qui est revisité - et c'est un événement.

Benoît Lobet

(1) Commission théologique internationale. *Le Christianisme et les religions*. Préface de J. DORE, Centurion-Cerf.
(2) Fondée en 1962, elle est aujourd'hui dirigée par le R. Claude Geffré, professeur à l'Institut catholique de Paris.

Du travail de bénédictin

Une somme érudite d'Evangelista Vilanova sur
vingt siècles de théologies chrétiennes

HISTOIRE DES THÉOLOGIES
CHRÉTIENNES
d'Evangelista Vilanova.
Traduit de l'espagnol par
Luc Durban et Jacques Mignon,
Cerf, trois volumes, 1 302, 534 et
1 160 p., 390 F. chaque volume,
990 F. les trois sous coffret.

Heureusement qu'existe-t-il encore ces types de chercheur que ne rebutent pas de colossales entreprises. Est-ce un hasard si c'est un bénédictin, le père Evangelista Vilanova, qui est l'auteur de la plus importante « histoire des théologies chrétiennes » d'aujourd'hui ? Vingt siècles de débats, d'oppositions dogmatiques, d'enjeux politico-religieux, d'élans mystiques, de relations avec des cultures diverses sont ici présentés en trois volumes imposants.

Certes ce n'est pas la première entreprise de ce type. Rappelons, parmi d'autres et dans les productions récentes, les quatre volumes de *l'Histoire des dogmes* publiés sous la direction de Bernard Sesboüé (Desclee, 1994-1996). Mais le travail de Vilanova se distingue par un certain nombre d'ouvertures. Ainsi, non seulement le dogme et l'histoire - voire le « développement » - du dogme, selon l'expression empruntée à J. H. Newman, retiennent-ils l'attention de l'auteur (on devrait dire : des auteurs, puisque Pius-Ramon Tragan, Luis Duch et Joseph Heren i Bobigar ont apporté des contributions), mais aussi certaines incursions dans les théologies, juives et musulmanes par exemple, évoquées en contre-chant des pensées chrétiennes de la même époque.

Heureuse initiative, aussi : à l'instar même des théologies chrétiennes, on ne se contente pas de décrire l'évolution des idées, on veut aussi décrire celle de la vie spirituelle et de la mystique. Ainsi de l'évocation de la mystique rhénano-flamande, bien recadrée

dans les changements culturels du XV^e siècle, ou, plus loin, des auteurs spirituels du monde castillan ou de l'Ecole française.

Autre entrée bienvenue, celle qui a trait aux rapports entre littérature et foi. Certes celle-ci, par les thèmes qu'elle développe (le péché, le salut, la grâce, la conversion, etc.), a souvent inspiré celle-là, et on ne s'étonne guère de voir citer Péguy, Simone Weil, Dostoevsky ou Bernanos. Mais il est plus déconcertant de lire « les questions que don Quichotte pose à la dogmatique ».

Les perspectives actuelles de la théologie catholique, en finale, donnent aussi matière à méditation : l'Europe n'est plus le lieu premier où le discours sur Dieu s'élabore - l'émergence des théologies de la libération, en Amérique du Sud, en témoigne. Les tensions continues entre certains courants neufs et le magistère romain ne peuvent être ignorées - et l'auteur déplore à juste titre, commentant l'« instruction sur la vocation ecclésiale du théologien » du 24 mai 1990, que « le magistère romain ne semble pas prendre en compte la radicalité des défis » posés par la culture moderne et l'« infra-monde de la misère, et qu'ainsi « se maintient l'attitude non intégratrice dans les rapports entre foi et rationalité moderne, comme entre foi et justice sociale ».

Bref, on voit l'importance de cet ouvrage, non seulement par l'ampleur de la matière traitée mais aussi par ses perspectives neuves et par son audace. Une nouvelle fois se vérifie dans ces trois volumes ce que l'on ne devrait jamais perdre de vue : que l'histoire de la théologie (et, plus généralement, l'histoire de l'Église ou des Églises) n'est pas d'abord de l'histoire. C'est... de la théologie, quelque zèle que mette l'historien à rapporter les faits dans leur objectivité.

B. L.

Franco Maria Ricci

FMR

la plus belle
revue d'art
du monde...

15 galerie Véro Dadaï, 75001 Paris, Tél : 01 49 41 02 02
12 rue des Beaux Arts, 75006 Paris, Tél : 01 46 33 96 31

L'agenda FMR 1998 et le Guide
vous seront offerts pour tout abonnement souscrit

مركزا من راحل

RADIO-TELEVISION

LE MONDE / VENDREDI 26 DÉCEMBRE 1997 / 21

JEUDI 25 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

20.10 Aladdin ■ De John Musker (États-Unis, 1992, 90 min). Disney Channel
20.10 Édouard aux mains d'argent ■ De Tim Burton (États-Unis, 1990, 110 min). RTBF 1
20.30 L'amour chante et danse ■ De Mark Sandrich (États-Unis, 1941, N, v.o., 100 min). Ciné Cinéma
20.30 La Lutte magique ■ De D. Blum et C. Goldman (EU, 1994, 75 min). Ciné Cinéma
20.30 Le Châle de verre ■ De René Clément (France - Italie, 1950, N, 100 min). Festival
20.35 Babe, le cochon devenu berger ■ De Cyndy Noonan (Australie, 1995, 85 min). Canal +
20.45 Peau d'âne ■ De J. Demy (Fr., 1970, 90 min). Arte

20.55 Ivanhoé ■ De Richard Thorpe (États-Unis, 1951, 105 min). France 3
20.55 Hôtel des Amériques ■ D'André Téchiné (France, 1981, 95 min). Téva
21.00 La Guerre du feu ■ De Jean-Jacques Annaud (France - Canada, 1981, 120 min). Histoire
21.00 Neuf garçons, un cœur ■ De Georges Friedland (France, 1947, N, 90 min). Paris Première
21.00 Rue Barthe ■ De Gilles Béhat (France, 1983, 105 min). Canal Jimmy
21.45 Retour à Howards End ■ De James Ivory (Grande-Bretagne, 1997, v.o., 140 min). Ciné Cinéma
22.00 Bandes, bandes ■ De Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 115 min). RTBF 1

22.10 Raison et sentiments ■ D'Ang Lee (États-Unis, 1995, v.o., 120 min). Canal +
22.10 I Was Happy Here ■ De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, v.o., 95 min). Ciné Cinéma
22.10 L'Affaire des poisons ■ D'Henri Decoin (France, 1955, 120 min). Festival
22.25 Les Comancheros ■ De M. Curcio (EU, 1951, 100 min). RTL 9
22.50 Les Affranchis ■ De Martin Scorsese (États-Unis, 1990, v.o., 145 min). Canal Jimmy
23.05 Le Pige ■ De John Huston (États-Unis, 1973, 100 min). France 3
23.55 L'Étrange Noël de Mr Jack ■ De Tim Burton et Henry Selick (États-Unis, 1993, 75 min). TSR
0.05 Clair de lune ■ De Constant Costa-Gavras (France, 1979, 105 min). Ciné Cinéma

● **21.00 Histoire**
La Guerre du feu
Le feu entretenu par la tribu des Elam s'étant éteint, trois guerriers partent à la recherche d'une flamme pour le rallumer. Réalisée par Jean-Jacques Annaud, cette adaptation d'un roman de J.-H. Rosny aîné, est très soignée, nous ramène à l'âge de pierre et aux balbutiements d'une humanité primitive qui commence à se détacher de l'animal. On y croit à cause d'une extraordinaire reconstitution, parlant à l'imagination et créant nos lointains ancêtres. — J. S.

● **21.00 Planète**
Le Chagrin et la Pitié
1969. Dans une ville allemande, un homme d'affaires, ancien officier de la Wehrmacht, se souvient de la deuxième guerre mondiale. A Clermont-Ferrand, un pharmacien, entouré de ses enfants, évoque la déclaration de guerre de 1939 et explique que, après la débâcle, les deux sentiments les plus fréquents pour lui furent « le chagrin et la pitié ». Une suite de témoignages entrecoupée de documents d'époque rappelle les événements de 1940 à 1944. Cette longue et admirable chronique d'une ville française sous l'Occupation comprend deux parties : « L'effondrement » et « Le Choix » (diffusé la semaine prochaine). Produite par des sociétés de télévision suisse et allemande, elle sort en avril 1971 dans une petite salle parisienne et provoqua un fameux choc dans la société française. Premier passage à la télévision : octobre 1981, sur France 3. Marcel Ophüls a fait la chasse à toutes les vidéos, même celles qui n'étaient pas bonnes à dire, et les a organisées en un récit qui va bien au-delà du simple documentaire. — J. S.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

17.00 De l'actualité à l'Histoire ■ Retrospective 1997. Histoire
18.00 Stars en stock ■ Jack Lemmon, Barbara Stanwyck. Paris Première
20.00 20 h Paris Première ■ Jean Béra. Paris Première
20.05 Temps présent ■ Reine d'une année, Mélanie Wininger, Miss Suisse 1996-97. La colline des guides. TSR
22.15 Paroles d'enfants ■ TMC
23.00 Les Dossiers de l'Histoire ■ La vie en bleu, du Front populaire à nos jours. Du Front populaire à nos jours, un demi-siècle de luttes. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.30 Les Antilles sacrées ■ Le Choc de la Thaï. La Chaîne
18.45 La Rivière inoubliable ■ Valon-Bégonne, cinq ans après. Planète
19.30 Les Palestiniens ■ Planète
20.00 Les Samonts ■ Histoire
20.35 Huang Shan, la forteresse des brumes ■ Planète
21.00 Solitude thématique ■ La nuit des rêves. Arte
21.00 Le Chagrin et la Pitié ■ Histoire
23.05 Rythmes du monde ■ Planète

MAGAZINES

23.35 Les Altes de France ■ Le Concordat. Planète
0.00 Corpus Christi ■ Histoire
0.10 Jean Marais ■ Coteau mon maître. Festival
0.05 Nuits espagnoles ■ Arte

DANSE

20.30 Giselle ■ France Supervision
1.00 Notre-Dame de Paris ■ France 2

MUSIQUE

20.30 Spécial Noël ■ Avec José Carreras. Muzik
22.45 Bach Christmas Concert ■ par Philippe Herreweghe. Muzik
23.25 Concert de la Nativité ■ au Vatican. Muzik

VARIÉTÉS

0.10 Concert privé ■ France Gall. M 6
20.50 Charles Aznavour ■ Mes amis, mes amours... France 2

TELEFILMS

17.00 Commando express ■ O De David S. Jackson. TF 1

FILMS DU JOUR

13.00 La Vie privée du tribunal ■ De John Schlesinger (États-Unis, 1957, N, 120 min). Histoire
13.00 La Nuit fantastique ■ De Marcel L'Herbier (France, 1941, N, 90 min). Festival
13.25 Qui veut la peau de Roger Rabbit? ■ De Robert Zemeckis (États-Unis, 1988, 95 min). Disney Channel
13.55 La Castagne ■ De George Roy Hill (États-Unis, 1970, 120 min). Ciné Cinéma
14.30 Carabottages ■ De Marcel Bluwal (France, 1963, 90 min). France 3
15.50 L'amour chante et danse ■ De Mark Sandrich (États-Unis, 1941, N, v.o., 100 min). Ciné Cinéma
15.55 La Rose et la Figue ■ De Richard Lester (Grande-Bretagne, 1970, 105 min). Ciné Cinéma
15.55 Le Maître de musique ■ De Gérard Corbiau (Belgique, 1987, 100 min). Ciné Cinéma
16.00 Le Châle de verre ■ De René Clément (France - Italie, 1950, N, 100 min). Festival
16.05 Hello, Dolly! ■ De Gene Kelly (États-Unis, 1969, 135 min). La Cinquième

17.25 Viva Maria! ■ De Louis Malle (France - Italie, 1955, 115 min). France 2
17.30 Madeline ■ De David Lean (Grande-Bretagne, 1968, N, v.o., 115 min). Ciné Cinéma
17.40 L'Affaire des poisons ■ D'Henri Decoin (France, 1955, 120 min). Festival
18.10 M. V. M. M. M. ■ D'Yves Robert (France, 1957, N, 104 min). M 6
19.25 Le Gros Lot ■ De Preston Sturges (États-Unis, 1940, N, v.o., 65 min). Ciné Cinéma
20.30 Le Facteur sonne ■ toujours deux fois ■ De Richard Schoer (États-Unis, 1946, N, 85 min). Ciné Cinéma
21.00 L'Expert ■ De Luis Llosa (États-Unis, 1994, 110 min). Ciné Cinéma
22.15 Le Nouveau Testament ■ De Sacha Guitry (France, 1996, N, 85 min). Festival
22.30 L'école aux aventures ■ De Raymond Bernard (France, 1938, N, 100 min). Ciné Cinéma
22.50 Gremilins ■ De Joe Dante (États-Unis, 1984, v.o., 105 min). Ciné Cinéma

23.00 Heat ■ De Michael Mann (États-Unis, 1995, 146 min). Canal +
23.05 Les Hauts de Hurlevent ■ De Robert Fuest (Grande-Bretagne, 1970, 105 min). RTL 9
23.25 EX, effet de choc ■ D'Henri Decoin (France, 1955, 105 min). TSR
23.50 Monseigneur Verdoux ■ De Charles Chaplin (États-Unis, 1947, N, v.o., 125 min). Arte
0.10 Les gosses méchants ■ De Maurice Labro (France, 1946, N, 85 min). Ciné Cinéma
0.35 Les Sentiments de la gloire ■ De Stanley Kubrick (États-Unis, 1958, N, v.o., 85 min). France 2
0.50 Les Pères ■ De la couronne ■ De Sacha Guitry (France, 1997, N, 105 min). RTL 9
1.35 Quatre Guitry ■ De Sacha Guitry (France, 1937, N, 105 min). Ciné Cinéma
1.45 Love, etc. ■ De Jean Vernon (France, 1996, 105 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

17.00 La Magazine de l'Histoire ■ Histoire
17.15 A bout portant ■ Nicolas Peyrac. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs ■ Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire ■ La vie en bleu, du Front populaire à nos jours. Du Front populaire à nos jours, un demi-siècle de luttes. Histoire
20.00 20 h Paris Première ■ Jacques Tardi. Paris Première
21.00 De l'actualité à l'Histoire ■ La mondialisation. La plume. Histoire
22.15 Paris modes ■ Les sapes de Noël. Paris Première
23.30 Noms de gens ■ JMW. Tarte Ramadan. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

18.25 Jazz Collection ■ Pas Waller. Planète
18.30 La Nuit des hyènes ■ Éthiopie. La Chaîne
19.15 O Pado ■ Une nostalgie atlantique. France Supervision
19.30 Jean Marais ■ Coteau mon maître. Festival
19.50 Zino Davidoff ■ ma vie, le cigare. Planète
20.00 Corpus Christi ■ Histoire
20.30 Dans la nature avec ■ Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière. Canal +
20.35 J.R. Kennedy et la mafia ■ Planète
20.45 Holy Russia ■ France Supervision
21.30 Les Oiseaux marcheurs ■ du Kenya. Planète
21.45 Pour élever un rhinocéros ■ Canal +

MAGAZINES

22.00 Chroniques du studio 4 ■ (12) TSE - révolution en Roumanie. Histoire
22.10 Grand format ■ Comedian Harmonists (1/2). Arte
22.10 Les Gangsters ■ ont-ils une âme ? Disney Channel
22.20 Joseph Crapadi ■ Planète
23.00 L'illusion esthétique ■ Barcelone 1900. France Supervision
23.20 Dancing in the Street ■ (8/10) No Fun. Canal Jimmy
1.45 Un siècle d'écrivains ■ Francis Ponge. France 3
2.05 Music Planet ■ Björk, étoile des neiges. Arte

DANSE

23.50 Le Lac des Cygnes ■ Ballet. France 3
0.15 Giselle ■ Ballet. France Supervision

MUSIQUE

17.05 Bach Christmas Concert ■ par Philippe Herreweghe. Muzik
17.15 L'Heure espagnole ■ Mise en scène de Dany Hélière. France Supervision
18.10 L'Asie Jazz Japon ■ Typographie. France Supervision
18.30 Écoute le monde ■ Madréus. Paris Première
18.50 Charentier et Schütz ■ Direction de René Jacobs. Muzik
20.50 Soirée spéciale ■ H.M. Machine. M 6
21.00 Gospel Night ■ Montreux 1994. Muzik
22.00 Gospel à Montreux 1997 ■ Celine Dion. Concert enregistré à Montreux en 1997. France 3
23.00 The Soul of Christmas ■ Muzik

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection de programmes du câble et du satellite.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

■ Accord parental souhaitable
■ Accord parental indispensable
■ Interdit aux moins de 12 ans
■ Public adulte
■ Interdit aux moins de 16 ans
Les programmes de la télévision sont classés en fonction de leur contenu, de leur durée, de leur fréquence de diffusion, de leur audience, de leur coût, de leur qualité, de leur originalité, de leur intérêt, de leur valeur éducative, de leur valeur culturelle, de leur valeur scientifique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur valeur juridique, de leur valeur médicale, de leur valeur scientifique, de leur valeur technique, de leur valeur artistique, de leur valeur historique, de leur valeur géographique, de leur valeur économique, de leur valeur sociale, de leur valeur politique, de leur

Fidel Castro a autorisé « exceptionnellement » la célébration de Noël à Cuba

Cette mesure précède d'un mois la visite de Jean Paul II dans l'île

UN NOËL FÉRÉ ET LIBRE à Cuba : c'est la première fois depuis 1968 que les chrétiens de l'île ont pu s'associer à ceux du reste du monde pour célébrer leur fête, autorisée « exceptionnellement » par Fidel Castro, à moins d'un mois de la première visite du pape dans le pays (21-25 janvier). A Cuba, beaucoup doutent que le chef de l'Etat puisse revenir, dans les prochaines années, sur une telle mesure, l'île connaissant un profond renouveau religieux.

Dans une cathédrale de La Havane bondée, Mgr Jaime Ortega, archevêque et cardinal, s'est réjoui de cette liberté nouvellement acquise. Selon lui, « rien n'est plus pareil » depuis l'annonce du

voyage du pape. Il a reconnu que la publication, à la « une » de l'organe du parti communiste cubain, *Granma*, de la lettre de Jean Paul II « à tous les Cubains sans exception », a été « un événement très émouvant pour nous tous » (*Le Monde* du 24 décembre).

La situation à Cuba devait être à nouveau évoquée par le pape dans son message traditionnel de Noël, transmis dans le monde entier. La veille au soir, dans la basilique Saint Pierre, Jean Paul II avait présidé la messe de minuit, en compagnie de cardinaux, d'évêques, d'ambassadeurs près le Saint-Siège et de milliers de pèlerins. « Paix aux hommes, paix à l'uma-

nité », a déclaré le pape dans son homélie, après avoir qualifié la naissance de Jésus d'« événement central dans l'histoire de l'humanité » et prié « pour les responsables des nations et des organisations internationales, afin qu'ils redoublent d'attention à l'égard de toute forme de violence humaine, ainsi que leur engagement pour la sauvegarde de la création ».

Il aussi rendu hommage à Israël, « peuple de Dieu de l'ancienne Alliance du pour apporter le Messie ». A Bethléem, lieu de naissance de Jésus selon la tradition chrétienne, Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, a évoqué, dans son homélie de Noël, « la lassitude et la frustration » de ses compa-

triotés palestiniens. « La paix trébuche. La vie devient de plus en plus insupportable », a-t-il affirmé. Pèlerins et touristes étaient peu nombreux à Bethléem, alors que la population se plaint de restrictions à sa liberté de circulation.

Ainsi l'armée israélienne a-t-elle fermé temporairement, mercredi, la principale route d'accès à Bethléem, à la suite d'une alerte à la bombe. Souha Arafat, l'épouse du président palestinien, qui est chrétienne, a déclaré à la télévision que « le gouvernement israélien n'a pas le droit d'empêcher les pèlerins chrétiens de prier à Bethléem ». Moshe Katzav, ministre israélien du tourisme, a protesté contre cette interprétation.

Publicis contraint d'arrêter son OPA sur True North

Le jugement « déçoit » l'agence française

UN NOUVEAU ÉPISODE dans la grande saga juridique-financière qui oppose deux groupes publicitaires, le français Publicis et l'américain True North, est intervenu mardi 23 décembre. Publicis a été désavoué et condamné à interrompre une seconde fois son offre publique d'achat sur True North.

Le juge d'un tribunal de l'Etat du Delaware, William Chandler, a confirmé son ordonnance en référé rendue le 16 décembre enjoignant au groupe français de suspendre son OPA hostile jusqu'au vote des actionnaires de True North sur le projet de fusion avec une autre agence de publicité américaine, Bozell Jacobs Kenyon & Eckhardt (BJKE). Ce vote étant prévu le 30 décembre à Chicago, où se trouve le siège de True North, le juge a estimé que l'OPA de Publicis sur True North, prévue jusqu'à la mi-janvier, risquait d'interférer sur le vote.

La direction de True North a réitéré, à l'issue du jugement, sa totale confiance dans une opération de fusion avec BJKE, « afin de créer le système groupe de publicité mondial, qui renforcerait la politique de diversification de True North dans différents secteurs, comme les relations publiques, le marketing direct, les annuaires, la santé ainsi que l'information numérique interactive et les technologies de communication ».

En revanche, le groupe américain, présent dans soixante-neuf pays et qui englobe le premier réseau américain, Foote Cone and Belding, ainsi que les sociétés TN Technologies et Associated

Communications Companies, qualifie toujours d'« hostile » l'OPA lancée par Publicis le 4 décembre sur 9,6 millions d'actions de True North, au prix de 28 dollars par action (1,6 milliard de francs au total). L'agence française, qui détient déjà 18,5 % de True North, veut, par le biais de cette offre, porter sa participation à 50,1 %.

DÉCISION SUR LE FOND À VENIR

Publicis et True North ont été associés pendant dix ans, mais leur alliance s'est achevée dans l'acrimonie en mai. L'intention de l'agence américaine de s'associer avec BJKE a incité Publicis à lancer une offre sur son ancien partenaire. Les deux agences sont engagées depuis lors dans une intense bataille judiciaire. Un premier jugement a contraint Publicis à retirer son offre. Un deuxième l'a autorisé à la poursuivre, mais le référé confirmé mercredi l'oblige à un nouveau retrait.

Si la direction du groupe français se déclare « déçue » de ce dernier jugement, elle « étudie les moyens de faire appel de cette décision ». Le tribunal de Chicago doit encore rendre un jugement sur le fond, « dans les prochaines heures ou prochains jours », selon Jean-Paul Morin, en charge des finances de Publicis, qui espère voir repousser l'assemblée des actionnaires de True North. Mais, à moins d'un retournement inespéré, les chances de Publicis de se développer outre-Atlantique semblent s'amenuiser de jour en jour.

Nicole Vulser (avec AFP)

Quai de Bercy, avec les Compagnons de la nuit

« S'IL Y A UN JOUR où les pauvres sont à l'honneur, c'est bien celui-ci. » La messe de nuit commence sous un chapiteau, quai de Bercy, à Paris. Au micro, le prêtre officiant, Pedro Meca, avec ses airs de costaud des halles,

REPORTAGE

Pour un millier de SDF, la « messe la plus difficile de l'année » de Pedro Meca, le « curé des nuitards »

est intarissable : « On ne peut pas admettre une société comme la nôtre qui fait de travailleurs des gens inutiles, clame-t-il. Puis, à quel bon loyer, si on continue d'exploiter ? » Ses paroissiens d'une nuit applaudissent. Ce sont des SDF — un millier environ — invités par le Secours catholique à embarquer dans des dizaines de péniches pour un repas de fête sur la Seine. Ils reprennent les *Gloria* et *Aleluia* de leur enfance, portent des bougies à l'autel et se tiennent la main pour réciter le *Noire Père*.

« C'est ma messe la plus difficile de l'année. » Avec l'aurore de barbe poivre et sel qui dévore son visage, Pedro Meca ne plaisante pas. « A Noël, je tremble, dit-il, car ce Dieu pauvre et vulnérable m'impressionne plus que le Dieu tout-puissant. Sa parole est un cri d'enfant. » C'est aussi son sermon le plus difficile parce que, pour ses fidèles — chômeurs, SDF, alcooliques —, Noël est aussi le jour le plus long. Ils souffrent de l'éloignement d'une femme, de leurs enfants, de la provocation des voisins, de l'« insulte » de l'argent. « Les pauvres sont l'honneur de Dieu, commente Pedro. Noël, c'est une bonne nouvelle pour les pauvres, mais une mauvaise nouvelle pour les riches. »

Lui-même fut un enfant de la rue, né près de Pampelune, à Villava, dans le même village que Miguel Indurain. Il n'a retrouvé sa mère qu'à l'âge de treize ans, à Bordeaux. Plus tard, il entra dans l'ordre dominicain. « Il y avait crise des vocations. Alors, ils m'ont pris, dit-il en s'esclaffant. Le plus étonnant, c'est qu'ils m'aient gardé. » Il est de tous les combats des Basques (sauf les violents), vit dans un bidonville à Madrid. En 1975, avec l'abbé Pierre, il fonde l'association VVV (Vouloir vivre vraiment) et ouvre un café, rue Saint-Jacques, à Paris, appelé Le Cloître, spécialisé dans l'accueil des « nuitards ». Les barman sont aussi éducateurs : on boit, on bavarde, on se bagarre, on finit la nuit en boîte. Après deux fermetures administratives, l'expérience est stoppée en 1984.

Noël ou pas, la nuit est l'« empire » de Pedro Meca. La nuit, l'homme à la rue est plus libre. Il se sent moins sous le regard des autres. Les services sociaux sont fermés, de même que les bars, les restaurants, les squares. La nuit est plus longue que le jour. Elle facilite la relation. On se laisse plus facilement aller à la confiance. La nuit, ajoute Pedro, il y a ceux qui « sortent », au théâtre, pour manger ou faire la fête, et ceux qui « ne rentrent pas », parce qu'ils n'ont rien pour se loger ou craignent de se retrouver face à une solitude qui s'aggrave : « Il y a vingt ans, la nuit à Paris, c'était la bohème. Aujourd'hui c'est la galère. »

ÊTRE AUTRE CHOSE QUE CE QUI MANQUE. Aussi, avec quelques travailleurs sociaux, fonde-t-il en 1985 les Compagnons de la nuit. Ils se définissent eux-mêmes, avec humour, comme des « professionnels de la drague » : savoir être là quand il faut, susciter l'intérêt pour capter le regard de l'autre, choisir le bon moment pour lui parler. « On définit toujours les

gens avec des « sans », remarque Pedro. Sans travail, sans papiers, sans logement, sans ressources. Nous, nous leur disons : vous êtes autre chose que ce qui vous manque... Leur donner la parole ? Mais ils l'ont, la parole. Il suffit de l'écouter. Avec d'innévitables malentendus, comme ce jour où une prostituée lance au dominicain : « Assez baratiné ? Maintenant, tu montes ou pas ? »

Avec des assistantes sociales et des éducateurs, il ouvre, en 1992, « La Moquette », 15, rue Gay-Lussac à Paris, quelques mètres carrés où les ADF (avec-domicile-fixe) sont accueillis avec les SDF (sans-domicile-fixe) presque chaque nuit et conviés aux mêmes activités. Comme cet atelier d'écriture qui, tous les jeudis, propose aux présents une libre expression sur des thèmes toujours différents : « La cigarette », « Paris la nuit », « Boire un petit coup, c'est agréable », etc. Certains de ces exercices ont fait le régal d'un éditeur. Dans un album (*Viens chez moi, l'habite dehors*, Albin Michel, 1995), on peut lire de vraies trouvailles : « Prends tout ton temps pour m'ignorer, car je n'ai pas envie que tu m'oubles », ou encore : « Mort, j'aurais déjà trouvé ma patrie, parce que la mort est la patrie des sans-abri. »

L'exclusion est « dans nos têtes », répètent les Compagnons de la nuit. « A La Moquette, tout peut être dit, parce que tout peut être entendu, alors qu'un service social ne peut entendre que les questions pour lesquelles il existe déjà des réponses », explique Frédéric Signoret, éducateur proche de Pedro. C'est à La Moquette que se prolongera et s'achèvera cette nuit de Noël. Avec un ultime appel de Pedro à la « lucidité » de ces invités, au « courage » de ne pas se « laisser aller » et de garder une dignité.

Henri Tincq

Nette reprise à la Bourse de Tokyo

POUR LA DEUXIÈME SÉANCE consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse, jeudi 25 décembre. Après avoir gagné jusqu'à 5 % à 15 679,92 points, en milieu d'après-midi, l'indice Nikkei a rebondi en fin de journée pour terminer néanmoins sur une hausse de 375,12 points, à 15 300,10 points, soit un gain de 2,51 %. Cette progression compense une partie des lourdes pertes enregistrées par le Nikkei au cours de la semaine écoulée. Selon Tetsuya Ishijima, stratège en chef chez Okasan Securities, les mesures de soutien annoncées par le gouvernement ont tempéré les inquiétudes du marché, qui doutait de son aptitude à faire face aux problèmes financiers actuels.

Mercredi, Wall Street a terminé

en baisse, ne parvenant pas à conserver les gains enregistrés dans la matinée alors que les opérateurs étaient hésitants à s'engager avant la trêve de Noël. Le marché boursier a fermé ses portes trois heures plus tôt que la normale. Il sera fermé jeudi et la séance sera également raccourcie vendredi. L'indice Dow Jones a perdu 0,41 % à 7 660,13 points.

En Europe, alors que le marché francfortois chahotait mercredi, la Bourse de Londres a terminé, à l'issue d'une séance écourtée, sur un repli de 0,71 % à 5 013,90 points et celle de Paris a gagné 0,56 % à 2 874 points. Toutes les places boursières européennes étaient fermées le jour de Noël. Seules les Bourses de Paris et Madrid seront ouvertes vendredi 26 décembre.

Les mesures anti-bruit à Roissy et au Bourget sont renforcées

LE JOURNAL OFFICIEL du 21 décembre a publié deux arrêtés, datés du 17, limitant les nuisances sonores autour des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et du Bourget. Ces textes (qui annulent un arrêté du 3 janvier 1996) concrétisent les mesures de protection des riverains contre le bruit des avions qui accompagnent l'autorisation, accordée à l'autonomie par Jean-Claude Gaysot, ministre des transports, de l'équipement et du logement, à Aéroports de Paris (ADP), de construire deux nouvelles pistes à Roissy, en dépit de l'opposition de nombreuses associations locales. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, était également en désaccord avec cette décision.

L'extension de Roissy est jugée vitale pour Air France (*Le Monde* du 24 septembre). Ces mesures prévoient notamment de nouvelles procédures pour les décollages et atterrissages de nuit des avions classés les moins bruyants (dits du « chapitre 3 », aux termes de la nomenclature de l'Organisation de l'aviation civile internationale), c'est-à-dire les plus modernes. Les vols de nuit continueront évidemment d'être interdits pour les avions anciens. Mais les appareils

des nouvelles générations seront eux aussi, à compter du 1^{er} janvier 1998, soumis à des procédures très contraignantes. Globalement, entre 23 heures et 6 heures (avec quelques minutes de différence entre atterrissages et décollages), décollages et atterrissages — sauf dérogation pour une urgence de sécurité — sont interdits. Seuls les avions les plus récents échappent à cette interdiction, mais au prix de procédures particulières de décollage et de montée initiale.

Le second arrêté, à propos de l'aéroport du Bourget, comporte également des interdictions de vols de nuit, en fonction du bruit des appareils, dans les mêmes créneaux horaires.

Le non-respect de l'ensemble de ces dispositions est assorti de sanctions — une innovation — frappant compagnies ou pilotes, de 10 000 francs pour une personne physique à 50 000 francs pour une société. Ces nouvelles procédures seront proposées aux pilotes dès le début de 1998, mais les compagnies ont jusqu'à avril pour les inscrire dans les manuels techniques. Dans l'entourage du ministre, on précise que ces mesures sont conformes à ce qu'avait promis M. Gaysot, à l'exception de quelques modifications mineures pour des raisons techniques.

Tirage du Monde daté jeudi 25 décembre : 393 222 exemplaires.

DÉPÊCHES

■ **SANG CONTAMINÉ** : le nombre de mises en examen effectuées ces dernières semaines par le juge Bertella-Geffroy et révélées dans nos colonnes (*Le Monde* du 25 décembre) s'élève à sept. Outre le docteur Najib Duedari, ancien directeur du centre de transfusion sanguine du Val-de-Marne, le docteur Jean-Jacques Fournel, directeur du centre de transfusion de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, a été mis en examen pour empoisonnement et non-assistance à personne en danger, ainsi que cinq autres personnes, dont quatre médecins.

■ **ESPACE** : un ordinateur portable renfermant des informations « sensibles » sur la fusée Ariane aurait disparu d'un bureau de la société Arianeespace, à Evry (Essonne), dans la nuit du 18 au 19 décembre, selon *Le Parisien* du 25 décembre.

■ **LOTO**. Résultats des tirages numéros 103 du Loto du mercredi 24 décembre. Premier tirage : 12, 15, 28, 33, 35, 39, numéro complémentaire 21. Rapports : pour 6 bons numéros, 3 367 530 F ; pour 5 bons numéros et le complémentaire, 42 605 F ; pour 5 bons numéros, 4 970 F ; pour 4 bons numéros et le complémentaire, 274 F ; pour 4 bons numéros, 137 F ; pour 3 bons numéros et le complémentaire, 30 F ; pour 3 bons numéros, 15 F. Second tirage : 5, 9, 22, 23, 24, 32, numéro complémentaire 12. Rapports : pour 6 bons numéros, 30 093 995 F ; pour 5 bons numéros et le complémentaire, 38 025 F ; pour 5 bons numéros, 7 630 F ; pour 4 bons numéros et le complémentaire, 264 F ; pour 4 bons numéros, 132 F ; pour 3 bons numéros et le complémentaire, 24 F ; pour 3 bons numéros, 12 F.

AVEC LE MONDE ET LE MONDE DES PHILATÉLISTES

du samedi 23 mai au samedi 30 mai 1998

LES ESCALES

21 mai : Mito/Savona
24 mai : Chetumal (Mexique)
25 mai : Palerme
26 mai : Tunis
27 mai : La Valette (Malte)
28 mai : Chetumal (Mexique)
29 mai : Dubrovnik (Croatie)
30 mai : Venise (Italie)

L'équipe du Monde des Philatélistes a préparé un séjour ou passionnés de voyages et amoureux de philatélie trouveront de quoi les satisfaire : escales prestigieuses à Malte, Corfou, Dubrovnik, visites de musées postaux, « atelier de gravure » et démonstrations de Pierre Bequet (premier second Grand prix de Rome en 1960 et auteur de plus de 700 timbres), présence de conférenciers éminents membres de l'Académie de philatélie, exposition organisée par le Musée de La Poste de Paris.

Parmi les invités-vedettes à bord de l'Azur, l'imitateur William Klank.

8 jours - 5 pays
7 escales
à partir de
7 250 F* /pers.
Incluant : transport Mito/Savona au départ et à l'arrivée, et retour à l'Azur, un cabine intérieure à 2 lits, nourriture complète pour 2 personnes.

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

Coupon-réponse à retourner à :
La Boutique des Croisières
1^{ère} grande croisière de la philatélie
avec le Monde
76, rue Talibout - 75009 Paris
Tél. : 01 40 16 99 96 (Armandine).

Oui, je souhaite recevoir gratuitement et sans engagement de ma part la documentation sur la première grande croisière de la philatélie.

Merci de l'adresser à :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Conformément à la loi sur l'Informatique et la Liberté, vous bénéficiez d'un droit de rectification concernant les informations mentionnées sur le présent document.

LM2